

هنا من الامم

**Le budget de l'éducation :
Priorité à l'enseignement
pré-scolaire
Huit mille postes de moins
au concours en 1977**
LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F
Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. : Tunisie, 100 m. :
Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch. : Belgique, 12 fr. : Canada, 2 \$: Danemark, 3 kr. : Espagne, 25 pes. : Grande-Bretagne, 20 p. : Grèce, 16 dr. : Irlande, 10 sh. : Italie, 200 l. : Liban, 125 p. :
Luxembourg, 12 fr. : Norvège, 2,75 kr. : Pays-Bas, 1 fl. : Portugal, 200 esc. : Suède, 2,25 kr. :
Suisse, 1 fr. : U.S.A., 60 cts. : Yougoslavie, 10 d. din.
Tari des abonnements page 16
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 06
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris n° 65072
Tél. : 246-72-23

L'AVENIR DU CONTINENT NOIR

Pretoria ne parvient pas à réduire les émeutes

LA FIN DES ILLUSIONS

« Il est des yeux, et il y en a de plus en plus, qui voient clair... » La parole évangélique que les Eglises d'Afrique australe, généralement contestataires, étaient volontiers aux détenteurs du pouvoir « pale », est de moins en moins appropriée à l'attitude de ceux-ci. Il faudrait maintenant, en effet, un aveuglement continuant à la simplicité pour ne pas voir à Pretoria, à Salisbury ou à Windhoek, que le ciel se plombe. Les ouvertures de M. Ian Smith en direction de M. Kissing, bien qu'assorties des considérations rituelles sur l'incompétence des Africains à gérer sans « chaos » leurs affaires, et sur la résolution des Blancs à leur tenir tête « indéfiniment », démontrent que même chez les colons rebelles de Rhodésie les évidences se font un chemin.

A Pretoria, la reprise des émeutes de Soweto vient de dissiper les dernières illusions. A Sharpeville, il y a seize ans, un bain de sang avait effleuré pour longtemps la protestation noire. Le massacre de la fin juin, qui fit officiellement cent soixante-seize morts, n'aura valu au gouvernement de M. Vorster que quelques semaines de répit. Combatis et apparemment organisés, les jeunes pour la plupart, des milliers de manifestants représentent l'initiative et brandissent la redoutable menace d'une grave émeute des Noirs à Johannesburg. L'armée s'engage, la loi est appliquée, mais la répression la plus dure ne parvient pas à faire entièrement disparaître. De même comp. la bonne conscience des Blancs, vacille jusque dans les forteresses traditionnelles, et la presse africaine critique vivement le manque d'imagination du pouvoir.

En Afrique du Sud, comme en Rhodésie, c'est, en effet, l'absence de toute perspective d'évolution politique qui fait flamber l'émeute et entretient la guérilla. Pretoria promet aux Noirs, au nom du « développement séparé », l'assimilation à résidence dans des bidonvilles dont l'indépendance relève de la mystification. Salisbury, après moins de deux ans de négociations que l'intransigence blanche fit échouer au port, leur refuse le principe de la parité dans la direction d'un pays où ils prédominent à vingt contre un.

Certes, dans les deux cas, les enjeux ne sont pas identiques. C'est le trop fameux choix entre la violence et le cercueil qui sera fait, mais, s'ils s'agitent, aux minoritaires de Rhodésie. Les compatriotes blancs de M. Vorster, en revanche, sont eux aussi des Africains, et nul ne souhaite officiellement leur éviction du continent. Mais, comme Pretoria en a fait l'expérience, la détente est indivisible. Il est vain, si la situation intérieure reste ce qu'elle est, de prétendre ouvrir le dialogue avec des Etats dont la « modération » ne peut évidemment pas s'étendre à leur attitude envers l'apartheid.

L'embrasement de l'Afrique australe peut-il encore être évité ? Tendait une perche qui vient d'être timidement saisi, M. Kissing propose à Salisbury, où le risque est le plus grand, une « solution » ingénieuse. Des indemnités compensatoires versées aux Européens qui voudraient quitter la Rhodésie, faciliteraient la transition sans pour autant provoquer un exode. Par ailleurs, avec l'aide de la Grande-Bretagne, un « règlement constitutionnel » pourrait enfin mettre un terme à la rébellion que constitue, il y a dix ans, une déclaration unilatérale d'indépendance réputée nulle en droit par la communauté internationale.

Cette évolution pacifique exige du temps. Or, les Blancs d'Afrique australe, toujours en retard sur l'événement, n'en ont plus beaucoup. Le slogan « l'Afrique aux Africains », que M. Giscard d'Estaing vient encore de répéter à Libreville, peut un jour prendre, dans la bouche des Noirs de la région, un sens de revanche raciale auquel son auteur ne songait guère.

les émeutes

L'état d'alerte générale des forces de police a été déclaré, le vendredi 6 août, en République sud-africaine, à la suite de nouvelles émeutes à Soweto où, pour la troisième journée consécutive, les Africains sont descendus dans les rues avec l'intention déclarée de provoquer une grève des Noirs à Johannesburg. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu. Des actes de pillage sont signalés. Pretoria, qui ne parvient pas à réduire l'agitation, semble désormais redouter qu'elle ne s'étende à d'autres « townships » africains du Transvaal. En fin de matinée, le bilan officiel des victimes s'élevait à sept tués.

Correspondance

Johannesburg. — Des tirs d'armes automatiques ont été entendus, le vendredi matin, dans la grande cité-jardin africaine de Soweto, entièrement encerclée par la police, qui en a interdit l'accès aux journalistes. Au-delà des barrières on voit s'élever dans le ciel des nuages de fumée provenant de véhicules et de bâtiments incendiés.

En annonçant, à Pretoria, la mise en « alerte générale » des forces, le général Prinsloo, responsable de la police, a notamment déclaré : « Nous ne sommes pas contents de la situation à Soweto. Les troubles continuent, et il semble que les responsables locaux ne peuvent pas ou ne veulent pas faire ce qu'il faut. »

L'agence sud-africaine de presse a annoncé, peu avant midi, que « d'importants renforts de police ont été dépêchés à Soweto après l'incendie de trains et d'autobus par de jeunes Africains ». Elle indique qu'un Noir a trouvé la mort en sautant d'un autobus attaqué par des manifestants et qu'un autre a été tué par la police. (Lire la suite page 4.)

M. Valéry Giscard d'Estaing souhaite que l'Afrique reste à l'écart des « luttes hégémoniques mondiales »

M. Valéry Giscard d'Estaing, arrivé dans l'après-midi du jeudi 5 août à Libreville, pour une visite officielle de trois jours au Gabon, a réaffirmé la volonté de la France de « laisser l'Afrique aux Africains », c'est-à-dire « à l'écart des luttes hégémoniques mondiales ».

Avec la délégation française, qui comprend notamment MM. Jean de Lipkowsky, ministre de la coopération, et Robert Galley, ministre de l'équipement, et accompagné de son épouse et de son fils Louis, le président de la République a visité vendredi matin, à Port-Gentil, l'usine de fabrication de contre-plaqué de la Compagnie forestière du Gabon. Les deux chefs d'Etat ont ensuite déjeuné sur la plate-forme de forage Grandin, qui correspond au plus important des gisements pétroliers du Gabon. Vendredi après-midi, MM. Bongo et Giscard d'Estaing prennent l'avion pour M'pengué, dans l'est du pays. Ils y séjourneront ensuite à Franceville, où ils passeront la nuit.

De notre envoyé spécial

Libreville. — Quand l'avion de M. Valéry Giscard d'Estaing s'est posé, jeudi 5 août, à 15 h. 30, sur l'aéroport Léon-M'ba, les officiels français présents à Libreville s'inclinaient un peu de la nature de l'accueil qui serait réservé au président de la République. Des frictions entre l'entourage du président Omar Bongo et les cadres du parti démocratique gabonais pouvaient en effet faire craindre que le parti unique n'ait pas procédé à une mobilisation maximum de ses militants. La presse locale, par exemple, semblait observer une certaine réserve.

Après l'accueil officiel et solennel sur la piste, M. Giscard d'Estaing a néanmoins eu droit, sur le parking de l'aéroport, aux hautes traditionnelles de Gabon, nées drapés dans des tissus aux effluents des deux chefs d'Etat. Au Chant du départ, joué sans relâche par la fanfare, succédait avec la même insistance le chant écrit pour l'occasion par l'un des fils du président gabonais, et dont le refrain affirme : « Bongo est l'ami de Giscard. Giscard est l'ami de Bongo ». La chanson, omniprésente sur l'antenne de la radio locale, dit encore que si la France a placé Giscard « à la barre », les Gabonais placent Bongo « à l'avant du bateau ».

En dépit de ce folklore propre aux tournées présidentielles, le voyage du président de la République ne provoque pas les mouvements de foule qui marqueraient dans le passé les déplacements de Georges Pompidou. L'Afrique change, et n'attache plus aux visites officielles la même importance que naguère. En outre, le lien quasi filial qui, aux yeux des populations locales, unissait Georges Pompidou au général de Gaulle ne joue plus aujourd'hui. L'accueil, certes sympathique, a donc été marqué par une certaine retenue.

Une fois la cortège officiel arrivé à la cité du 12 mars, à la sortie de Libreville, M. Giscard d'Estaing a reçu les clés de la ville. On avait procédé auparavant à l'échange des cadeaux. Le chef de l'Etat a notamment reçu une carte du Gabon sculptée dans le bois et dont chaque province est ornée d'un petit masque d'ivoire. On dit que M. Giscard d'Estaing se voyait offrir un coffret à bijoux en or. Mme Bongo, pour sa part, s'est vu remettre un collier d'émeraudes. Tandis que son époux recevait notamment un buste de Napoléon I^{er}.

THIERRY PFISTER
(Lire la suite page 4.)

La baisse du franc

Le dollar a atteint 4,98 F

La température a encore monté de quelques degrés vendredi matin 6 août sur les marchés des changes internationaux. Les cambistes ont pris pour cible unique le franc français, qui a baissé par rapport à toutes les monnaies occidentales, en particulier le dollar.

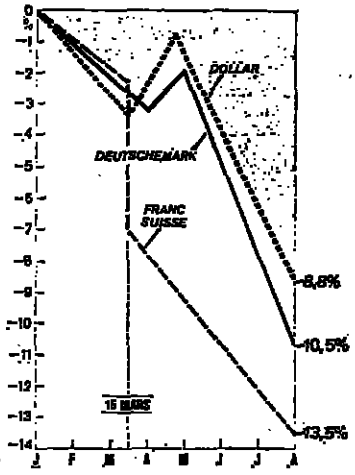
A Paris, vendredi en fin de matinée, le dollar s'échangeait à 4,98 F (contre 4,9512 F jeudi en clôture), le deutschemark à 1,9625 F (contre 1,9540 F), le franc suisse à 2,007 F (contre 2 F) et la livre sterling à 8,90 F (contre 8,8810 F). En revanche, les autres monnaies n'ont pas ou peu varié vis-à-vis de la devise américaine. Depuis sa sortie du « serpent » européen, le 15 mars, le franc français s'est déprécié de 14 1/2 % par rapport au franc suisse, de 11 1/2 % par rapport au deutschemark, de 9 3/4 % par rapport au dollar et même de 13 1/2 % par rapport à la livre sterling, dont la faiblesse n'est pas discutée.

La situation sur les marchés des changes est redevenue aussi chaotique qu'au début du mois de mars, juste avant la sortie du franc français du « serpent » européen. Tel est le sentiment qui prévalait, vendredi matin 6 août, dans les milieux financiers.

Après une semaine d'hésitation, l'arme des taux d'intérêt utilisés par la Banque de France pour atténuer les pressions dont le franc français était l'objet, apparaissait inefficace. Les autorités monétaires françaises n'avaient pourtant pas « lésiné » en portant le taux d'escompte de 8 % à 9,5 %, niveau qui constitue presque un record dans les pays occidentaux, seule la Grande-Bretagne se situant — triste privilège — au sommet de la pyramide, avec un taux de 11,5 %.

Pourquoi l'échec de la Banque de France et le nouvel assaut international contre la devise française ? De nombreux facteurs jouent contre notre monnaie. Internes d'abord : la disparité des taux d'inflation existant entre la France et les pays à monnaie forte (9,5 % de hausse annuelle des prix chez nous contre 4 % seulement en Allemagne, par exemple, ou 7 % aux Etats-Unis) ; le déficit budgétaire français pourrait atteindre, de son côté, cette année 15 milliards de francs ; la sécheresse va aggraver le déficit commercial, qui pourrait s'élever à 7 milliards de francs ; enfin, les tensions au sein de la majorité, les rumeurs de remaniement ministériel, ont pu également peser. Par comparaison, la bonne santé de l'économie américaine — félicitée ce

L'ÉVOLUTION DU FRANC FRANÇAIS PAR RAPPORT AUX DEVICES FORTES



La fragilité de la situation des changes tient largement au comportement des firmes engagées dans le commerce international. — A. D.
(Lire la suite page 17.)

LA COOPÉRATION EN QUESTION

Définissant la coopération, le 4 août, avant de se rendre au Gabon, « non comme une assistance, mais comme une participation à un effort de développement propre », M. Giscard d'Estaing procède actuellement, en ce domaine, à un réexamen de la doctrine et de la pratique françaises. Un conseil interministériel a été consacré à ce sujet le

27 juillet et des orientations de principe ont été retenues. Pour sa part, le ministre de la coopération, M. Jean de Lipkowsky, déclarait récemment : « La France a choisi. L'essentiel de son effort est et restera consacré à l'Afrique. Cela veut dire aussi que la coopération avec ces Etats doit continuer à être globale. » Le ministre, soulignant une

action « diversifiée », reconnaissait : « Nous n'avons pas été assez rapides pour faire cesser la coopération de substitution. » Dans le large débat ouvert sur la nature et les modalités de l'aide française aux pays en voie de développement, MM. René Monory et André Jenson exposent leurs points de vue.

Pour une nouvelle attitude

par RENÉ MONORY (*)

La coopération, grand dessein de l'époque gaullienne, doit-elle être aujourd'hui repensée ? Pour divers pays africains, la décennie de développement est celle de la faillite et « de la déception ».

Dès octobre 1972, parlant au nom de l'Organisation des Etats africains francophones, le président Senghor soulignait que, compte tenu des échanges et des transferts, ce n'est pas l'Europe qui aide l'Afrique, mais bien le contraire. Dans une économie livrée à l'anarchie du marché et à l'appât du profit, l'aide enrichit les nations les plus riches et appauvrit les plus pauvres, creusant sans cesse davantage le fossé qui les sépare.

Les élan de solidarité ne contribueront qu'à soulager occasionnellement les plus criantes misères parmi les plus pauvres, si aucune transformation profonde n'est apportée au régime de l'aide, dans un monde où la richesse globale est accaparée par un quart de l'humanité. Deux cents sociétés multinationales, principalement américaines, contrôlent les deux tiers des moyens de production, dominent les marchés des matières premières, déterminent de manière dictatoriale — et, paradoxalement, au nom de la liberté du marché — les termes de l'échange.

Cette inégalité économique croissante s'accompagne d'une inégalité technologique non moins croissante : en effet, alors que la plupart des pays développés entrent dans une phase postindustrielle, les nations du tiers-monde n'ont pas même atteint le stade du décollage économique.

★ Sénateur de la Vienne (Union centriste).

La politique de la parole

par ANDRÉ JEANSON (*)

Quelles belles et nobles paroles que celles du président de la République à la clôture de la conférence franco-africaine, le 11 mai dernier ! « Une grande initiative, hardie et généreuse, dit de prime, l'Afrique et avec l'Afrique », proclamait-il ; et il ajoutait : « Nous sommes prêts à participer à la seule compétition qui intéresse l'Afrique, qui est la compétition du développement économique et social. Un fonds doté d'importantes ressources doit être mis en place par les Etats industrialisés pour « la désenclavement ferroviaire ou routier des pays sans « rivières, la lutte contre la sécheresse, la diffusion des techniques modernes en agriculture, la mise en exploitation de toutes les ressources minières... »

Qui ne souscrirait à de telles perspectives ?

Mais, les paroles envolées, quels actes sont-elles posées ? Certes, à Nairobi, la délégation française s'est battue, même contre ses propres amis, les Etats-Unis, la République fédérale, la Grande-Bretagne en particulier, pour obtenir qu'un consensus minimum fût par ce dégel sur le problème de la régularisation des cours des matières premières et ainsi éviter le désastre qu'aurait été l'échec de CNUCED-IV. Encore qu'on aurait pu souhaiter que la France se démarque plus nettement du conservatisme américain en s'associant aux seize pays industrialisés qui, outre des réticences allemandes, anglaises et américaines, ont tenu à s'engager.

« Animaux » du Collectif national du développement, membre du comité directeur du parti socialiste,

LA THAILANDE ET LE VIETNAM NOUVENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Le gouvernement thaïlandais a autorisé, vendredi 6 août, le ministre des affaires étrangères, M. Pichai Ratanak, en visite à Hanoï, à signer le communiqué commun sur le principe de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, annonce-t-on à Bangkok de source gouvernementale. Le communiqué prévoit également des négociations commerciales et des droits de survol. Une commission mixte examinera le rapatriement des quelque quarante mille Vietnamiens réfugiés en Thaïlande depuis le début de la première guerre d'Indochine. — (A.F.P., A.P.)

POUR LA BIBLIOTHÈQUE VOLANTE DE L'ESTIVANT

Les aventures vécues et les autres

Les livres d'aventure qui composent la plus volumineuse bibliothèque volante du « vacancier » sont en voie de progrès de qualité cette année. Les éditeurs semblent avoir compris qu'ils ne gagnent rien à publier n'importe quel récit rédigé par n'importe qui. Les lecteurs de bonne volonté eux-mêmes en avaient assez des reportages du type « J'ai découvert l'Elgar la tête en bas ou huit jours à cheval sur un hippopotame, toutes expéditions entreprises prétendant pour l'exaltation du courage sportif, en fait complètement aberrantes et n'ayant pour seul but que la production d'un best-seller. La littérature de l'aventure vécue, qu'ont magnifiée ses génies aux poumons de forge, Conrad, Jack London, Saint-Exupéry, Hemingway, restera toujours hermétique au lecteur de papier sans style, à plus forte raison au plume chargé de remettre en forme les glosements journaliers de bord. Une seule vertu, littéraire, distingue l'auteur de ce

OLIVIER MERLIN.
(Lire la suite page 15.)

(1) Le Premier Paris-New-York, de Maurice Belloc, Plon, 288 p., 40 F.
(2) Falso, chef plongeur de la « Calypso », de Philippe Diolé et Albert Falco, Flammarion, 300 p., 80 F.
(3) Ces bêtes qui m'ont fait homme, du docteur Michel Klein, Laffont, collection « Vécu », 373 p., 42 F.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Trois mille « irréductibles » continuent de résister dans le quartier musulman de Nabaa

Malgré l'accord de cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur jeudi 5 août, les combats se poursuivent au Liban vendredi matin. Selon un bilan partiel et officieux, cent soixante-dix personnes ont été tuées jeudi. Le nombre des blessés s'élève à trois cent dix-sept.

Parmi les victimes, soixante-dix personnes ont été tuées et cent cinquante blessées dans le quartier de Nabaa, enclave musulmane en secteur chrétien, qui est pratiquement tombée aux mains des milices maronites. Trois mille hommes environ, appartenant à la résistance, le quartier, où vivait une population de plus de cent mille personnes, en majorité des musulmans libanais de rite chiite, est complètement dévasté. Au début de la nuit, des explosions se poursuivaient jusqu'à minuit, un responsable militaire conservateur déclarait à l'A.P.P. : « Ce n'est rien, il s'agit d'un dernier acte d'irréductibles qui nous résisteront au silence dans les heures qui viennent ».

Au camp de Tell-El-Zaatar, l'autre enclave en secteur chrétien, les résistants ont pu, malgré des bombardements intensifs, l'évacuation de blessés qui devait avoir lieu jeudi a été reportée à ce vendredi. Au début de la nuit, une dizaine de camions, un autobus et deux ambulances du C.L.R. s'étaient présentés à Jisr-El-Bacha, quartier général des forces conservatrices dans le secteur. Au même moment, des centaines d'habitants du camp palestinien envahissaient le terrain de football où les blessés devaient être évacués par la Croix-Rouge et demandaient avec insistance de partir avec le convoi. Des rafales de mitrailleuses ont crepillé, suscitant une panique. Beaucoup ont réintégré précipitamment le camp, tandis qu'environ deux cents personnes demeuraient sur le terrain de football. L'organisation humanitaire, qui a déjà évacué trois cent trente-quatre blessés, mardi et mercredi, espérait, ce vendredi, ramener cent cinquante personnes. La poursuite des combats a eu

comme effet de bloquer la négociation qui devait s'engager jeudi, à Sofar, entre les représentants de la Syrie, de la résistance palestinienne et des deux camps antagonistes libanais. Les dirigeants conservateurs avaient, en effet, décidé de ne pas prendre part à la réunion, en attendant l'ouverture de pourparlers qu'ils ont l'intention d'engager à Damas avec les dirigeants syriens. Les partis progressistes libanais sont persuadés que cette décision de boycottage est motivée par la détermination de la droite libanaise de s'assurer d'abord le contrôle complet du quartier de Nabaa.

Le Rassemblement islamique, mouvement dirigé par M. Chafik Wazzan, a rendu public, ce vendredi 6 août, un « document de travail ». Celui-ci invite tous les libanais à se retrouver pour édifier un « Liban nouveau », une « République arabe démocratique et parlementaire », embrassant « tout confessionnalisme politique ». Le Rassemblement islamique proclame, en outre, son attachement à la cause palestinienne.

En Israël, les deux libanais — un homme et une femme, — dirigeants de l'Organisation d'action des communistes libanais (O.A.C.L.), qui avaient été retenus en prison, ont été relâchés. Le navire chypriote *Bermes*, ont été libérés jeudi et conduits à la frontière libanaise. Un Palestinien, arrêté à bord du navire égyptien *Abou-Wahid* qui se rendait d'Alexandrie à Saida et qui avait été également arraisonné par la marine israélienne,

est encore détenu par les autorités de Jérusalem.

La radio israélienne a annoncé, d'autre part, que le bateau grec *Friendship*, qui a couru le risque de *Haifa* à la suite d'une panne de machine, a levé l'ancre mercredi. Cinq cents tonnes de munitions destinées aux forces palestino-progressistes, et qui se trouvaient à bord, ont été confiées. Le quotidien *Masrip* écrit que des unités de la marine de l'Etat hébreu patrouillent dans les eaux israéliennes et fouillent tous les bateaux se dirigeant vers les ports du Sud-Liban contrôlés par les progressistes.

Dans un communiqué publié jeudi, l'Organisation de l'action communiste (O.A.C.L.) dénonce « les actes de piraterie perpétrés par Israël et appelle l'opinion mondiale à manifester sa solidarité avec les forces progressistes libanaises ».

Le Mouvement d'entraide pour la Terre-moyenne a lancé une pétition demandant l'envoi d'aide pour le Liban à l'« Entente tierce-monde, centre de santé, 6, avenue Pierre-Brossolette, 94300 Vincennes, C.C.P. la Source 34-625-10. Parmi les signataires, qui demandent notamment aux trois chaînes de la télévision française, ainsi que les organes d'information français et internationaux, de diffuser leur appel, on relève les noms des professeurs Alfred Kastler, Pierre Debary, Raymond Paul, Maxime Rodinson, Michel Dupas et de MM. André Peppy, Pierre Max et Jean Roux.

M. CHAMOUN CRITIQUE LE PAPE

(De notre correspondant.)

M. Camille Chamoun a vivement réagi à l'appel lancé récemment par le pape en faveur de l'évacuation des blessés de Tell-El-Zaatar. A l'issue d'une réunion avec le président Frangieh, le leader conservateur a déclaré : « Paul VI a un cœur qui a souvent saisi pour les blessés de Tell-El-Zaatar mais jamais pour les libanais qui tombent chaque jour ».

M. Chamoun a adressé au pape une copie du message qu'il a envoyé le jeudi 5 août, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, au secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim. Dans ce message, il explique son scepticisme quant à l'instauration d'un cessez-le-feu par les intentions criminelles avec lesquelles la partie adverse a accepté l'accord. Il affirme notamment que les conservateurs maronites ont été attaqués mercredi dans un faubourg de Beyrouth par « au moins cent cinquante éléments de l'armée régulière libanaise, dont deux ont été faits prisonniers ».

M. Chamoun précise à ce propos qu'il s'est agi de « des forces armées irakiennes ont été déployées (...) par avion jusqu'en Egypte, d'où elles ont été acheminées par voie maritime jusqu'au port de Tyr (Sud-Liban) ».

C. O.

EUROPE

Italie

L'abstention communiste n'est qu'une « phase intermédiaire » déclare l'orateur du P.C.I. au Sénat

De notre envoyé spécial

Rome. — Le vote de « non-déférence » au gouvernement Andreotti est une chose acquise au Sénat. Il interviendra, selon toute vraisemblance, dans la soirée ou le matin de vendredi 6 août. Les interventions dans la journée du 5 août ont repris les thèmes ainsi exprimés par le sénateur Pietro Nenni, qui faisait sa réapparition au Parlement après une longue absence.

« C'est un gouvernement qui nous ne sommes pas à exclure. Avec tous et avec personne, ce n'est pas une réponse, mais c'est certainement un signe d'abstention de principe et M. Andreotti a déclaré : « La situation vis-à-vis du parti communiste. Les socialistes demandent que le nouveau président du conseil repousse formellement l'abstention des fascistes, ce qui reviendrait à affirmer clairement que celle des communistes et des socialistes est déterminante pour l'existence du cabinet ».

De même, un certain doute plane sur la discipline de vote des sénateurs et des députés démocrates-chrétiens. Parmi eux, beaucoup de nouveaux parlementaires sont absolument inconnus et représentent la « majorité » de la majorité. Ils ont voulu exister de leur volonté d'être indépendants vis-à-vis de la discipline de vote.

JACQUES NOBECOURT.

Portugal

Les principaux partis critiquent avec modération le programme socialiste

Lisbonne (A.F.P.) — Le débat sur le programme de gouvernement présenté par M. Mario Soares, à l'Assemblée de la République, le 5 août, a été l'occasion de la ton des interventions

semble indiquer que le parti populaire démocratique (P.P.D.), le Centre démocratique et social (C.D.S.), et le parti communiste portugais (P.C.P.) ne déposeront pas de motion de censure à la fin de ce débat.

Pour sa part, le secrétaire général du parti communiste portugais, M. Álvaro Cunhal, a pris une position à la fois critique dans les principes et nuancée dans ses conclusions. Après avoir déclaré que le programme du gouvernement socialiste ne correspondait pas « aux exigences de la situation actuelle du Portugal », soulignant la possibilité d'une « récupération économique capitaliste », et dénonçant enfin une « politique de soumission au capitalisme européen et américain », M. Cunhal a conclu en reconnaissant que « certains points » de ce programme étaient « positifs ».

Le porte-parole du C.D.S., M. Freitas do Amaral, a également relevé certains aspects positifs de ce programme, notamment en matière de politique étrangère et de défense, qu'il a estimé inspirés des propres propositions du C.D.S. durant la campagne électorale. Le leader du groupe parlementaire du P.P.D., M. Barbosa de Melo, a, pour sa part, qualifié ce programme socialiste de « ambigu », et a déclaré que son parti resterait pour plus tard sa position vis-à-vis du gouvernement. Enfin, le seul représentant de l'Union démocratique populaire (U.D.P.), de tendance modérée, M. Acácio Barreiros a accusé M. Soares de « céder aux pressions des partis de droite ».

Allemagne de l'Est

UN CHAUFFEUR DE CAMION ITALIEN EST TUÉ PAR DES GARDES-FRONTIÈRE

Bonn (A.F.P., Reuter). — Des soldats est-allemands ont mortellement blessé, dans la nuit du 4 au 5 août, un chauffeur de camion italien, au poste frontière de Hirschberg, entre la R.D.A. et la République fédérale.

Selon l'agence est-allemande A.D.N., le chauffeur, M. Benito Corghi, « venant du territoire de la République fédérale, s'est approché des installations de sécurité de la frontière, s'efforçant, malgré plusieurs sommations, d'échapper au contrôle. Il a été blessé d'un coup de fusil et il est décédé (...) ».

Selon le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Grinewald, M. Corghi venait de passer la frontière, en provenance de la R.D.A., avec un camion chargé de viande, lorsqu'un de ses collègues, qui se trouvait derrière lui dans un autre véhicule, l'avait que les douaniers est-allemands lui demandant de rebrousser chemin. Il est donc retourné au poste est-allemand situé à 1 kilomètre de là. Par la suite, les gardes-frontières ouest-allemands ont entendu des coups de feu.

M. Grinewald a rappelé que son gouvernement avait toujours condamné le « tir systématique » pratiqué par les gardes-frontières est-allemands sur les suspects.

D'après *Die Welt* du 6 août, cent soixante-six personnes ont trouvé la mort depuis le commencement du mur de Berlin en tant que quitter la R.D.A.

CORRESPONDANCE

Les terres arabes en Israël

L'article d'Amnon Kapelouk intitulé « Malgré leur progression démographique, les Arabes possèdent de moins en moins de terres » (le Monde du 1^{er} juin 1976) a soulevé un débat entre l'auteur et M. Joseph Roubache, secrétaire général de l'Association France-Israël (14, rue Georges-Berger, 75017 Paris). Les arguments de M. Roubache, nous en donnons ci-dessous une version abrégée.

Selon M. Roubache :

1) La surface des terres cultivées possédées par les Arabes est passée de 34 000 hectares en 1949-1949 à 89 000 hectares en 1974-1975, marquant ainsi une progression de 163,23 %, progression sensiblement identique à celle des terres cultivées par les Juifs (163,74 %) (1) ;

2) La surface des terres irriguées possédées par les Arabes est passée de 7 500 hectares en 1949-1949 à 7 500 hectares en 1974-1975, marquant ainsi une progression de 837 %, alors que dans le même temps la surface des terres irriguées possédées par les Juifs ne progressait que de 499,31 % (2) — étant observé que pour la période de 1948 à 1972 les populations juive et arabe évoluaient de façon sensiblement identique : 253,98 % pour la population juive, 278,49 % pour la population arabe ;

3) Sur les 890 à 900 hectares de terres arabes devant être expropriées actuellement en Galilée, 100 hectares sont réservés à la construction d'une nouvelle ville devant accueillir 10 000 Arabes (3).

Pour M. Roubache, la population arabe israélienne n'est pas en situation de paupérisation. Au contraire :

(...) Il convient d'observer l'égalisation du revenu moyen des familles juives et arabes, voire l'avance du revenu moyen d'une famille arabe par rapport à celui d'une famille juive séparée originaire ou réfugiée des pays arabes (4) ;

Amnon Kapelouk, dans sa réponse, rappelle qu'il traitait pressé exclusivement de l'expropriation des terres arabes, qui a concerné, au fil des années, quelque 150 000 hectares, a sué par M. Roubache : « J'aborde pour le chiffre de 34 000 hectares cité pour 1949-1949 et n'introduit pas la région dite du triangle », annexée en 1949, et les données temporellement abandonnées durant les hostilités.

La comparaison entre le niveau de vie d'une famille juive d'origine orientale et celui d'une famille arabe, poursuit Amnon Kapelouk, ne tient pas compte

de ce que la coutume patriarcale veut que les enfants mariés, leurs parents et leurs grands-parents vivent sous le même toit et appartiennent, dès lors, dans les statistiques, à une seule et unique famille. Il faudrait ajouter également que les Arabes sont les premiers à être atteints par les mesures de libération et de planification en période de crise économique.

Le *Statistical Abstract of Israel* (1976, p. 358) indique que les Arabes cultivent, en 1949-1949, 60 000 hectares, comparé au chiffre donné par M. Roubache pour l'année 1974-1975 (89 000 hectares), la progression n'est que de 48,3 % et non de 163,74 %. Cette progression, comme le montre la page 6 de l'annuaire statistique, auquel il se réfère : sur les 89 000 hectares cultivés par les Arabes en 1974-1975, 7 500 seulement sont irrigués (8,4 %), alors que la proportion chez les Juifs est d'environ 50 % (170 500 sur 345 500 hectares). Quant à la nouvelle ville arabe, que l'on promet d'édifier sur 100 hectares expropriés, il faut préciser quelle est destinée à reloger dix mille Arabes qui seront déplacés de la vieille ville arabe de Haifa, et sa transformation en un centre touristique amblera à vider presque entièrement des autochtones.

M. Roubache, dans sa réplique, précise les points suivants :

— Après avoir marqué une progression de 837 %, la superficie des terres cultivées par les Arabes est passée de 75 000 hectares en 1971-1972 à 89 000 hectares en 1974-1975, alors que pour la même période, la superficie des terres cultivées par les Juifs restait pratiquement inchangée ;

— Notre comparaison entre l'évolution des terres cultivées par les Juifs et par les Arabes, que nous avons estimé devoir faire porter sur la période la plus longue possible, soit depuis la naissance de l'Etat d'Israël jusqu'à nos jours, reste homogène, puisque pour la période 1949-1949 ni les terres juives ni les terres arabes ne comprennent le « triangle », et que pour la période 1974-1975 elles le comprennent toutes deux ;

(...) Les terres irriguées ne représentent en 1949-1950 qu'à peine plus de 1 % des terres cultivées par les Arabes — situation héritée du mandat britannique. Depuis lors, cette proportion a été multipliée par huit ;

— Les expropriations de Galilée ne concernent que des terres inexploitées et inhabitées, dont seule la moitié appartient aux Arabes ;

Suivant une déclaration gouvernementale, les propriétaires expropriés auront le choix entre l'attribution de terres équivalentes en Galilée et le paiement d'une indemnité calculée suivant la valeur de ces terres après l'application du plan de développement (5) ;

— Les habitants de la vieille ville de Saint-Jean-d'Acre y demeureront ; seuls ceux qui expérimentent le vu de bénéficier d'une habitation plus confortable pourront s'installer en ville nouvelle (6) ;

— Reste le revenu moyen d'une famille juive d'origine orientale et celui d'une famille arabe que nous avons volontairement choisi de comparer du fait de la parenté de leur structure et de leur mode de vie : il n'y a, par exemple, entre ces « familles statistiques » juive et arabe qu'une différence de 1,5 personnes (7) ;

Au cours d'un colloque organisé le 19 juin par l'Institut d'études du Sud-Est, un participant arabe, M. Sami Marek, directeur de l'Institut d'éducation arabe à l'université de Haifa, déclarait :

« Le malaise existe, non pas malgré le développement économique mais à cause de ce développement. Ce n'est qu'après avoir satisfait leurs besoins alimentaires que les hommes cherchent le moyen de satisfaire leurs besoins spirituels, en se demandant : quel suis-je ? »

Tel est actuellement un des problèmes probématiques auxquels Israël est confronté.

(1) M.S. Middle East Survey, 15 mars 1976.

(2) New Outlook, février-mars 1976, p. 19.

(3) New Outlook, février-mars 1976, p. 19.

(4) New Outlook, février-mars 1976, p. 19.

(5) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(6) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(7) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(8) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(9) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(10) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(11) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(12) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(13) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(14) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(15) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(16) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(17) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(18) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(19) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(20) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(21) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(22) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(23) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(24) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(25) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(26) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(27) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(28) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(29) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(30) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(31) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(32) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(33) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(34) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(35) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(36) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(37) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(38) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(39) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(40) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(41) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(42) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(43) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(44) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(45) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(46) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(47) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(48) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(49) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(50) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(51) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(52) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(53) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(54) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(55) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(56) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(57) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(58) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(59) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(60) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(61) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(62) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(63) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(64) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(65) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(66) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(67) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(68) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(69) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(70) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(71) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(72) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(73) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(74) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(75) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(76) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(77) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(78) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(79) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(80) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(81) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(82) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(83) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(84) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(85) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(86) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(87) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(88) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(89) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(90) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(91) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(92) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(93) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(94) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(95) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(96) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(97) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(98) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(99) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(100) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 19.

(101) C.B.S. Statistical

AFRIQUE

DE LA RÉPUBLIQUE AU GABON

Les investissements français sont importants dans tous les secteurs de l'économie

Le Gabon fait affluer chaque année 20 milliards de francs C.F.A. (400 millions de francs dans les banques françaises). Cette somme représente près du double du montant total des subventions et des crédits accordés à Libreville par la France en 1975. Ces liquidités proviennent des vingt mille Français résidant au Gabon (1976) : rémunération des capitaux et des services, traitements et salaires — dont certains sont ceux de citoyens gabonais prêtant leur savoir-faire dans l'immobilier européen à l'investissement dans l'industrie de leur pays.

Le Gabon se classe aujourd'hui au troisième rang en Afrique pour le revenu moyen par habitant (1 000 dollars), un revenu qui a multiplié par cinq le budget de l'Etat entre 1973 et 1976, tandis que le pays devenait le quatrième producteur pétrolier d'Afrique (10 millions de tonnes en 1975), le troisième producteur mondial de manganèse (2,4 millions de tonnes), producteur d'uranium (800 tonnes d'uranium métal en 1975) et de bois (12 millions de tonnes). Les pétrodollars ont enrichi l'économie et, dans ce pays où la colonie ne laisse guère d'infrastructures, le gouvernement de M. Bongo veut tout mener de front. Son budget, alimenté par la vente de matières premières aux cours élevés, lui permet de couvrir le Gabon de chantiers, mais la main-d'œuvre qualifiée fait cruellement défaut à ce pays sous-peuplé, et les capitaux privés sont très insuffisants pour développer les activités industrielles et commerciales. Pour mettre en valeur ses richesses naturelles, le Gabon s'est donc doté d'un code des investissements dont les dispositions généreuses attirent les hommes d'affaires.

Des relations privilégiées

Si le gouvernement semble vouloir désormais freiner l'immigration étrangère, la stabilité du régime politique et la liberté d'exportation des plus-values demeurent très attractives

pour les industriels et commerçants étrangers. La France l'a bien compris, dont les investisseurs sont présents depuis quinze ans dans tous les secteurs vitaux de l'économie gabonaise. Spécieux de préserver ces intérêts, le général de Gaulle, puis Georges Pompidou — qui visita le Gabon en 1971 — et enfin M. Giscard d'Estaing — ont personnellement de M. Bongo, — entretenu des relations privilégiées avec le Gabon ; ce sont d'ailleurs les parachutistes français qui permirent à Léon Mba de reprendre le pouvoir après le putsch manqué de 1964. Les accords de coopération franco-gabonais signés en 1960 et réaménagés en 1975 (le Gabon ne veut pas parler de révision) ont provoqué l'afflux à Libreville de centaines d'enseignants, de techniciens et de médecins dont ce pays a tant besoin. Elf, Rothschild, la Commissariat à l'énergie atomique, la SOGA et une cinquantaine d'autres sociétés françaises apportent les capitaux, la technologie et le personnel qualifié pour faire tourner l'économie gabonaise.

Le rôle d'Elf-Gabon

L'exploitation des gisements pétroliers découverts au Gabon depuis vingt ans fournit, depuis 1973, plus de la moitié des recettes budgétaires de l'Etat. La France a pris une large part dans la recherche pétrolière au Gabon, et le groupe Elf-Erap est à l'origine de la création de la société Elf-Gabon, dont l'Etat gabonais possède 25 %, et les pétroliers français 60 %.

Elf-Gabon est donc pour plus de la moitié financée par des capitaux français et l'Etat gabonais affirme ne pas avoir l'intention d'augmenter sa participation. De 1968 à 1975, Elf-Gabon a investi 150 milliards de francs C.F.A. dans la mise en exploitation des gisements marins et terrestres de Port-Gentil. Seule ou en association avec Shell, la société a produit les quatre cinquièmes du pétrole gabonais en 1975.

Elle opère (seule ou en association

avec Shell ou d'autres sociétés américaines ou japonaises) sur 85 % du total des permis de recherche accordés par l'Etat. En 1975, Elf-Gabon a apporté à l'Etat gabonais 1,84 milliards de francs (82 milliards C.F.A.), soit plus de la moitié du budget du Gabon (151 milliards). Le chiffre d'affaires de la société est passé de 22,2 milliards de francs C.F.A. en 1972 à 178 milliards en 1975. C'est sur lui que repose en grande partie l'économie gabonaise. En vertu d'un accord signé en 1974, Elf-Gabon est tenue de réinvestir jusqu'à 10 % de ses bénéfices. Cette somme est versée à une « provision pour investissements diversifiés » gérée conjointement par l'Etat et Elf-Gabon. Les pétroliers ont ainsi injecté 12 milliards C.F.A. en 1974 et 15 milliards C.F.A. en 1975 dans divers projets, tels qu'une seconde raffinerie de pétrole, une usine de peintures, une pêcherie, un institut de médecine tropicale, etc. Environ cent cinquante Français travaillent à Elf-Gabon, et le directeur général, M. Portal, est un ami personnel du président Bongo.

Jusqu'en 1968, la France achetait la quasi-totalité de la production pétrolière gabonaise ; ces achats se sont stabilisés autour de 2 millions de tonnes de brut par an, alimentant, en 1974, 1,6 % du marché français de raffinage.

« La chasse gardée de personne »

Le capital français est également présent dans les exploitations minières gabonaises : pour 64 % dans la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (Comuf), et 37 % dans la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), qui exploite le gisement de manganèse de Moanda.

Ces deux grandes activités minières lancées en 1961-1962 sont, comme l'exploitation pétrolière, dirigées par des cadres français.

La France est étroitement associée à la production de l'uranium gabo-

naise. Le gouvernement du président Bongo a remis en cause en 1974 la tutelle du Commissariat français à l'énergie atomique (C.E.A.), qui considérait le minerai comme un « produit stratégique » et en achetait toute la production. A Paris, en 1975, le Gabon — qui possède 25 % du capital de la Comuf — a renégocié le prix pratiqué. Le kilo d'uranium métal est alors passé de 20 francs à 100 francs, et la France a versé 24 millions de francs à la Comuf pour ses achats d'uranium gabonais en 1974. L'Etat gabonais a signé une nouvelle convention d'établissement avec la Comuf en janvier 1976, étendant les installations de Moanda pour 1978 permettra au Gabon de produire à cette époque un uranium plus riche, exportable dans le monde entier. Pour M. Bongo, Paris doit être un client « comme les autres », acceptant les lois de la concurrence. C'est ce que le chef de l'Etat gabonais rappelle dans ses discours, en répétant que « le Gabon n'est la chasse gardée de personne ».

Une ordonnance de 1972 oblige d'ailleurs toute société à céder 10 % de son capital à l'Etat, et le Gabon prend des participations de plus en plus importantes dans les sociétés de la place.

La France fournit 58 % des importations

Le commerce de gros et de détail (S.C.O.A., S.H.O.), l'immobilier, l'hôtellerie, la restauration, la banque et les services profitent du climat d'euphorie qui règne depuis le quadruplement des prix du pétrole en 1973. Si l'inflation au Gabon a dépassé 20 % en 1975, les affaires demeurent florissantes, et les Français — présents partout — le savent bien, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à Libreville et dans l'intérieur du pays. Les grandes sociétés de bâtiments et de travaux publics sont françaises (Soacoba, Soaco, Razel, Entreprises routières, Dragages, etc.), les commandes affluent et la

main-d'œuvre française occupe même des emplois subalternes.

En mars dernier, en « gabaonisant » les postes d'employés de commerce, le gouvernement a voulu remédier à cette situation, mais la main-d'œuvre locale ne peut pas suivre la progression de la demande des entreprises. Une étude des Nations unies prévoit d'ailleurs que le recours à la main-d'œuvre étrangère au Gabon atteindra 32 % des besoins en personnel pour la période 1976-1980. Dans un tel contexte, la coopération française, qui entretient au Gabon un millier de personnes, satisfait à un besoin permanent de main-d'œuvre étrangère sans assurer vraiment la formation de la relève.

Si la France n'est plus le « partenaire privilégié » dont parlait Léon Mba, elle est toujours le meilleur client du Gabon et absorbe chaque année 34 à 37 % des exportations gabonaises, achetant du pétrole, du manganèse, de l'uranium et du bois, tandis que le Gabon achète en France 57 à 58 % de ses importations : matériaux de construction, automobiles, biens d'équipement divers, produits alimentaires, etc. En valeur, le commerce franco-gabonais est excédentaire au profit du Gabon.

Après seize années d'indépendance, le Gabon semble donc poursuivre avec la France les relations que commande un mariage d'intérêt, et M. Bongo est conscient qu'il lui faut la poule aux œufs d'or en se passant des Français qui travaillent chez lui.

L'omniprésence française dans les affaires du Gabon semble toutefois indiquer de plus en plus le Gabonais moyen, qui voyait jadis en l'expatrié un concitoyen « d'adoption ». Peut-être cette dégradation des rapports humains — inversement proportionnelle à la belle santé des affaires franco-gabonaises — est-elle due au sentiment de frustration d'un peuple encore tenu en partie à l'écart de la prospérité.

JEAN-NOËL CADOUX.

UN MILLIER DE COOPÉRANTS

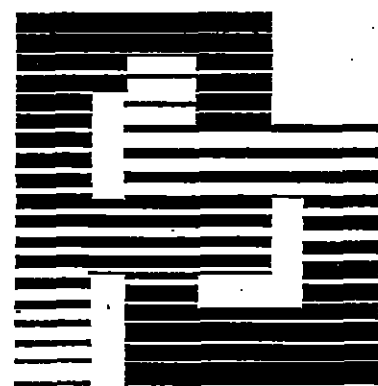
Le montant de l'aide française à Libreville est passé de 20,9 millions de francs en 1970 à 221,8 millions de francs en 1975. La France intervient sous forme de subventions accordées en Afrique par le Fonds d'aide et de coopération (FAC) : 144 millions de francs pour le Gabon entre 1970 et 1975, finançant les infrastructures (routes, ponts, barrages, chemin de fer, studio de télévision couleur Secam). Avec 58 millions en 1975, le FAC a apporté au Gabon un concours exceptionnel pour le financement du chemin de fer transgabonais.

Le crédit est la seconde forme d'intervention financière française au Gabon. C'est la Caisse centrale de coopération économique qui prête les fonds : 281 millions de francs entre 1970 et 1975.

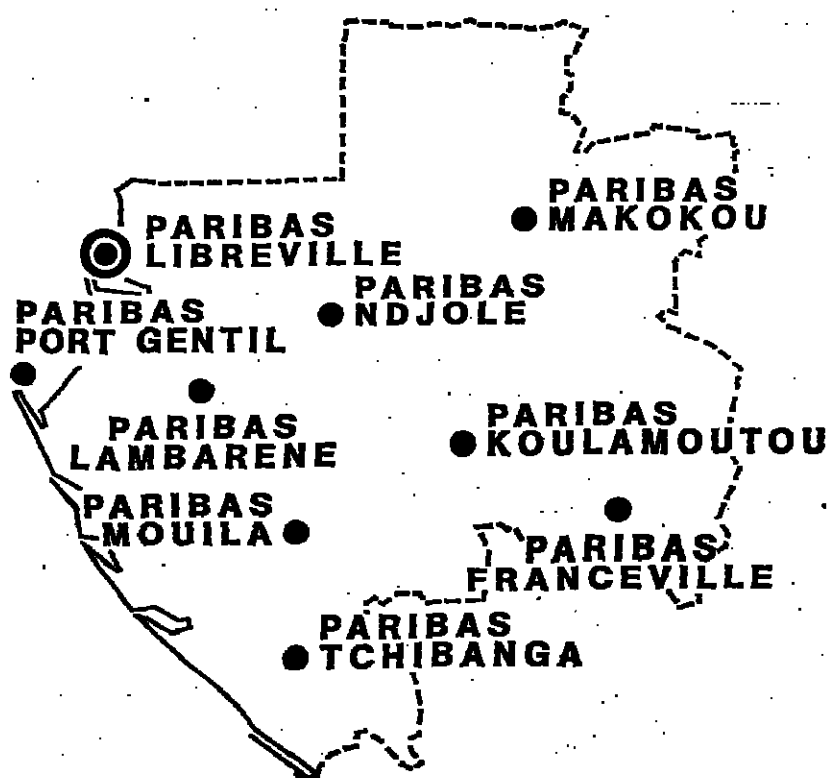
La Cofeca garantit, par ailleurs, des créances gabonaises à moyen terme pour environ 4 milliards de francs. Enfin, la France apporte au Gabon une assistance en personnel qui se chiffrait à 26,5 millions de francs en 1970, et à 58 millions de francs en 1975. Le nombre des coopérants français est passé en cinq ans de cinq cent quatre-vingt à sept cent quarante-huit, chiffre auquel s'ajoutent environ trois cents assistants techniques.

Les accords de coopération signés en 1960 ont été revus en juin 1975. La France est disposée à accroître dans les prochaines années le nombre de ses coopérants au Gabon, mais Libreville s'est engagée à participer au paiement de leurs traitements.

La coopération franco-gabonaise en 1976 portera surtout sur le développement d'une agriculture nettement insuffisante, et le Gabon voudrait obtenir des Français une participation au financement d'un deuxième complexe hydro-électrique, à Franceville, et d'une usine de ferro-manganèse à Moanda.



PARIBAS MET SON EXPERIENCE INTERNATIONALE AU SERVICE DE L'ECONOMIE DU GABON



SOGAPAR
Siège Social :
Boulevard de
l'Indépendance
LIBREVILLE

B.P. 2253
Tél. 223.26 &
225.07
Télex : 5265 GO

**Banque de Paris
et des Pays-Bas
Gabon**
Siège Social :
Boulevard de
l'Indépendance
LIBREVILLE

B.P. 2253
Tél. 223.26 &
225.07
Télex : 5265 GO

FIGADI
Siège Social :
Boulevard de
l'Indépendance
LIBREVILLE

B.P. 1624
Tél. 223.26 &
225.07

Banque de Paris et des Pays-Bas
3, rue d'Antin - 75002 PARIS
Tél. 260.35.00 - Télex : 210041

POLITIQUE

M. Robert Fabre lance un nouvel appel aux gaullistes

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui s'était entretenu le 21 juillet dernier avec M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne et animateur du centre d'études et de recherches Égalité et Liberté (Le Monde des 23 et 30 juillet), a déclaré jeudi soir 5 août à TF 1 :

« Il y a un grand trouble à l'heure actuelle dans la majorité, en particulier du côté gaulliste, qui ne se reconnaît pas dans la politique suivie par M. Giscard d'Estaing, par les républicains indépendants. Ils veulent continuer à travailler avec nous à condition qu'ils adoptent nos points de vue, nos portes leur sont ouvertes (...).

Notre objectif est de gagner assez largement les élections législatives, afin qu'il n'y ait pas de contestations, et, d'abord, pour qu'on ait le sentiment qu'une large part du peuple français est derrière l'union de la gauche et souhaite son accession au pouvoir. Ce qui fait que, ce moment-là, le président de la République sera bien obligé d'en tirer un certain nombre de conclusions. »

À propos de l'éventualité d'un remaniement ministériel, M. Fabre a ajouté : « Ce sera un aveu de plus de l'échec de la politique gouvernementale, car l'usage de cette équipe n'est pas telle qu'il faut changer les hommes. La vérité, c'est qu'il y a une méfiance de plus en plus profonde entre l'U.D.R. et les républicains indépendants, ce qui est un véritable danger, et, d'autre part, entre le chef du gouvernement et le chef de l'État. »

Évoquant son entretien avec M. Nungesser, le président du Mouvement des radicaux de gauche a précisé qu'une telle rencontre avait eu lieu « sans engagement politique, mais au niveau des idées ». »

L'Économiste du 6 août commente à nouveau cette rencontre. Le quotidien communiste écrit : « M. Nungesser, en créant

son centre d'études et de recherches, Égalité et Liberté, a jeté l'exclusivité contre les communistes. Pourquoi donc Robert Fabre s'obstine-t-il à ignorer ce fait historique essentiel et à vouloir soutenir une telle démarche vers des hommes qui rejettent les communistes ? Aurait-il donc l'intention de persévérer, d'aller plus loin dans cette voie ? »

D'autre part, les sections de Nogent-sur-Marne (ville dont M. Nungesser est maire), du P.C., du P.S. et du Mouvement des radicaux de gauche, ont publié une déclaration commune dans laquelle on lit notamment :

« Les trois sections nogentaises des partis signataires du programme commun ne perçoivent pas l'intérêt d'une discussion avec l'ancien président du conseil général du Val-de-Marne. Sa place n'est pas dans les gens honnêtes, qui ont pour la France la perspective d'une société plus démocratique, plus juste, débarrassée des scandales immobiliers, pétroliers, financiers et autres. »

DÉFENSE

« DIE ZEIT » (Hambourg, libéral) : le Pluton est une arme offensive contre l'Allemagne fédérale

« L'Allemagne de l'Ouest est-elle le champ de tir de la France », demande l'hebdomadaire ouest-allemand Die Zeit (Hambourg, libéral), dans un éditorial consacré à la mise au point de trois régiments français d'artillerie de la R.F.A. (Le Monde du 28 juillet) et à la décision française d'en équiper deux, en Alsace, de missiles nucléaires tactiques Pluton.

« Comme les missiles Pluton, observe Die Zeit, n'auront qu'un champ d'action de 120 kilomètres, ils ne pourront avoir d'objectifs que situés dans les territoires frontaliers ouest-allemand, belge et luxembourgeois. Il ne s'agit plus alors d'un problème relevant de la seule doctrine militaire française, mais d'un problème politique de premier ordre pour les voisins allemands. »

« La France présente ses missiles Pluton comme une arme de démonstration, qui doit servir à faire sentir à l'adversaire la menace d'une confrontation nucléaire. Cela aurait du sens s'ils étaient stationnés dans la zone de défense de l'O.T.A.N. Mais, en Alsace, les missiles ne sont

MÉDECINE

AUX ÉTATS-UNIS

La nature de la « maladie du légionnaire » reste inconnue

De notre correspondant

Washington. — Le gouverneur de Pennsylvanie a annoncé le jeudi 5 août que, sur la base des résultats des premiers tests de laboratoire, la maladie mystérieuse ayant provoqué en quelques jours la mort de vingt-deux personnes n'est « probablement » pas la grippe porcine. « Peut-être ne connaissons-nous jamais la nature de la maladie », a dit le secrétaire à la santé en s'engageant à poursuivre les recherches pendant un an ou deux si nécessaire. Néanmoins, il a indiqué que la « maladie du légionnaire » les cent trente-huit personnes hospitalisées avaient toutes participé du 21 au 24 juillet, à la Convention de l'American Legion, la grande organisation d'anciens combattants était due probablement à une virus ou à un agent toxique chimique.

Les indications données par les autorités excluent pratiquement un agent microbien (« Je suis à 99 % sûr qu'il ne s'agit pas d'un microbe de la grippe », a dit M. Satz, directeur des laboratoires de l'État) et confirment que, jusqu'à nouvel ordre, il ne s'agit pas d'une maladie contagieuse ou d'une acontose avec soulagement. En effet, la grande d'une épidémie de grippe porcine avait, en quelques jours, pris d'importantes proportions, l'hôte ou siègeait la convention a été déserté par tous ses habitants, diverses réunions ont été annulées. Mais, sans doute pour empêcher que ne se développe la panique, le président Ford se rendra dimanche au congrès eucharistique de Philadelphie.

En tout cas, la « maladie du légionnaire » pousse le Congrès à agir rapidement pour que le programme massif de vaccination contre la grippe porcine commence à la mi-septembre, comme prévu. Pour le moment, le programme est bloqué à la suite du refus des producteurs de vaccin de livrer leur produit à l'État tant que le problème de la responsabilité légale n'aura pas été réglé.

Selon un projet de loi soumis au Congrès, mais qui ne fait pas l'unanimité, le gouvernement fédéral assumerait la responsabilité légale et, à son tour, pourrait se retourner contre les fabricants de vaccin, et même contre le personnel médical en cas d'accidents ou de négligence.

HENRI PIERRE

ENVIRONNEMENT

EN ITALIE

LA POLLUTION S'ÉTEND dans la région de Seveso

Loin de s'atténuer avec le temps, il semble que les conséquences de la pollution en Lombardie, par un gaz toxique, s'amplifient.

Selon un communiqué de l'administration provinciale de Milan, la nouvelle zone atteinte par les retombées du nuage toxique concerne trois mille habitants du quartier sud de Seveso, une bourgade située à quelques kilomètres au nord de Seveso. L'évacuation des enfants et des femmes enceintes est envisagée.

ration de produits extrêmement toxiques ont été interrompus avant leur fin normale, et des réactions chimiques incontrôlées peuvent, selon les ouvriers, se déclencher.

Une zone interdite pour plusieurs années

« La zone de Seveso ne sera pas habitable pendant cinq à dix ans », a affirmé pour sa part un scientifique américain, le Dr Philip Kearney, chef du laboratoire du Centre de dégradation des pesticides à Washington, qui a été consulté par les autorités sur les moyens d'éliminer les effets du gaz toxique.

D'autre part, un groupe de médecins de Munich accuse les autorités italiennes de chercher à « minimiser la plus grande catastrophe d'empoisonnement par gaz du monde ». Parlant à des journalistes, l'un des membres du groupe, le Dr Klaus Schuster, pharmacologue à l'université de Munich, a estimé que 70 000 personnes environ avaient été exposées au gaz toxique.

Un autre médecin allemand, le docteur Daumder, a mis en cause les mesures prophylactiques prises par les autorités sanitaires italiennes qui, selon lui, ont un grand désordre et ne sont pas appropriées.

Chimie

et protection de la nature

D'autre part, l'hebdomadaire italien Gente souligne que l'un des principaux actionnaires du groupe pharmaceutique suisse Hoffmann-La Roche, dont fait partie la société ICMESA, est aussi le vice-président du Fonds mondial pour la nature (W.W.F. ou World Wild Fund). Vénitien de naissance, il s'agit de M. Luc Hoffmann, responsable de la réserve naturelle de Camargue, et qui possède avec sa famille une partie des actions du groupe suisse mais n'y exerce aucune influence. Interrogé par l'hebdomadaire italien, le scientifique a indiqué : « Malheureusement, le Fonds mondial ne s'occupe pas de questions humanitaires, ni des droits promulgués par les industries. »

FEUILLETON

Un train d'or pour la Crimée

Londres, 22 mai 1855. — Quelque part entre Londres et Ashford, Edward Pierce rampe sur le toit du train contenant l'or destiné aux troupes anglaises en Crimée et qu'il essaie de s'approprier. Le « hold-up » du siècle va-t-il réussir ?

TERMINUS

PIERCE n'avait pas beaucoup progressé dans son trajet de retour, quand il se rendit compte qu'il avait commis une autre erreur dans la mise au point de son plan. Il avait supposé que d'aller du fourgon à son compartiment lui prendrait le même temps que d'aller de son compartiment au fourgon. Mais il vit presque immédiatement sa méprise.

Le retour contre la rafale du vent était beaucoup plus lent. Et, de plus, il était embarrassé par le paquet des vêtements de Agar qu'il pressait sur sa poitrine, ce qui ne lui laissait qu'une main libre pour s'agripper au toit tandis qu'il avançait en rampant le long du train. Ses progrès étaient d'une lenteur désespérante. En quelques minutes, il se rendit compte qu'il allait dépasser, et de beaucoup, l'horaire prévu. Quand le convoi arriverait en gare de Ashford, il serait encore en train de ramper sur les toits : il serait alors découvert, et grillé.

Pierce eut un mouvement de rage intense à l'idée que cette dernière partie du plan serait, en fin de compte, la seule erreur irréparable. Le fait que l'erreur était entièrement de sa faute ne faisait qu'accroître sa fureur. Il s'agrippa au toit incliné du wagon qui se balançait, et se mit à jurer dans le vent, mais le bruit de la rafale était si fort qu'il n'entendait pas sa propre voix.

Bien entendu, il savait ce qu'il lui restait à faire, mais il ne voulait pas y penser. Il continuait à avancer de son mieux, il était à la moitié de la quatrième des sept voitures de seconde classe quand il sentit sous lui le ralentissement du train. Le coup de sifflet déchira l'air.

D'un coup d'œil vers l'avant, il vit la gare de Ashford, petit rectangle rouge au toit gris, dans le lointain. Il ne pouvait percevoir aucun détail, mais il savait que dans moins d'une minute le train serait assez proche pour que les passagers du quel puisse sentir le voir sur le toit. Durant un bref instant, il se demanda ce qu'ils penseraient en le voyant, puis il se redressa et se mit à courir, à l'instar d'un animal, d'une voiture à l'autre, sans hésitation, à moitié aveuglé par la fumée qui dévalait vers lui la cheminée du moteur.

Il arriva sain et sauf, on ne sait comment, à la voiture de première classe, sauta en bas, ouvrit la porte, se jeta dans son compartiment et, immédiatement, tira les rideaux. Le train hâletait maintenant très lentement et, comme Pierce s'accrochait au toit, il entendait le grincement des freins et le cri du garçon de wagon-lit : « Gare de Ashford... Ashford... »

Pierce poussa un soupir. Ils avaient réussi.

Vingt-sept minutes plus tard, le train arrivait à Folkestone, terminus du Chemin de fer du Sud-Est, et tous les passagers descendirent. Pierce émergea de son compartiment, apparaissant, comme il le dit, « en bien meilleur état qu'il ne le méritait mais sans l'élégance vestimentaire requise ».

À l'aide de son mouchoir mouillé de salive, il s'était rapidement nettoyé le visage et les mains, mais il était aperçu que la sole et la poussière qui lui recouvraient la peau étaient très réfractaires. Comme il n'avait pas de miroir, il ne pouvait qu'imaginer dans quel état était son visage. Il se doutait que ses cheveux d'un blond roux étaient maintenant beaucoup plus sombres qu'auparavant, et se félicitait de ce que son haut-de-forme les recouvrait presque entièrement.

Mais, en dehors du haut-de-forme, ses vêtements ne lui allaient guère. Même à cette époque où les habits de la plupart des gens étaient mal ajustés, Pierce se sentait particulièrement

hâlé. La longueur de son pantalon était presque inférieure de 5 centimètres à la longueur acceptable, et la coupe de sa veste, bien qu'assez élégante, était d'une facture extrêmement voyante que les vrais gentilshommes évitaient parce qu'elle dénotait de façon indéniable le nouveau riche. Et, bien entendu, il portait le rat mort.

Ainsi Pierce descendit-il avec angoisse sur le quai de Folkestone. Il savait que la plupart des gens qui le verraient lui trouvaient l'air emprunté. Il était assez fréquent que des individus aspirant à être des gentlemen trouvent des vêtements d'occasion qu'ils portent fièrement, oubliant que ces vêtements ne leur vont pas. Mais Pierce n'était que trop conscient que Henry Fowler,

« Edward ! », reprit Fowler en regardant son ami avec étonnement.

L'esprit de Pierce travaillait rapidement, essayant de prévoir les questions et de préparer les réponses. Il se sentait trempé de sueur.

« Edward, cher ami, vous avez un air terrible. — Je sais, commença Pierce, voyez-vous. — Presque mortel. Vous êtes d'un gris cadavérique. Quand vous m'avez dit que les trains vous rendaient malade, je m'imaginais guère. Etiez-vous sûr ? — Je le crois, répondit Pierce avec un soupir de soulagement. Je pense que je serai bien mieux après avoir déjeuné. »

« Déjeuné ? Oui, naturellement, il vous faut déjeuner tout de suite et prendre aussi un verre de brandy. Votre circulation est ralentie. Je me foudroyais à vous mais... Ah ! je vois que l'on déclare maintenant l'or dont je suis responsable. Edward, pouvez-vous m'excuser ? Serez-vous vraiment bien ? — Peut-être puis-je l'aider, dit la fille. — Oh, excellente idée, dit Fowler, absolument splendide. Splendide. C'est une charmante, Edward, et je vous la laisse. »

Fowler accompagna ce dernier commentaire d'un étrange regard puis se précipita le long du quai vers le fourgon. Il se retourna une fois pour crier :

« N'oubliez pas, ce qu'il vous faut, c'est un bon verre de brandy. » Et il disparut.

Pierce poussa un énorme soupir et se tourna vers la fille.

« Comment a-t-il pu ne pas remarquer mes vêtements ? — Tu devrais voir ta mine, dit-elle. Tu as un air horrible ! » Elle regarda les vêtements de Pierce.

« Et bien, Edward, commença Fowler d'un ton tranchant, je vous serais éternellement reconnaissant si vous vouliez... »

Il s'interrompit, la bouche ouverte. « Grand Dieu, se dit Pierce, c'est fichu. »

extrêmement attaché aux nuances du standing social, remarquait aussitôt l'aspect particulier de Pierce et se demandait ce qui s'était passé. Il se rendrait certainement compte que Pierce avait changé de vêtements pendant le voyage et il s'en étonnerait.

Le seul espoir de Pierce était de pouvoir garder la distance vis-à-vis de Fowler. Il projetait de s'en tirer, s'il le pouvait, avec un signe d'adieu et un air d'affairement qui écarterait toutes divagations mondaines. Fowler comprendrait certainement qu'un homme s'occupe d'abord de ses affaires. Et, de loin, avec la foule entre eux, la bousculade des vêtements de Pierce pourrait peut-être lui échapper.

Il se trouva que Fowler arriva au pas de charge à travers la foule avant que Pierce eût le temps de fuir. Fowler avait la femme près de lui et il ne paraissait pas heureux.

« En bien, Edward, commença Fowler d'un ton tranchant, je vous serais éternellement reconnaissant si vous vouliez... »

Il s'interrompit, la bouche ouverte. « Grand Dieu, se dit Pierce, c'est fichu. »

« Et je vois que tu as les habits d'un mort. — Les miens ont été déchirés — Tu es donc fait le coup ? — Pierce se contenta de sourire. »

Pierce quitta la gare peu avant midi. La fille, Bridget Lawson, resta en arrière pour surveiller le transport du cercueil de son frère sur un fiacre. À la grande irritation des porteurs, elle refusa pour isoler leur quartier contaminé, à la gare, disant qu'elle avait pris d'avance des arrangements avec un pocher particulier.

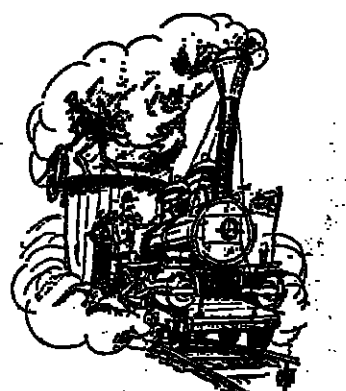
La voiture n'arriva qu'au bout d'une heure. Le conducteur, brutalement et laide au front barré d'une cicatrice, aida au chargement du cercueil puis fouetta ses chevaux et s'éloigna au galop.

Personne ne remarqua qu'au bout de la rue la voiture s'arrêtait pour prendre un autre passager, un gentilhomme couleur de cendre, aux vêtements mal ajustés. Puis la voiture repartit à grand bruit et disparut.

À midi, les coffres-forts de la banque Huddleston & Bradford avaient été transférés sous la surveillance d'une garde armée de la gare de Folkestone au bateau de la Manche, qui accomplirait en quatre heures la traversée jusqu'à Ostende. Si l'on tient compte du changement d'heure sur le continent, il était 17 heures quand les douaniers français signèrent les formulaires indispensables et prirent possession des coffres-forts. Ceux-ci furent alors acheminés sous bonne garde aux terminus de la gare d'Ostende pour être expédiés à Paris le lendemain matin.

Le 23 mai au matin, les représentants français de la banque Louis Bonnard & fils arrivèrent à Ostende pour ouvrir les coffres et vérifier leur contenu avant de les placer à bord du train de 9 heures pour Paris.

Ainsi, à 8 h. 15 du matin, le 23 mai, on découvrit que les coffres-forts contenaient une grande quantité de grenaille de plomb, placée dans des sacs



d'or individuels, et pas d'or du tout.

Cette étonnante révélation fut immédiatement télégraphiée à Londres, et le message arriva aux bureaux de Huddleston & Bradford à Westminster, peu après 10 heures. Il provoqua immédiatement la plus profonde consternation dans cette firme au passé récent mais respectable, et pendant des mois la fureur ne se démentit point.

Comme on pouvait le prévoir, la première réaction de la banque fut le refus absolu de croire qu'il y ait quelque chose qui cloche. Le câble français avait été rédigé en anglais et disait : « Or manquant, où est-il ? », et était signé Verrier-Ostende.

Devant ce message ambigu, Mr. Huddleston annonça qu'il y avait sans doute eu quelque retard absurde à cause des autorités douanières françaises et prédit que toute l'affaire serait éclaircie avant l'heure du thé. Mr. Bradford n'avait jamais fait le moindre effort pour cacher son mépris intense et durable pour tout ce qui était français : il prétendait que ces innombrables grenouilles avaient mal déplacé l'or et qu'elles essayaient maintenant de rejeter sur les Anglais la responsabilité de leur propre sottise. Mr. Henry Fowler, qui avait accompagné le chargement d'or à Folkestone et veillé à ce qu'il soit en sécurité sur le vapeur de la Manche, remarqua que la signature « Verrier » n'était pas un nom français et en déduisit que le câble pouvait être une mauvaise plaisanterie. À cette époque, les relations étaient de plus en plus tendues entre les Anglais et leurs alliés français.

(A suivre.) (Copyright Payant, « Le Monde ».)

JUSTICE

Poursuivi pour manquement à l'obligation de réserve

M. Ceccaldi a été entendu par le rapporteur de la commission de discipline

M. Etienne Ceccaldi, substitut du procureur de la République de Marseille, a été entendu toute une journée du jeudi 5 août par M. Jacques Lesselin, avocat général à la Cour de cassation et rapporteur de la commission de discipline du parquet. Il est reproché à M. Ceccaldi, d'une part, d'avoir refusé de rejoindre le poste de procureur de la République à Hachetroux auquel il était promu ; d'autre part, un manquement à l'obligation de réserve.

Sur le premier point, il apparaît qu'aucune faute ne puisse être reprochée à M. Ceccaldi. En effet, si le statut de la magistrature est muet sur les refus d'avancement, l'ancien texte — comme le fait l'actuel statut général des fonctionnaires — indiquait que le magistrat était dans ce cas simplement écarté de l'avancement.

Pour ce qui concerne le manquement à l'obligation de réserve, le rapporteur semble chercher à savoir si M. Ceccaldi a, le pre-

mier, porté cette affaire sur la place publique ou si l'initiative en revient à M. Lesselin. Pour ce faire, M. Lesselin avait demandé au cabinet du garde des sceaux de lui indiquer si M. Ceccaldi avait reçu des journalistes dans la journée du mardi 11 mai, pour les entretenir de ce dossier. M. Ceccaldi ayant fait ses déclarations le même jour, mais dans la soirée et, affirme-t-il, en réponse au ministre.

Le chargé de presse du ministère aurait écrit au rapporteur pour confirmer l'entrevue, mais ce dernier aurait dû retourner la lettre place Vendôme. Le cabinet du ministre le lui aurait demandé au motif que la confirmation avait été faite par une personne sans qualité pour agir ainsi.

M. Ceccaldi doit être entendu par la commission de discipline du parquet le 12 août. M. Adolphe Toullet, son président, devrait en principe communiquer l'avis de la commission immédiatement et M. Ceccaldi prendre sa décision peu après son retour à Paris.

« Le gouvernement de la phrase »

M. Claude Saada, militant du parti socialiste, mais qui tient à préciser qu'il s'exprime ici à titre personnel, nous a adressé la lettre suivante : « Monsieur Mitterrand, vous n'avez pas le monopole du cœur, j'ai un cœur aussi ! Qui se souvient de cette vive réplique du candidat Giscard d'Estaing pendant le débat télévisé du 10 mai 1974 ?

« Société libérale avancée », « dérapage », « dérapage possible et réversible », depuis son élection M. Giscard d'Estaing a multiplié les déclarations libérales, rassurantes, humanistes. Pas une occasion n'a manqué (au besoin, on en a même créé) pour présenter à l'opinion une politique qui s'efforcerait de dépasser les traditions. Pourtant, ce n'est qu'avec l'appui des voix de la gauche que quelques réformes essentielles ont pu être votées. Et, même parmi ses déclarations, nombreux sont ceux qui, en France, ne se sont jamais fait d'illusions sur le libéralisme giscardien.

Depuis le 28 juillet 1976, enfin, M. Giscard d'Estaing a montré son vrai visage, sans fard, en n'ayant pas de son droit de grâce et en laissant ainsi exécuter Ranucci, assassin d'une fille. Notre propos n'est pas de définir le degré de monstruosité de cet assassinat. Tout homme « de cœur » ne peut qu'être bouleversé au plus profond à la lecture des faits. Nous ne reprendrons pas ici le faux débat sur l'exemplarité de la peine capitale, non plus que sur l'antique loi du talion ou la mise à mort à froid par l'Etat interposé, la vengeance, le dévouement collectif et l'exorcisme que tout cela représente.

La refus de la grâce marque le tournant du régime. Le masque a été jeté. Les choses sont maintenant claires. Il n'y a pas, il ne saurait plus y avoir de « société libérale

« Le droit de grâce ne peut pas ne pas être une attribution politique et présidentielle », a déclaré M. Michel Debré, le 5 août, à l'Assemblée nationale. Pour l'ancien premier ministre, il ne s'agit pas « d'un héritage monarchique » mais « avant tout d'une exigence de la vie sociale ». M. Debré a indiqué que, lors de la rédaction de la Constitution de 1958, le débat sur ce sujet avait été « bref » mais qu'il était allé « au fond des choses », ajoutant que « le général de Gaulle avait alors considéré que (ce droit) était moralement une attribution présidentielle ».

CE SOIR DÉPART DU CHAMPIONNAT AVEC BUT

Ce soir débute le championnat de France de football Première division (saison 76-77). BUT d'aujourd'hui vous donne les dernières informations sur cette première journée.

Vous trouverez également dans BUT la collection des 20 équipes de Première division.

Tous les passionnés de football lisent BUT régulièrement, le seul quotidien tout football.

Vous connaissez tout du football en lisant les coulisses, les échos et les informations. BUT, 16 pages tout football (dont 5 de photos). En vente partout 2,50 F. Chaque jour du mardi au samedi.

LES TROIS ENLEVEMENTS DE GRENOBLE

La police envisage la responsabilité d'un « groupe d'associés »

De notre correspondant

Grenoble. — A l'hôtel de police, où cinquante policiers ont été mobilisés pour enquêter sur les rapt, revendiqués par de mystérieuses « brigades rouges », de Muriel Trabelsi, Christian Leroy et Olga Moïsenko, on semble, depuis six semaines, tourner en rond (le Monde des 2 et 27 juillet). Le père d'Olga Moïsenko a lancé, jeudi 5 août, à Grenoble, un nouvel appel au ravisseur : « J'en ai assez de cette affaire. Je vous demande d'autoriser ma fille à m'écrire ».

Les policiers doutent aujourd'hui que le ravisseur soit un fou et qu'il ait agi seul. « Un jour peut-être, pendant un mois et demi, j'aurai une démarche aussi rigoureuse », interroge le commissaire Touchet, chef de la sûreté grenobloise, chargé de l'enquête. « Parler d'un associé ou d'un groupe d'associés serait plus juste. L'objectif des « brigades rouges », si elles existent, pourrait être de ridiculiser notre société et son système de police ».

Les investigations s'orientent aujourd'hui vers les milieux « marginaux » de l'agglomération grenobloise. Mercredi 26 juillet, le 62^e p^ts universitaires de Saint-Martin-d'Hères, presque désert en cette période de l'année, a été

cerné, des contrôles d'identité effectués.

La population commence à s'implémenter. Dans une lettre adressée au maire de Grenoble, le ravisseur a annoncé vouloir commettre un autre enlèvement. M. Hubert Dubedout a lancé un appel aux Grenoblois, leur demandant de collaborer avec la police. Celle-ci reçoit plus de cent coups de téléphone par jour. De leur côté, les élus communistes se sont rendus à la préfecture pour réclamer « que tout soit mis en œuvre afin d'éviter le pire et de garantir la sécurité des populations ».

ANCIENS COMBATTANTS

DES ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES PROTESTENT CONTRE LA MARCHÉ INTERNATIONALE POUR LA DÉMILITARISATION

Des associations patriotiques et d'anciens combattants regroupant plus de sept cent mille adhérents (1) protestent contre la « marche internationale non violente pour la démilitarisation » qui a lieu sur les champs de bataille de l'Est (le Monde du 4 août), jusqu'au 10 août, entre Metz et Verdun.

« Un certain nombre d'organisations ont fait connaître leur intention, sous prétexte de prêcher la non-violence, de se livrer sur les champs de bataille les plus glorieux à des manifestations ayant pour objet de prôner l'insurrection, la désorganisation de l'armée et le désarmement de notre pays », déclare la commission de quatre membres indépendants (MM. Seguin, Deshou, Audibert et Haray) qui ont été créés pour étudier le budget de chaque club (compte d'exploitation et budget prévisionnel raisonnable) afin de décider ceux qui pouvaient augmenter sans risque leur masse salariale.

(1) Société nationale des médaillés militaires ; Union nationale de la cavalerie de l'armée blindée et des chars ; Union nationale des policiers d'Orléans ; Union nationale des combattants d'Afrique du Nord ; Association de résistants de l'Armée ; Amicale forces françaises féminines ; Association nationale des anciens combattants de l'Armée ; Association nationale des combattants de l'Armée française ; Union des A.C. et V.G. des chemins de fer ; Fédération nationale de l'artillerie ; Maison du commando ; Frères anciens combattants ; Association nationale des exilés de guerre et de la résistance ; Union nationale des anciens combattants de l'A.C. (FABAC) ; Corps expéditionnaires d'Italie ; Rhin et Danube ; Serviteurs combattants ; Anciens combattants de la R.A.F. ; Anciens combattants de l'aéronautique et de l'espace ; Défense nouvelle ; Association de la RETAP ; la C.N.F.P.

A proximité de TOULON, deux exemples intéressants d'habitat sauvegardant l'environnement

Bénéficiant d'un climat particulièrement agréable, la région toulonnaise offre encore des possibilités immobilières intéressantes pour ceux qui veulent y vivre, y passer des vacances ou y investir. Certaines promesses particulières, fascinantes de l'environnement, ont su remarquablement concilier les impératifs de l'habitat moderne avec la protection des sites.

A vos pieds, la rade de Toulon. Imaginez une pinède de 41 ha accolée à flanc de colline. Pour compléter le tableau, au premier plan, la rade de Toulon développe l'entrelacs de ses presqu'îles et de ses caps cernés de bleu. Voici le décor planté. Une profusion de bleu — la mer, le ciel — et de vert — les pins, les oliviers centenaires —. Ça et là, cachées dans la verdure, quelques villas. De plain-pied ou agrémentées d'un étage, dans le style du pays bien sûr, elles n'occupent, lorsque le loisir sera terminé, que 16 des 41 ha de la pinède.

La Majourane
Villas avec jardin 1 000 m², garage et cellier à partir de 450 000 F.
Renseignements sur place (tous les mercredis)
Circuit des forêts - Toulon
Tél. (04-94) 24.35.17

de la Majourane. Chaque villa sur terrain 1 000 m² ou plus, chacune a sa personnalité et son orientation propre. Quant au reste de la pinède, il conservera son aspect naturel, à peine atténué par les belles avenues qui le sillonnent. Mais, écoutez plutôt le promoteur. C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : « J'ai le culte, le respect des arbres. Aussi, tout a-t-il été fait pour les épargner malgré les nécessités du chantier. On a ébranché dans certains cas, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier. Dans les jardins, on a débroussaillé à la main pour ne rien bouleverser. Ainsi, chacun, chez nous à la Majourane, aura trois avantages : une vue imprenable sur la rade de Toulon, des arbres à profusion et des finitions méticuleuses, vous pouvez m'en croire, j'y ai veillé personnellement ».

Il reste encore un choix complet de villas provençales, bien construites, très personnelles. Mais la visite du village-témoin vous en dira plus.

Le charme du petit port de Saint-Mandrier
Vous préférez un appartement ?

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous.

la Pinède
Saint-Georges
Appartements vendus ci et main.
Possibilité de location.
Renseignements sur place (tous les jours sur 7)
Saint-Mandrier (04-94) 24.35.17

Le port de plaisance est là, sous vos fenêtres. La vie joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme dans votre parc. Vous avez votre terrain, une vue imprenable, la tranquillité, en un mot tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La seconde tranchée de la pinède Saint-Georges est très avancée et l'appartement-témoin attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ?

Pour recevoir notre documentation gratuite, envoyez ce bon à SOGERIM
47 avenue hoche - 75008 Paris
LM 7
nom :
adresse :

SPORTS

FOOTBALL

LA REPRISE DU CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nice challenger de Saint-Etienne

Les Jeux olympiques de Montréal ont écopé cette année la préparation de la saison de football, dont le championnat reprend, en première division, ce vendredi 6 août. Cette reprise est d'autant plus discrète que, contrairement au passé, la « foire aux transferts » a été limitée et ne devrait pas bouleverser les données du championnat, dont le favori sera une fois de plus l'Association sportive de Saint-Etienne, détentrice du titre depuis trois ans, qui aura pour principal challenger son dauphin actuel : l'Olympique gymnaste club de Nice.

Rien à signaler ou presque serait-on tenté d'écrire à la lecture de la traditionnelle liste des mutations de joueurs. Aucun international français n'a profité de l'été pour changer de club. Seuls trois footballeurs venus de l'étranger pourraient dans les prochaines semaines prendre rang parmi les nouvelles vedettes du championnat : Petrovic, gardien de but de l'équipe nationale yougoslave, qui rejoint à Bastia son compatriote Djazic ; Bjekovic, l'avant-centre de Partizan de Belgrade et meilleur buteur yougoslave actuel, qui rejoint à Nice Katalinski et l'entraîneur Markovic et le Tchèque Domarski, toujours espiègle à Nîmes.

Une incertitude demeure pour ces deux dernières recrues puisque Domarski attend depuis maintenant plusieurs mois son autorisation de quitter la Tchécoslovaquie, tandis que le club néerlandais AZ 1967 affirme avoir en sa possession un contrat signé par Bjekovic (1).

Cette brusque sagesse dont ont fait preuve les présidents de clubs dans la course aux renforts pourrait surprendre si elle n'était pas la conséquence directe des mesures dirigées par le Groupement du football professionnel (G.F.P.) lors de son assemblée générale du 3 juillet dernier à Reims.

Pour tenter de résorber les 40 millions de francs de déficit du football professionnel, le G.F.P. avait décidé de bloquer les hausses de salaires pour la saison 1976-1977 (le Monde du 19 juin), mais surtout de contrôler les dépenses de chaque club en matière de mutation afin que celles-ci ne dépassent pas leurs ressources.

A cet effet, une commission de quatre membres indépendants (MM. Seguin, Deshou, Audibert et Haray) avait été créée pour étudier le budget de chaque club (compte d'exploitation et budget prévisionnel raisonnable) afin de décider ceux qui pouvaient augmenter sans risque leur masse salariale.

Automobilisme FERRARI SUSPEND SES ACTIVITÉS SPORTIVES JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE

Le constructeur italien Ferrari a annoncé le 5 août à Modène sa décision de ne pas participer aux six derniers grands prix du championnat du monde des conducteurs. Cette décision est liée à l'achat d'un nouveau moteur au pilote suisse Niki Lauda — dont l'état de santé s'améliore — au cours du Grand Prix d'Allemagne, mais elle est aussi la conséquence du contentieux relatif à quelques incidents qui ont précédé cette importante épreuve. Ferrari fait le reproche à ceux qui ont la charge de veiller au respect des règlements d'être intervenus trop tard, favorisant le constructeur britannique qui avait obtenu gain de cause auprès de la Fédération internationale de l'automobile. De la même manière, Hunt a été déclaré vainqueur du Grand Prix de Grande-Bretagne bien qu'il n'ait pas bouclé le nombre de tours nécessaire (1).

(1) La « confusion » est venue de ce que deux dépêches de l'épreuve ont été données à la suite d'un carambolage.

TENNIS. — A Wimbledon, en finale européenne, zone B, de la Coupe Davis, l'Italie mène par 2 victoires à 0 devant la Grande-Bretagne. Antonio Zugarelli a battu Roger Taylor (6-1, 7-5, 3-6, 6-1) et Adriano Panatta a battu David Lloyd (5-7, 6-3, 6-3, 2-6, 6-4).

M. JACQUES CHIRAC MARQUE SON HOSTILITÉ A LA FABRICATION SYSTÉMATIQUE DE CHAMPIONS

Recevant les médaillés olympiques jeudi 5 août, à Paris, M. Jacques Chirac, premier ministre, a déclaré que le développement du sport de masse et celui du sport d'élite restent prioritaires en France. Le premier ministre a aussi convenu qu'il était nécessaire de prétendre à une meilleure formation pour la élite d'élite et d'améliorer la fonctionnement des sections « sports-études ».

A propos des bilans que peut établir chaque pays après les Jeux olympiques, M. Jacques Chirac a précisé que « la France n'a jamais eu de résultats aussi brillants que les pays qui ont une conception différente du sport et qui ne se refusent pas à la fabrication systématique et méthodique des athlètes. Nous ne sommes pas partisans d'astuces à fabriquer les champions de la même façon à un élevage sélectionné. Nous estimons que ce n'est pas conforme à la dignité humaine ».

(M. Pierre Mazaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, avait notamment déclaré, le 3 août (le Monde) : « en 4 août » : « Il faut se demander si l'on peut sacrifier à l'élite et créer de véritables actions de commando. Si nous voulons briller à Moscou, nous devons nous plier à ces exigences et créer un laboratoire humain. » S'il semble que le premier ministre soit en désaccord avec la secrétaire d'Etat sur ce point (le laboratoire humain), sa revanche leur vus se rejoignent à propos des sections sports-études ou de centres d'entraînement, qui peuvent donner lieu à des actions de commando à l'entraînement. M. Pierre Mazaud avait aussi précisé : « Maintenant, il faut créer des supersections de sports d'élite spéciales pour préparer les Jeux de 1980. »)

FAITS DIVERS

M. Bruno Boellard, étudiant en psychologie à Montpellier, a décidé de faire à l'APPEL de condamnation (trois mois de prison, dont deux avec sursis) qui a été prononcée contre lui (le Monde du 30 juillet) pour « violences et coups de poing » envers le docteur André Savelli, directeur de l'U.R.E. de psychologie de Montpellier et neuropsychiatre attaché à l'Hôpital.

Viol d'une jeune fille de quinze ans. Une jeune fille âgée de quinze ans, originaire de Forbach (Moselle), qui était en vacances dans un « village-vacances-famille » (V.V.F.) situé à proximité du Pradet (Var) a été attaquée mercredi 4 août au fin d'après-midi par un individu qui l'a entraînée dans un bois avant d'abuser d'elle.

مكتبة الأمل

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

à la mer

RESPECTEZ-LA...

C'EST un phénomène nouveau, il a cent ans à peine : pour plus de la moitié des hommes du monde — celle qui peut prendre des vacances — pour les trois quarts des vacances de France, il n'y a pas de repos, de congé, de vraies vacances qui soient valables loin de la mer.

Il est trop simple de dire que c'est une mode. Les vacances elles-mêmes sont devenues un besoin absolu. La vie citadine, la vie industrielle, rendent obligatoirement le repos. L'air pollué des villes rend inévitable la recherche de l'air pur à la campagne ou à la mer : « Courons à l'onde en rejettant le vent », (Valéry). C'est probablement ce premier mythe qui a attiré les hommes vers la mer : la mer, c'était le salut.

Et les premières vacances à Deauville avaient le même sens que les courses à Vichy : l'homme faisait « prendre les eaux de mer » à ses amis comme on prenait les eaux de Forges. (On n'avait pas encore eu l'idée de les mettre en bouteille, à quand les bouteilles d'eau de mer ?) La cure marine est redevenue actuelle et, sous le nom de thalassothérapie, une source d'argent nouvelle s'est créée.

La mer « fait du bien », dirait le sage populaire, et puis c'est le sport : la natation développe le souffle, les muscles, le yachting à voile développe l'intelligence et les réflexes. Dans ma jeunesse, un enfant de huit ans, comme le fétide, qui faisait de la voile était une exception (encore que dans les familles de marins les mousques avaient de huit à dix ans). Je crois qu'on ne godaillera jamais vraiment bien si l'on n'a pas cela dans la main avant dix ans. Et puis, la mer c'est l'aventure : chaque baigneur pense à la traversée de la Manche, à la nage.

Même les malades — ceux de la vitesse — ont trouvé un terrain vierge : un bateau à moteur, c'est le défilé, le défi, le défi, le défi, la vague que l'on crée. C'est à la fois le revanche sur l'autoroute encombrée et sur la vitesse limitée par la loi. Et la joie ancienne, et si rare, du skieur en neige vierge, qui laisse sa double trace sur un paysage vide d'autres hommes, c'est l'instinct iconoclaste du briseur de surface, l'instinct dominateur de tyran brisé. Oui, la mer, c'est tout cela pour le vacancier moyen.

Mais il y a aussi les pêcheurs : le vieux instinct de pêche et de chasse qui hante l'homme depuis la préhistoire réapparaît chez celui qui, en vacances, s'est levé plus tôt que pour son travail et, ligne à la main, part dans l'espoir de pêcher le déjeuner.

L'homme serait un sage s'il se contentait de ce dont il a besoin. Comme il ne l'est pas, on a créé les concours de pêche et là est née cette étonnante et si « homo sapiens » comme : le tableau de chasse. On ne tue plus pour manger, on tue pour tuer et photographier son meurtre, avec le meurtier, bien sûr. Et si le tableau est beau, si le mérou est gros, le meurtier aura sa photo dans le journal !

Pêche sous-marine, qui : concours de meurtres, non. Et là, nous entrons dans le noir du tableau. L'homme est un étranger à la mer. Toujours elle l'a nourri (il n'y a jamais eu de famine dans les populations riveraines). Toujours elle a accueilli, et l'homme avec ses navires, et la cité avec ses déchets. Mais voilà. Maintenant les navires rejettent du mazout, les cités crachent des déchets qui n'entrent plus dans le grand cycle de la nature.

La pollution n'est plus dérivée comme elle l'était il y a cent cinquante ans, cette pollution biologique qui entraînait dans le grand cycle de la vie. A la limite, la mer-poubelle nourrit la mer-nourrice. Il y avait complicité. Ce n'est, hélas, plus le cas : les déchets non dégradables ruissellent dans tous les cours d'eau : ruisseaux, rivières, fleuves et toutes les eaux circulantes aboutissent à la mer.

Chaque année, des plages se ferment aux touristes ; et, avant de se fermer, elles créent leur lot de malades. Toute une pathologie du bain de mer est apparue, qui n'existait pas il y a vingt ans. Et puis, il y a le nombre : la plage qui tolérât mille personnes ne supporte-t-elle vingt mille ? Et l'eau de cette plage, combien de milliards de bactéries, combien d'entérocoques contient-elle maintenant ?

Les loisirs, les vacances, vont-ils tuer la mer par invasion, par pollution, par excès de toutes sortes ?

Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'on peut reculer ni même qu'on doit reculer. Mais si chacun observait vis-à-vis de la mer une attitude de compréhension et de respect, les vacances pourraient continuer et la mer supporter cet homme étranger qui voudrait devant une espèce marine.

La solution ? Le respect de la loi, le respect de la mer. Mais ce respect ne sera obtenu que par l'éducation : plus de chasseurs avec bouteilles d'air comprimé, plus de concours de pêche sous-marine, plus de permis abusifs et de vitesses débridées. Que les enfants apprennent, lorsqu'ils retournent une pierre sous l'eau, à la remettre à l'endroit : c'est peut-être le domicile d'un poulpe ou d'un gobie. Plus d'ordures hors des poubelles (il est si facile de ramporter avec soi les déchets d'un pique-nique) et surtout respect de la vie dans la mer.

Non, les animaux marins ne sont pas méchants ; ils se défendent contre les agressions. Il n'y a pas plus étonnant et effrayant que cette plovre, la mal-aimée des hommes (c'est la seule chose que le reproche à Victor Hugo).

Mais, bien sûr, si l'on a vu et aimé les Dents de la mer, comment peut-on comprendre ? Seule l'éducation dès l'enfance, dès la maternelle pourra faire saisir que l'homme ne retrouve sa vie durant ses vacances à la mer que si la mer elle-même reste vivante. Or la seule menace pour la vie de la mer, c'est l'homme et sa civilisation. On voit les termes du dilemme. L'« homo faber » domine la mer et cette domination risque de la tuer. Il est temps que l'« homo sapiens » comprime la situation et reprenne la barre. J'ai la joie de dire que déjà en France le conseil régional de Provence-Côte d'Azur a pris conscience de ce problème et tente de le résoudre. C'est d'autant plus important que la Méditerranée est la plus fréquentée, donc la plus menacée. Servir l'exemple aux autres océans soit dans la mort, soit dans la vie ?

Touristes, redevenez des hommes. Aidez-nous à sauver la mer. Vous vous sauvez vous-mêmes et, surtout, vous sauvez vos enfants.

ALAIN BOMBARD.

La Micronésie entre terre et eau

Poussière d'îles et de récifs de corail perdus dans le Pacifique, la Micronésie, qui s'étend entre Hawaï et les Philippines, est administrée par les Etats-Unis. L'archipel des Mariannes, le plus éloigné des côtes américaines, est constitué de quarante îles dont les plus grandes sont Saipan (la capitale), Tinian et Rota. Quatorze mille personnes y vivent au milieu d'une végétation tropicale. Les principales ressources sont les phosphates et, désormais, le tourisme.

Le mythe et l'histoire trouvent ici leur origine, leur consécration chaque jour renouvelée au rythme des marées dans cet océan qui — les îles le résument de la plus fascinante manière — est moins perçu par les habitants comme une rupture avec la terre que comme son complément nécessaire.

Il est difficile, peut-être au prix de mille difficultés, en se faisant guider sur les pistes, de marcher depuis Kohnia, le chef-lieu du district micronésien de Ponapé, afin d'atteindre les ruines de Nan-Madol. Mais la voie normale est celle que trace l'eau, entre îles et récifs coralliens, quelque 50 km de navigation prudente, aidée par les petits drapeaux signalant les écueils, jusqu'à un des mystères architecturaux de l'histoire de la région, un mystère édifié — justement — sur un site dont nul ne peut déterminer l'exacte consistance : sommes-nous à terre, en mer, sur des îles naturelles, sur des îles artificielles ? Une consistance qui varie selon les heures, selon les alizés et ventres des vagues. Qui pourrait affirmer qu'il commence la terre, qu'il commence la mer dans cet univers de mangrove où pêchent les algues et où se côtoient les races de crabes (crabes de mangrove, crabes de mer, crabes « terrestres ») ?

Venise du Pacifique, comme il a été écrit ? L'image est fautive, doublement. Venise possédait une histoire connue et tournée vers la mer, elle est ancrée ; son arrière-pays s'appelait l'Europe. Tout autre Nan-Madol, dont l'histoire est... aquatique. Son histoire s'est dissoute dans l'océan, sa matrice. Nan-Madol aurait été construite au XI^e siècle, notre cité de gros blocs de basalte découpés dans les îles proches et apportés ici nul ne sait comment (1). Sur ce lieu sacré, succession de temples, de maisons de gardes, de palais, de fortresses, régneront des rois ponapésiens dont les légendes parlent encore, un monde cruel dont la mémoire collective rapporte, avec respect, des méfaits : meurtres et tortures. Un monde que le visiteur peut malaisément reconstruire, lorsqu'il avance, dans l'eau, d'une ruine

à l'autre ; mais sortir de cette eau chaude pour escalader les murailles brillantes de Nan Dowas (la plus imposante des ruines), pour, de l'autre côté, redescendre vers l'océan, retrouver ensuite, sur un îlot, après une marche difficile, ce qui était peut-être les guérites des soldats de ce temps-là, dériver l'imagination plus encore, nous semble-t-il, que, par exemple, la péruvienne Ollantaytambo parce que, là-bas, la montagne barre la pensée quand, ici, au beau milieu du Pacifique, l'immensité dégage l'aspiration à l'éternité, extrême le visiteur saisi soudain par des rêves : rêves de cérémonies sacrées mouillées par les embruns, de départs de canots vers des îles situées à des centaines de kilomètres, de rencontres entre civilisations océaniques, celles de Truk, de Kusaie, de Ponapé.

de guerre, sorties des chantiers de Yokohama ou de Kôbe, étaient des produits naturels du Pacifique, comme les tortues géantes et les coquillages coniques.

Il serait exagéré de dire que les plongeurs abondent en ces lieux. A vrai dire, la plupart des touristes du Pacifique du Nord se concentrent, outre dans l'abominable Walkiki de Honolulu, dans les Mariannes et à Guam — qui n'est pas juridiquement micronésien. Mais mis à part, les autres chefs-lieux de district sont très rarement visités. Y'en en particulier, qui manque essentiellement d'hôtels parce que la population refuse l'invasion étrangère. Et les voyageurs sont évidemment rarissimes sur les îles éloignées : il faut, pour les rejoindre, soit posséder sa propre embarcation, soit emprunter, dans des conditions de parfait confort, les bateaux de l'administration qui, en deux ou trois semaines, vont ravitailler les petits groupes d'insulaires et collecter leur coprah. La « découverte » de cette Micronésie profonde n'est point affaire touristique, si la tourisme s'assimile à l'occupation d'un salarié en vacances. On doit il faut des mois et des mois de congé. Si l'on met à part Nan-Madol et Truk, et si — nous y reviendrons — on exclut les longues défilées sur les plages, la visite de la Micronésie est avant tout une lente imprégnation culturelle (ou son impression). Nous avons eu, s'il faut une comparaison, le même sentiment en Malaisie où il n'y a « rien à voir » (contrairement à Bali, Java ou la Thaïlande, par exemple), mais où la hâte de pêcheurs jours dans un village de pêcheurs, la traversée du centre à bord d'un train omnibus permettent de saisir la complexité de cette société.

JACQUES DECORNOY.

(Lire la suite page 10.)

Un lagon pour tombeau

Si nous avons d'abord parlé de Nan-Madol, ce n'est pas pour faire « découvrir » en priorité une merveille rarement visitée (et à laquelle les institutions culturelles internationales devraient peut-être commencer à s'intéresser, pour sauver ces blocs de basalte qui s'éroquent). C'est pour tenter de souligner l'indissolubilité du mariage entre l'eau et la terre en Micronésie.

N'est-elle pas le seul endroit du monde où ait été créé un musée national sous-marin ? Le grand atoll de Truk fut le théâtre d'une des grandes batailles de la seconde guerre mondiale. Les Américains transformèrent les eaux de son lagon en une gigantesque tombe de la marine japonaise. Tous

(1) L'ouvrage de référence le plus souvent cité au sujet de Nan-Madol est celui de Paul Hambruch, *Ponapé Eyewitness der Südsee Expedition 1968-1970* (Ed. G. Thienius, Berlin, 1968).

les bateaux — le *Kikukusa Maru*, le *Sapporo Maru*, le *Fukushima Maru* (ils sont une soixantaine), — demeurent en place, posées, avec leurs canons, leurs munitions. Mais s'agit-il d'un cimetière marin ? La vie grouille, en réalité, dans ces bateaux et tout autour : coraux, poissons de toutes les couleurs et toutes les tailles. Paradis des plongeurs, des photographes (Costeau...) remontant chaque fois fascinés et qui n'ont, bien sûr, pas le droit de toucher à quoi que ce soit. Les plus de trois décennies passées n'ont pas gommé le souvenir des massacres des années 40, mais, alors qu'à Saipan, dans les Mariannes, l'horreur des combats demeure perceptible, dans l'atoll de Truk, la fourmillante faune, parfois difficile à distinguer d'une flore agitée, a su intégrer à son univers émeraude croiseurs et destroyers, les vêtir de ses sécrétions colorées, comme si ces machines

CANNES ET SES JEUX

La récente crise économique a-t-elle eu des répercussions sur l'activité des jeux dans les casinos ? La reprise s'y manifeste-t-elle ? Comment se présente la saison en cours au milieu de l'été ? MM. Yves de Félix, directeur général du Palm Beach, et Jacques Banwarth, directeur général du casino municipal à Cannes, ces deux établissements appartenant à la chaîne Lucien Barrière, qui vient en outre d'ouvrir le nouveau palace du Montfleury (235 chambres) non loin de la Croisette, — répondent à ces interrogations.

Le Palm Beach avait fait en 1975 une saison exceptionnelle... et pourtant, on était en pleine crise économique. L'an dernier, l'établissement de la pointe de la Croisette avait réalisé un produit brut des jeux de 55,3 millions de francs, en augmentation de 30 % par rapport à 1974. Les jeux les plus rentables ? La roulette avec 36 millions, le chemin de fer et le baccara avec 11,7 millions. La boule et le vingt-trois n'ont rapporté que 369 800 francs.

Le Palm Beach se classe au deuxième rang en France, juste après le casino de Dième. Mais, si on ajoute le casino municipal de Cannes,

cette station tient, de loin, le haut du pavé en France.

Il ne faut peut-être pas s'attendre, dans l'ensemble, à une aussi bonne saison en 1976, d'autant que la saison d'hiver 1975-1976 du casino municipal a été franchement mauvaise pour nous, donc très bonne pour quelques gros joueurs chanceux.

Pour le Palm Beach, la recette fin juillet 1976 est de 18 millions de francs contre 16 millions l'an dernier. Donc ça va bien, mais il faut attendre les résultats d'août, qui représenteront le gros morceau. Il n'y a en tout cas aucune raison de craindre un quelconque reflux pour le Palm Beach.

Un détail intéressant : sur les 18 millions de juillet, 10 proviennent du chemin de fer, un jeu qui, depuis très peu de temps, connaît une nouvelle vogue. Les joueurs jouent entre eux, les autorités du Casino prêtent 5 % des sommes engagées. Les Italiens, les citoyens d'Arabie Saoudite, semblent affectionner particulièrement le chemin de fer. Nous avons été obligés de limiter les mises à 100 000 francs par coup. Dans une seule soirée de juillet, il était passé sur la table du chemin de fer 2 milliards de francs anciens ! C'est la nouvelle querelle du Palm Beach. On se remet à penser aux « farces d'enfer » des années folles, qui faisaient frissonner les casinos de Deauville ou d'ailleurs.

Tout dépend aussi du comportement de quelques gros joueurs, nos habitués. Ainsi, l'an dernier, un seul joueur — un industriel italien de

Milan — nous a procuré le quart de toutes nos recettes, mais nous ne pensons pas que les phénomènes économiques ou monétaires en Europe ou en Italie aient des répercussions directes sur le comportement des gros joueurs. En tout cas, ce ne serait pas sain que les propriétaires de casinos assent leur exploitation sur quelques « météores très fortunés ».

D'ailleurs, depuis quelque temps, la clientèle se diversifie. Chaque soir, on peut relever la présence régulière d'une centaine d'Irlandais — négociants, industriels — aux tapis verts du Palm Beach. 80 % des joueurs sont des étrangers. Même varié au casino municipal. Pendant la saison d'hiver, nous y avons relevé 398 cartes d'entrées d'Irlandais au lieu de 283 la saison passée, 185 Libanais

(contre 68), 185 Israéliens (contre 118), 2 530 Anglais (contre 1 900), mais moins d'Américains, de Belges, d'Italiens, de Français. Les moins nombreux ? Les joueurs d'Afghanistan, de Costa-Rica, des Philippines, du Liechtenstein...

Il faut savoir que les exploitants de casinos sont aussi, de par la loi, assujettis à de lourdes obligations : ils doivent, par exemple, assurer les spectacles, les concerts, les galas, la restauration, qui sont tous des postes déficitaires. Le déficit des représentations théâtrales au casino municipal a atteint 2,1 millions en 1971-72, 2,9 en 1974-75, et plus de 3 millions la saison dernière. Quant aux prélèvements effectués par l'Etat et la ville de Cannes, ils représentent ici près de 60 % du produit des jeux et 18 % à Monte-Carlo...

Tapis vert en furie au bord de la « grande bleue »

Août-Sept : encore quelques places avec des réductions jusqu'à 70 % sur votre billet d'avion

| | |
|----------------|--------------|
| NEW YORK 1590F | ATHENES 790F |
| MEXICO 2300F | TUNISIE 730F |
| BANGKOK 2450F | CORSE 550F |

Vois Aller-Retour

le point 85

Voyages 85 / COR.LIC. A 891
85 bd saint michel paris 5
tel. 325.026, 033.05.80

GRATUIT
* brochure Voyages 85 16 *

Si vous avez 139.-fr.S. et 7 jours de vacances, venez cet été à

AMINONA 1500 Studios (2 lits) 2 pièces (4 lits)
Conditions spéciales pour demi-pension et remontées mécaniques. (Crans-Montana) en Valais
Fitness-club, piscine. Retenez immédiatement votre appartement. LES RESIDENCES KANDAHAR CH 3967 AMINONA S. SIERRE
Tel. 1941.27 4137.96 Télex 38194

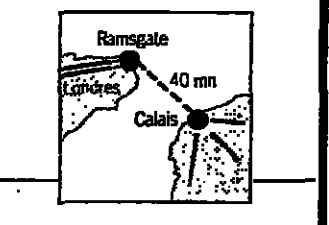
5 PASSAGERS GRATUITS PAR VOITURE

Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd

180^F

Calais-Ramsgate

- jusqu'à 20 vols par jour
- 40 minutes de traversée
- formalités accélérées à l'Hoverport
- autoroute directe jusqu'à Londres



HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations:
Agence de voyages ou Hoverlloyd
Paris: 723.73.05 - Calais: 34.67.10
Bruxelles: 219.02.25

M. _____

Ville _____

Adresse _____

Code postal _____

Desire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD.

A retourner à Hoverlloyd
Hoverport International - 62106 Calais

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

- Côte d'Azur**
- CAGNES-SUR-MER**
Mobilier COMFORT - La Grande-Rue, 10000. Tél. (94) 25-01-31 et 25-02-09.
Week-end relaxe du vendredi soir au dimanche après-midi: 250 F.
- VILLEFRANCHE-SUR-MER**
Mobilier COMFORT, bord de mer. Tél. 470281 - Tél. (93) 80-70-26.
- Mer**
- LE BRUSC 83140 SIX-FOURS**
Hôtel de l'Île des Emballes *** N.N. Tél. (94) 25-01-31 et 25-02-09.
Week-end relaxe du vendredi soir au dimanche après-midi: 250 F.
- 32790 PIGNANS**
HOTEL-RESTAURANT LA PETITE AUVERGNE. Chambres tout confort, tél. salle de bain, parking, cuisine, repas. Cuisine soignée, proximité mer et montagne. Tél. 28-32-03.
- Province**
- BORDEAUX**
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX *** N. App. calmes, 40 à 70 F. T.T.C. Centre d'affaires et spectacles. 2, place de la Comédie - BORDEAUX. Garage gratuit. Tél.: 52.64.03 à 06.
- Allemagne**
- BADEN-BADEN**
GOLF HOTEL *** A. Grand parc.

Tourisme

LA MICRONÉSIE ENTRE TERRE ET EAU

(Suite de la page 9.)

Il en va de même en Micronésie, où l'avion, toujours bondé, resserre les distances considérables et veut, seul, faire saisir la beauté et la diversité des paysages et rend aisée la visite des divers archipels, de Ponapé-la-Montagneuse à Majuro, plat comme une galette.

Mais les voyageurs, dans leur quasi-totalité, et sans doute est-ce un élément protecteur des sociétés locales, se concentrent sur les plages le plus immédiatement accessibles. A Guam, que nous citons pour mémoire, avec sa laide capitale (Agaña), ses terrains militaires, sa série d'hôtels de luxe (?) d'une universalité impersonnelle aux tarifs que l'on devine. En Micronésie proprement dite, le tourisme se concentre donc dans les Mariannes, et plus précisément à Saipan. Encore s'agit-il d'un phénomène nouveau: les visiteurs furent vingt mille six cents en 1975, trente-huit mille six cents en 1976. Sur ce dernier total, il y en eut quarante-sept mille aux Mariannes, entre trois mille et quatre mille dans les districts de Truk, de Ponapé et de Palau, moins de trois mille dans les Marshall (Majuro), et, cinq cent trente-quatre dans le district de Yap.

Solamente six mille personnes, c'est peu, mais cela représente quand même 50 % de la population micronésienne. Si le courant croît au rythme actuel au cours des prochaines années, il risque de devenir destructeur. Cependant, les planificateurs misent essentiellement sur le tourisme pour « développer » les îles. Ils notent que, sur quarante hôtels, trente-quatre appartiennent à des Micronésiens. Mais, oublient-ils de dire les documents officiels, les hôtels les plus grands et les plus confortables sont aux mains d'Américains (les Japonais et la République de Nauru vont aussi investir). Comment comparer, sur le plan financier, un palace de Saipan et un hôtel de huit chambres à Yap? Nous ne cachons pas, à ce propos, que nous préférons le séjour dans le second, pour partager avec les gens du cru les horribles fantaisies et la

chanson de la cuisinière qui arrive en retard, le matin, une heure en retard, comme si, en ne se réveillant pas, elle avait joué un bon tour aux clients attendant leur petit déjeuner. Mais comment faire comprendre que nous sommes de temps à autre (cela nous est arrivé une seule fois: il s'agissait d'un crabe monumental) déguster des produits locaux au lieu d'avaler des mets américains, d'ailleurs servis avec une extrême gentillesse?

Qui se rend en Micronésie? En 1975, plus de vingt-huit mille Américains, plus de trente mille Japonais, quelques centaines de Philippins et ces « autres » dont les statistiques ne précisent pas l'origine. L'Europe, qui ne sait où se trouvent ces îles, y est absente. Les voyages à partir de Tokyo

vont à l'avenir se multiplier, ainsi que les « tout-tout-compris » à partir des États-Unis.

Il est naturel que les plages, les lagons, les récifs, on les rock sautés de Palau (cet archipel de boules de jungle flottant sur la mer comme des œufs à la neige) attirent le visiteur. Nous sommes de ceux que laisse rapidement la vision d'une rangée de cocotiers se balançant au-dessus d'une plage de sable blanc. Et, pour terminer sur une note personnelle, nous voudrions dire combien, nous avons quitté Ponapé à regret, plus que les autres districts. Pas seulement à cause de Nan Madol ou des belles cascades des montagnes. La magnificence de l'île, le charme de la petite ville, de ses chemins creux, le soir, le goût subtil avec

lequel les Ponapéens ont su insérer dans les quartiers (qui sont villages) leurs hôtels jusqu'à les confondre totalement avec les habitations voisines, incitent à demeurer dans cet archipel, à en humer (que faire d'autre? il n'y a pas de plage) le rythme de vie, voire à oublier, pour quelques jours, le destin incertain des Micronésiens que quatre colonisations successives n'ont guère aidés à imaginer un futur à l'échelle de leur continent marin. Le touriste à bas, sauf à mépriser les habitants, ne peut d'ailleurs que rarement, en dépit des déclarations trompeuses (ou ironiques), s'offrir ces parenthèses d'oubli entre lesquelles nous tentons de pallier nos déficiences en nous gavant de rêve.

JACQUES DECORNOY.

POINT DE VUE

Pour que le baptême de mer ne s'achève pas en drame

par JEAN CHAPON (*)

Il est indispensable que les usagers contribuent à la sécurité et comprennent que le surcharge des embarcations est le plus direct ennemi de leur sécurité. Ils ne doivent pas insister lorsque l'équipage des navires refuse de les embarquer en surcharge. C'est une des principales conditions pour que le pourcentage d'accidents reste très faible par rapport au trafic, comme le fait justement observer le président Dornon.

Je reconnais également que les récentes règles sont plus sévères que les anciennes. Mais peut-on parler d'« hyper-sécurité »? Comme si la sécurité absolue était aujourd'hui atteinte! Ayons l'honnêteté d'admettre que nos connaissances techniques ne sont pas exhaustives; chaque accident nous apprend que tel phénomène considéré comme improbable ou secondaire est en fait la cause de la catastrophe. Nous manquons sûrement à notre devoir de ne pas en tenir compte pour améliorer les règles de sécurité. C'est ce que nous avons fait au terme d'une analyse qui débouche

d'ailleurs largement l'accident de la Vénus des Îles.

La réglementation qui a fait l'objet de l'arrêté ministériel du 21 avril 1976 était, en effet, depuis longtemps sur le métier; mais à la suite de cet accident, M. Cavallé, secrétaire d'État aux transports, a demandé à son administration d'en accélérer la mise au point, et la nouvelle échéance qu'il a fixée a été tenue.

Cette priorité donnée à la sécurité des petits navires à passagers est logique: n'est-il pas normal de réglementer d'abord les unités qui assurent le transport de millions de personnes, dont c'est souvent le premier contact avec la mer et qui doivent pouvoir la découvrir sans que leurs vacances s'achèvent dans un drame? Cette réglementation s'applique d'ailleurs à tous les navires dès lors que leur propriétaire offre dans un but lucratif un service de transport à des personnes autres que les membres de l'équipage, qu'il s'agisse par exemple d'un

charter, d'un safari en mer ou d'un club de plongée.

Le véritable problème est précisément de savoir ce qu'est un transport de passagers: tel propriétaire de navire de plaisance embarque quelques personnes pour faire une croisière en Méditerranée « moyennant une participation aux frais »: fait-il du transport de passagers ou bien s'agit-il d'un « cercle d'amis » amateurs de la navigation de plaisance et partageant entre eux les frais de l'expédition?

Encore convient-il d'observer que les usagers des charters, des safaris en mer ou de la plongée sous-marine en sont rarement à leur première sortie en mer et ont, à ce point de vue, peu de points communs avec les vacanciers qui, quelques instants, s'offrent l'impression d'une expédition en mer. Or ce sont les usagers qu'il faut protéger, à commencer par ceux qui confient leur personne à un service qu'ils croient d'autant plus sûr qu'il est ouvert au public. Cela ne veut pas dire qu'on néglige les autres — ceux des charters, — qui ont également droit à la sécurité. C'est donc cette distinction entre les véritables plaisanciers — qui ont leur propre réglementation, et les transporteurs de passagers, qu'il faut établir et réglementer afin que le propriétaire du navire et ses passagers sachent à quel s'en tenir et que l'administration puisse assurer son contrôle.

Une réglementation de plus, diront certains? Elle est nécessaire et tout est mis en œuvre pour que cette clarification, étudiée en liaison avec tous les ministères concernés, intervienne au plus tôt.

Quant aux règles de sécurité imposées aux petits navires à passagers, bien évidemment elles entraînent une charge supplémentaire pour les exploitants! Mais il ne faut pas oublier que ces derniers effectuent une navigation côtière et de ce fait bénéficient d'un monopole de pavillon, les mettant à l'abri de la concurrence internationale. Et dès lors que leur trafic est important, la dépense supplémentaire sera vite amortie. Les calculs ont été faits: l'application des nouvelles normes de sécurité ne saurait justifier un renchérissement du billet susceptible de rebuter le touriste.

Il est cependant clair que la sécurité a un prix: elle a un prix pour les pouvoirs publics; elle en a nécessairement un pour les transporteurs; elle en a enfin pour les passagers. Soient, en fait, les vies humaines qu'on ne perd pas, les deuils et les peines qu'on évite, n'ont pas de prix.

CORRESPONDANCE

Acroléine et farine de poisson

Après notre article du 21 juillet sur la pollution du Rhône provoquée par un déversement de l'usine Pechiney-Ugine-Kuhlmann de Pierre-Bénite, l'un de nos lecteurs, M. Michel Chauvin, de Paris, spécialiste de l'alimentation animale, nous précise:

L'acroléine (le produit polluant) n'est pas utilisée telle quelle en alimentation animale. Elle n'est que l'une des matières premières servant à la synthèse d'un acide aminé, la méthionine. Celle-ci n'a jamais servi à dissimuler le goût de poisson des poulets industriels. Elle est incorporée aux aliments du bétail pour compenser la carence des céréales et tourteaux en acide aminé, indispensable à la bonne croissance des animaux. Enfin, en 1975, la France a consommé 70 000 tonnes de farine de poisson qui ont été incorporées à 3,7 millions de tonnes d'aliments destinés aux volailles. On obtient ainsi un taux d'incorporation qui ne dépasse pas 1,8 %.

Maison

Emballé à -30°C

L'EMBALLAGE des produits que l'on désire placer au congélateur est très important. Il doit être minutieux pour que les aliments ne soient pas desséchés ni oxydés par le froid intense (-30°C) et qu'ils ne se communiquent pas leurs odeurs réciproques. Les matériaux utilisés pour faire les paquets (qui seront le plus petits possible pour congeler rapidement et prendre le minimum de place) doivent avoir trois qualités essentielles: être de qualité « alimentaire », résister aux basses températures et être imperméables à l'air et aux liquides.

L'aluminium répond à toutes ces critères. On l'utilise sous deux formes: en feuilles souples et en barquettes semi-rigides. L'aluminium souple existe en qualité « spécial congélation », plus épaisse et plus large que l'aluminium ménager courant (Albal: le rouleau de 20 mètres, environ 15 F). L'emballage des viandes et poissons crus, volailles, charcuterie se fera en chassant l'air au maximum pendant la phase de la feuille d'aluminium. Les barquettes sont utilisées pour les plats cuisinés, les desserts, la pâtisserie; elles peuvent passer directement au congélateur au four (Frostat-Pak, Bourgeois, Albal). Ce dernier fabricant vient de sortir de nouvelles barquettes, en cinq tailles, munies de couvercles en plastique très élastiques (de 6 à 13 F le paquet de cinq).

Dans les boîtes en plastique, conçues pour la congélation, sont déposés les potages, crèmes et fruits rouges fragiles; dans les goûlets sont versés sauces et jus de fruits. Un ruban adhésif renforcera l'herméticité des récipients. Les sachets sont en Pliant (Hendy-Bag) ou en polyéthylène (Sopalin), certains pouvant supporter jusqu'à -40°C (O'Key, Lotus). Ils sont vendus en rouleau, pré-découpés, avec attaches et étiquettes. Ces emballages souples, comme la feuille d'aluminium, permettent d'éliminer l'air autour des produits à congeler.

Pour obtenir des sachets sur mesure, il existe des guignes en plastique qu'on découpe et soude soi-même à l'aide d'un accessoire électrique. Ce petit appareil, de forme parallélépipédique, soude et coupe le plastique soit en une seule opération (A.R.C., 135 F; Seb, 132 F au B.H.V.), soit en deux opérations successives (« Soud'ao », Calor, 95.50 F). Les sacs ainsi fermés sont parfaitement hermétiques.

JANY AUJAME.

CALVITIE?

Calvitie? La calvitie, c'est une maladie de l'homme. Elle est héréditaire et se transmet de père en fils. Elle est causée par une carence en vitamine B6. Pour combattre la calvitie, il faut prendre CALVITIE? CALVITIE? est un complément alimentaire à base de vitamine B6. Il agit sur le métabolisme du cuir chevelu et favorise la croissance des cheveux. CALVITIE? est disponible en pharmacie ou par correspondance.

hser international
4 Dusseldorf 1, Cantador Str. 12
Allemagne
LM 6/8/76

Cuisine 1

RIVOLI ET ROSNY OUVERTS

Deux magasins d'exposition-vente de cuisines installées, comparables à ceux existant depuis peu dans quelques capitales étrangères, viennent d'ouvrir à l'enseigne « Cuisine 1 » au 37 de la Rue de Rivoli (entre l'Hôtel de Ville et le Châtelet) et au Centre Commercial de Rosny 2°. Plusieurs marques nationales et internationales sont présentes — et d'autres qui le sont moins — d'éléments de mobilier (style, rustique, contemporain) ainsi que d'appareils intégrés (cuisson, froid, lavage, etc.), se trouvent ainsi, pour la première fois, présentés ensembles, en permanence, en un seul lieu, sous une même enseigne.

Mais l'originalité des « Cuisine 1 » est encore plus profonde. Elle réside à la fois dans les critères retenus pour sélectionner — chez plus de 500 fabricants — les productions offertes et dans les moyens intellectuels et matériels mis en œuvre pour que chaque acheteur possède une cuisine telle qu'elle a raison de la vouloir: unique.

* Tous les deux lieux aux Miroirs Dardel.

GOLF

Nous offrons aux Parisiens de l'été la possibilité de découvrir le golf, un sport de détente dans un cadre de verdure à 10 minutes de la Défense.

Centre d'initiation au Golf de Croissy/Seine

Renseignements sur place: De la Grande-Grande, accès par RN 13 et pont de Boulogne au tél.: 978-30-51, de préférence le matin de 10 heures à 12 heures.

Le centre est ouvert 72 les jours.

X^e Festival Shiraz-Persépolis

19 AOÛT au 2 SEPTEMBRE

Voyage séjour organisé

DEUX FORMULES:

Forfait adulte

Forfait étudiant

Pour tous renseignements contacter le C.E.R.T., 36, av. Parmentier, 75011 Paris - Tél. 353-34-73

VOYAGE CULTUREL ROME - CASCIA ASSISE FLORENCE - PISE

De l'Antiquité à la Renaissance

Du 1^{er} au 10 septembre 1976 avec Mme Marie-France PAULIN, diplômée de l'École du Louvre. Chargée de mission des musées nationaux.

Bons et inscriptions à PEUPLES ET CIVILISATIONS 5, av. de l'Opéra, 75001 Paris. Lic. d'État 309 A

VOYAGE CULTUREL LA PERSE BIBLIQUE

du 22 sept. au 12 octobre 1976 avec le R.-P. DALMAIE, Professeur à l'Institut Catholique de Paris.

Renseignements et inscriptions: Les grands itinéraires de Bible et Terre Sainte

5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS. Tél. 260-31-66. Lic. d'État 309 A

Ne passez pas cet été entre HYERES et le LAVANDOU sans visiter.

La Galinette

(DOMAINE DE VALCROS)

une «terre promise» pour la maison de vos rêves

- Terrains viabilisés
- Un placement sûr et vertueux
- Crédit promoteur personnalisé.

«L'investissement La Galinette» Société Régionale 30, avenue des Îles d'Or 83400 Hyères. Tél.: (94) 65 35 26

Sur place: bureau de vente La Galinette - Domaine de Valcros - 83260 La Londe Les Maures.

هنا من الأمل

DES LOISIRS

Mode

FRAICHE L'ÉTÉ

ESTÉE LAUDER, créatrice américaine des produits de beauté qui portent son nom, nous met en garde une fois de plus sur les dangers du bronzage excessif, « quels que soient l'âge ou la condition de la peau ».



(Croquis de Marcq)

CANDIDE : robe de croissée en Jersey de coton à taille haute et grandes manches, à rayures roses et vert pâle. (750 F., 4, rue de Valenciennes.)

Pour la vie en mer, Estée Lauder vous conseille de protéger votre teint par un grand chapeau de paille. N'oubliez pas de remettre votre produit solaire après chaque bain. Et pour être belle le soir, passez-vous le visage et le cou à l'eau fraîche ou à la bombe d'eau minérale avant d'appliquer un peu de base dorée, puis de la crème « bonne mine » dans les tons de rose brune, comme celui du rouge à lèvres.

Un maquillage clair aux yeux, un nuage d'eau de toilette et vous voilà naturelle, mais sans laisser aller, en forme pour un dîner de plein air. Vous autres, chères, comme robe une de ces formes à grandes manches, à taille haute, ou une djellaba rayée à la verticale en tons doux ; caméléons de bien, de beige, rose et vert tendre et des bijoux blancs pour éclaircir le visage.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Une vraie maison pour jouer au jardin, c'est le rêve de tous les enfants. Livrée en éléments de contre-plaqué prêts à monter, elle a quatre murs jaunes vif (avec porte et volet) et un toit rouge. Elle mesure 1,25 x 1,22 m et sa hauteur, au faite, est de 1,80 m. 540 F livrée à domicile (prix de lancement, jusqu'au 31 août), Société Hix, 65, boulevard Malesherbes, 75008-Paris.

L'Eure pour quelques heures

DÉPARTEMENT de l'Eure. chef-lieu Evreux. Face à la cathédrale Notre-Dame, une enseigne d'autrefois : le Grand Cery (11, rue de la Harpe, tél. 33.14.01, fermé lundi). Je ne dirai pas que c'est également une cuisine d'autrefois, mais pour-tant celle du chef de M. Vannier, manque un peu de l'élan qui fait les enchantements gastronomiques. J'ai lu dans le Guide gourmand de la France que les spécialités locales sont les rillettes de lapin de garenne, le poulet sauté aux morilles et une omelette aux polets. On trouve à la carte du Grand Cery ce poulet aux morilles (mais hors saison des champignons ?) ainsi qu'un caneton aux pêches (mais hors saison ?). Les vingt-six chambres sont confortables, les pâtisseries remarquables. Ce peut donc être le point de départ de quelques pas dans cette partie de la Normandie, la plus proche de Paris.

Vous serez peut-être entré dans ce département de l'Eure par Ivry-la-Bataille. Le Moulin d'Ivry (10, rue Henri-IV, tél. 36.40.51, fermé le mardi) et ses quinze appartements toujours à M. Jean-Claude Linget, qui, il y a quelques lustres, y servait le pâté de cordon. Prouves bestiales dont on espérait lancer l'élevage mercantile en France et dont la peau ôlée en bénéfices laissait non produire une chair sans attrait ! M. Linget a confié maintenant les destinées de son restaurant du Moulin à deux jeunes garçons qui, il y a trois ans, créaient, à Courbevoie, un restaurant des Trois Marmottes dont j'ai parlé à

l'époque. C'était le temps où la réussite de Michel Guérard à Asnières, faisait rêver tous les gâtés-sauce. Michel Guérard, fin renard, fut de ceux-là, et d'aucuns s'enthousiasmaient un peu vite. En vérité, les Trois Marmottes de Courbevoie ne méritaient ni ces excès d'honneur ni l'indignité où elles tombèrent. Les vœux à Ivry pour une nouvelle bataille qui sera difficile. Si vous vous ralliez au panache — pardon, à la toque blanche, — du jeune chef, sachez qu'il vous présente deux menus (55 et 80 F) pour un repas qui se termine par un sorbet aux pommes au calva-dos.

La Normandie restant un pays de tradition, il n'y faut pas chercher les créateurs mais le plus absolu classicisme. Que du moins celui-ci soit des plus sages, un peu « paysan » même. C'est le cas chez l'ami Candillon à La Neuve-Lyre. Vous trouverez La Neuve-Lyre (et plus exactement le bameau de Chagny) après avoir, depuis Evreux, par la D 830, traversé la forêt de Conches, qui est bien belle. Et, à l'arrivée, à l'enseigne des Trois Ponts, vous découvrirez une ravissante chaumière sur la Risle (tél. 31.66.77, fermé le jeudi) avec un menu à 28 F et une carte à la plus simple mais aussi la plus honnête, la plus rustique, la plus séduisante, des produits du pays préparés par un cuisinier qui ne va pas chercher midi à quatorze heures ni la nouvelle cuisine où elle n'est pas.

De La Neuve-Lyre, par des petites routes qu'il vous faudra découvrir carte en mains en remontant la Risle si charmante, si paisante, vous gagnerez Le Bec-Hellouin.

Au Bec-Hellouin il y a, évidemment, l'abbaye célèbre qui mérite une visite (fondée en 1034, haut lieu de la pensée au onzième siècle, ruinée par la guerre de Cent Ans, les bâtiments ont été reconstruits aux dix-septième et dix-huitième siècles). Mais encore il y a l'abbaye (tél. 44.86.02, fermé lundi soir et mardi). De vieux Parisiens se souviennent peut-être que j'ai souvent chanté ici les louanges (mais je parle de longtemp) d'un restaurant de l'avenue de la République : l'Armorya. Aline Serpent y était en cuisine, et lui, géant roux, débordant et plaide, veillait à stimuler l'appétit et l'amitié des clients. Les voici au Bec-Hellouin, et je regrette parfois de n'y pouvoir aller aussi souvent que dans le onzième arrondissement. Mais la cuisine est la même : honnête à la crème, aux herbes, lapin au cidre, tarte aux pommes. Et le vieux calva du patron ! Et quelques chambres confortables ! Et le chapitre des souvenirs !

Remontant la Risle jusqu'à sa source, près de Conteville, vous découvrirez si vous ne le connais-

sez point encore un vrai village normand d'opérette avec, devant l'église, son auberge. Ici, c'est celle du Vieux Logis (tél. 57.60.16, fermé le mercredi). Le patron, M. Louet, cuisine classiquement, mais, sur les petites nappes rouges de son auberge, les saint-jacques grillées ou la poularde à la crème prennent des allures d'aventure du dimanche au pays des Bovy (comptes 70 F). Alors, vous redescendrez vers Pont-Audemer, et de là, à Cam-pigny pour arriver enfin à La Pommeraye et retrouver Le Petit Cœq ancré de la rue de Budapest jusqu'aux champs normands. Voici donc Le Petit Cœq aux Champs (tél. 41.04.19) de Francis Pommier et de sa gentille épouse. Un des derniers (en date) et des premiers (en qualité) des Relais de campagne. Neuf chambres et deux appartements confortables mais remarquables. Une cuisine étonnante. « Déposée d'artifices », dit le Kießer. J'en sais qui la trouvent trop peu salée. D'autres que l'addition est, elle, trop salée. Je dirai simplement ceci qu'il y a là une chambre de rêve, une cuisine de roi, un cœur de cuisinier, et que tout cela se paie.

LA REYNIERE.

UNE HALTE EN MOINS SUR LA RN 7...

Sarrasat, le grand cuisinier de Saint-Germain-le-Puy (Allier) n'est plus. S'il est couronné chez certains confrères de ne disputer la découverte d'un restaurateur de talent, et si je fus (à y a déjà près de cinq lustres) le premier à en parler, je ne prétendrai point cependant avoir découvert Sarrasat. C'est mon ami Jacques Aletti, seigneur hôtelier de Vichy, qui m'y emmena la première fois (Sarrasat avait travaillé en son Carillon). Ce fut « sublime ». En cent autres repas, depuis, pris dans cette modeste maison de village, je me souviens pas d'un « low-pé », comme on dit dans le métier. Les écrevisses à la crème et au Persil-Joué, admirables. Les frites (milles et une feuilles, comme disait Jean Rigaux !), un simple rognot d'épave de moulin, ses arbrés à la mûre, son liture à la royale en saison. Saint-Germain-le-Puy ne sera plus une halte sur la RN 7, entre les Temples et les Troisgros. Nous n'entendons plus les grondements de colère et le rire d'amitié de cet homme qui ne vivait que pour bien faire la cuisine qu'il aimait. — L. R.

Rive gauche
restaurant QUASIMODO
033-63-60
42, quai d'Orléans 75004 Paris
fermé le dimanche et lundi
ouvert en juillet et août

Rive droite
Lady L
Déjeuners d'affaires Dîners Joyeux
"JOURNÉE MARIAGE, CÉRÉMONIE ET FIANÇES"
Le S. de l'Industrie avec CHRISTIAN JONARD
4, rue Babouin (5^e)
Réservation: 225.21.95 et 92.99

TERMINUS NORD
824.48.72
OUVERT EN AOUT
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

le soufflé
ANDRÉ FAURE
sa bonne cuisine française
est aussi modérément
SALLE CLIMATISÉE
28, rue de Montmorency - 75001
Cordialement recommandé 228.27.18

LES FRÈRES PERRAUDIN
Ou à Honnord à la crème
vous proposent leurs spécialités
AU HOMARD FRAIS
18, rue d'Hauteville (10^e)
OUVERT EN AOUT
F. dim. et lundi - 770.41-05

Restaurant JACQUES CAGNA
OUVERT EN AOUT
14, rue des Grands-Augustins,
75006 PARIS. Tél. : 338-49-38.

Julien
OUVERT EN AOUT
16, rue de Fg Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770.12.06
T.L.S. jusqu'à 1 h. 30, fermé le dim

LE TOTEM
PANDORA UNIQUE A PARIS - TERRASSE
DEJEUNER - DÎNER - REPAS D'AFFAIRES
Maison de l'Homme - Fermé mardi
PALAIS DE CHAILLOT - Tél. 90-48

Environs de Paris
Le Cygne
22, av. de Paris, 94 - Vincennes
« Le Cygne aux Ferrasses »
JARDIN D'ÉTÉ
« LE RESTAURANT D'AFFAIRES DE L'EST
PARISIEN », M. de l'Est, « Dîner's Club »
328-93-96 - F. dimidi soir

42 km de Paris N.E.
Dessins de l'Est et de l'Est
EN AOUT
DINERS AUX CHANDELLES
EN PLEINE CAMPAGNE
Maison de l'Est
FONTEIN TREMBAY 14.4
77010 - Tél. 402.21.17

DOMAINE DE VILLEQUIER
Restaurant panoramique
sur les bords de la Seine
RÉSIDENCE HÔTELIERE
de QUALITÉ
dans le cadre d'un beau parc
SALONS de réceptions
Tél. : 75 (20) 94.33.33 - 94.33.99 - Tél. : 94.33.99

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

| | | | | | |
|--|---|---|---|--|---|
| <p>ALÉSIA LA BONNE TABLE, 43, rue Priant, 339-74-81. Dîner spéc. polonois. Parking. F. dim. dim. Fermé du 1^{er} au 31 juillet.</p> <p>ANVERS RELAIS NORMAND, 32 bis, rue d'Orsel, 606-02-57. Spéc. Normandes. Menu : 28 F S.C. P. dim. soir/lundi.</p> <p>AVRON RIBATEJO, 6, rue Planchat, 20. F. max. 370-41-03. Dîners Spéc. Guit.</p> <p>BASTILLE LE MALOUF, 6, rue de la Bastille, 372-33-44. Tien spéc. tunisien. T.L.J. Michoud 21, coudeuse 14, broche 18 dans cadre élégant et confortable.</p> <p>BONNE-NOUVELLE LE HONARD A LA CREME, 18, rue d'Hauteville, 770-41-05. P. dim. lun. ouvert tout l'été.</p> <p>BUTTE MONTMARTRE BEAUVILLIERS, 52, r. Lamarck, rts 254-19-50. Cadre personnel (re-tas créées et retrouvées), terrasses.</p> <p>CHAMPS-ÉLYSÉES LES GRANDS HOTELS HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Élysées, 389-33-01. Sa formule au bar 20 F. boisson et service comp. hâtant. 47 F + carte.</p> <p>RESTAURANTS LE NAPOLEON, G. F. Baumann, présente sa choucroute au poisson ainsi que ses spés de la Mer 73-1-25-00-00, 38, avenue de Friedland. Ouvert tout l'été.</p> <p>Rue Pierre-Charron N° 25 JOSEPH, 339-33-25 Cuisine française traditionnelle</p> | <p>Avenue des Champs-Élysées N° 142 COPENHAGUE, 1^{er} étage. Fermé en août.</p> <p>FLORA DANICA, sur jardin fleur et ombragé ELY, 20-41. Spéc. dan. et scand. Assiette d'œuvres Danols. Festival du Saumon. Ouv. en août.</p> <p>CHERCHE-MIDI TAVERNE BASQUE, 45, r. Ch.-Midi (9^e), 221-51-07. Menu spécial Torro 35 F. Fermé lundi. Fermé du 5 au 22 août.</p> <p>ÉCOLE MILITAIRE CANTINE GRILL, 73, avenue Suffren, 734-00-54. Spécialités de poissons. Dîner matin unique à Paris. Fermé du 1^{er} au 29 août inclus.</p> <p>ÉTOILE LE NAPOLEON G. F. BAUMANN, dans son excellent restaurant, vous recrée tout le monde d'été, 38, av. de Friedland, 227-99-50. T.L.J.</p> <p>LE RUDE, 11, av. Grande-Armée, 727-13-21. Le soir menu à 25 F. Ouvert en août.</p> <p>FAUBOURG MONTMARTRE Rue du Faubourg-Montmartre N° 1 LE SIMPLON, T.L.J. 624-51-10. Spéc. italiennes et pâtes fraîches. Fermé du 1^{er} au 17 août.</p> <p>N° 12 AUBERGE DE RIQUERWINE, 710-02-32. Dîners. Dîner. Soup. Ouvert tout l'été.</p> <p>GARE DE L'EST ARMÉE DE COLMAR, 13, r. 8-Mai-1945, 306-54-50. Spécial. alsaciennes.</p> <p>GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-08 Spéc. F. dim DELICES DE CRÊME, 46, r. Châtea, T.L.J. 307-45-16 Patron chinois août fournaux Ouvert tous l'été</p> | <p>GARE DU NORD TERMINUS NORD, 23, r. Dunkerque, 824-48-72. Spécial. alsaciennes. Ouvert en août.</p> <p>GRANDS BOULEVARDS LA COTRIADE, 4, rue de la Lune, 222-02-04. P. dim. et dim. P. dim. des théâtres. Ouvert jusqu'au 31. 30. Fermé du 1^{er} juillet au 22 août.</p> <p>LES HALLES A LA GRILLE, 50, r. Montorgueil, 216-34-54. P. dim. du jour et ses vins. Fermé en août.</p> <p>CAVRAU F.-VILLON, 84, r. Arbre-Sec, 238-10-22. Ouvert jusqu'au 6 h. 30.</p> <p>Rue Pierre-Lescot N° 4 AU GRAND COMPTOIR, 223-56-30. P. dim. a. et d. Ses grillades. Ouvert en août.</p> <p>Rue Etienne-Mercier N° 19 CHEZ FERRAT (ex-Monty) même cuisine, 608-02-04. Ouvert en août.</p> <p>Rue Coquillière N° 13, ALSACE AUX HALLES, GEN 74-24. Jour et nuit Spéc. nls. Ouvert en août.</p> <p>MABILLON LA FOIX, 2, rue Clément (5^e), F. dim. 325-77-06. Alex aux fournaux. Ouvert en août.</p> <p>MAUBERT-MUTUALITÉ MAHARAJAR, 12, bd St-Germain, 5, 033-26-07 Sp. ind. Men. 25 F. Ouvert en août.</p> <p>MADELEINE LE MAZAGRAN, 5, r. Ch.-Lafayette, 263-74-38. Villa d'été. Cadre d'été. Fermé samedi et dimanche. Fermé du 1^{er} au 31 août.</p> <p>MARAI GRILLE de MARAIS, 13, r. Turbigo, 222-02-04. Cuisine d'été. Fermé dim. Fermé du 15 au 31 août.</p> | <p>MONTMARTRE - PIGALLE AUB. DU CLOU, 30, av. Trudaine, 578-32-48. Brèrerie chaud, du Cerd. Fermé du 16 août au 1^{er} septembre.</p> <p>MONTMARTRE CREZ BANSI, 3, place du 18-Juin, 548-06-42. Gie brasserie alsacienne. Ouvert tout l'été.</p> <p>ASSA FILA, 5, rue Sainte-Beuve, 549-07-22. F. fin couscous. Festins. Fermé du 1-8 au 1-9 inclus.</p> <p>N° 9 bis ATOSSE, 89, 89-83. Mchoud rôti charbon de bois dans la salle. Fermé du 1^{er} au 31 août.</p> <p>NATION LE BOUCHOT DU TRONE, 5, av. Trône, 343-23-13. Dég. d'aff. Dîners. Ouvert en août.</p> <p>NOTRE-DAME FORT ST-BERNARD, 33, qu. Tournelles 238-37-28. Cuisine. Pât. Ouv. d.</p> <p>CARREFOUR ODEON LA MENANDIERE, 12, rue Sponon, 033-44-30. Dîner aux chandelles.</p> <p>OPÉRA DRUGSTORE OPÉRA, 5, bd Capus, 033-08-50. 8 restaurants, 20 boutiques de 9 h. 30 à 2 h. du mat.</p> <p>LE FAILLARD, 38, bd des Italiens, 524-49-61. T.L.J. Ses huîtres et pois. Ouvert tout l'été.</p> <p>TABLE DU ROY, 10, cité d'Antio, 262-53-42. Cadre d'été. Spécialités.</p> <p>CLUB BAUSMANN OPÉRA, 3, rue Talbot, 234-82-78 et 51-08. Salons de 4 à 300 couverts.</p> <p>PALAIS-ROYAL OSAKA, 103, r. St-Honoré, 280-60-01. Spécialités japonaises. Jusqu'à 23 h. Ouvert tout l'été.</p> | <p>PANTHÉON LE TROIS ET DREI, 19, r. Laplace, ODE 83-75 F. dim. ouv. apr. min.</p> <p>PLACE PEREIRE N° 9 DESSIERE, maître d'œuvre. Jusqu'à 1 h. du matin. 754-74-14. T.L.J. P. dim. grillades, ses spés. Fermé du 1^{er} juillet au 31 août.</p> <p>PLACE SAINT-CHARLES LA MASCADE, 45, r. Harcourt, 15-577-68-63. Cadre 1925. Menu 62 F t.c.</p> <p>PORTE DE VERSAILLES LE MONTESQUIEU, 380, rue Vaugrard, 328-47-48. P. dim. 63. Son assiette, 13 F.</p> <p>RÉPUBLIQUE LE BOCK LORRAIN, 27, bd Ma-genta, 208-17-28. Spécial. lorraines.</p> <p>RÉPUBLIQUE-MÉNILMONTANT LA MARINIÈRE, 96, r. Oberkampf, 11^e, Tél. 357-44-03. Menu 45 F. s.c. carte s.c. P. dim. 63. Spécialités, crudités, grillades. Dégust. aff. Parking sans. Dîners fin de bois.</p> | <p>SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIN, 1, rue de Vienne, 322-02-02. Cassoulet 30 F. Conf. 30 F. Fermé du 1^{er} au 31 août.</p> <p>SAINT-GEORGES Rue Saint-Georges N° 25 T. COZ, 578-43-95. Tous les poissons.</p> <p>Rue Notre-Dame-de-Lorette N° 44 CHEZ MAUREL, 374-44-08. T.L.J. Menu 38 F. vin et serv. comp + carte.</p> <p>SAINT-MARCEL NAVY CLUB, 58, bd de l'Hôpital, 335-01-04. Huîtres. Coquill. Spécialités. 18 h. à l'heure. Fermé lundi et férié. Fermé du 2 août au 2 sept. inclus.</p> <p>SAINT-MICHEL LA COCHONNAILLE, 21, rue de la Harpe, 633-95-51. Son assiette, 13 F.</p> <p>VAUGRARD TY COZ, 335, r. Vaugrard-15, 328-42-49. Cuisine bretonne et coquillages. Fermé du 6 au 22 août.</p> <p>LA TAVERNE ALSACIENNE, 226, r. de Vaugrard, 328-80-40. La meili. choucroute de Paris.</p> <p>VILLIERS EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-07. F. mardi soir. Mer. banq. jusqu'à 100 couv. Pâtes, charnols. Fermé août.</p> |
|--|---|---|---|--|---|

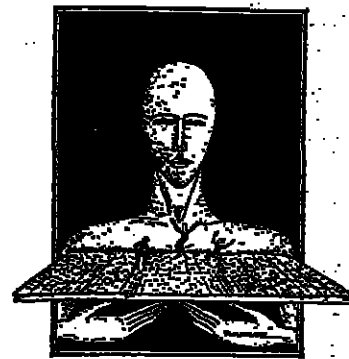
Environs de Paris

| | |
|--|--|
| <p>HALLS DE RUNGIS ALBAN DUPONT, 728-03-78. F. dim. Ses spécialités viandes et poissons.</p> <p>GRAND PAVILLON, 688-98-94. P. dim. crust., fruits mer. Ouv. j.-n. F. dim.</p> <p>BARBIZON AU GRAND VERGER, 066-40-44. Ses Edits au feu de bois. 58 couv. F. 3 août-3 septembre.</p> | <p>VALLÉE DE CHEVREUSE LE VAL COURCELLE, 507-53-23. Dég. d'aff. récept. Séminaires dans cadre magnifique. MENUS 25, 35, 45 s.c. + carte. A 100 m. station Courcelle. Près de Gix-sur-Yvette. Fermé dimanche soir et lundi soir.</p> |
|--|--|

هنا من الأمل

ARTS ET SPECTACLES

Culture



Du sport et des artistes à la « fête de l'Humanité »

● C'est donc la tradition : événement politique et culturel dont les bénéficiaires vont au quotidien et à la presse communiste en général, la fête de l'Humanité revient avec le mois de septembre. C'est une tradition, mais le renouvellement est de rigueur : d'une année à l'autre, ce n'est jamais la même fête. Absent jusqu'ici, le sport fait son apparition. 1976 étant l'année des Jeux olympiques, c'était une bonne occasion pour introduire cette « composante de l'activité culturelle » qui manquait à la fête de l'Humanité pour être le reflet de la réalité sociale : le plus fidèle possible (1).

● « Sport de masse et sport de haut niveau » : dans la politique sportive du parti communiste, ils ne sont pas « opposables » mais « complémentaires », et la fête leur accorde une égale importance. Des débats (« sport et développement humain », « sport et loisirs à vendre », « le sport dans la cité », « le sport et les femmes », etc.) prolongeront — et vice versa — les manifestations qui auront lieu dans le parc des sports de la Courneuve et sur différents sites.

La, un tournoi de football à six fera participer trois équipes d'entreprise et un meeting international d'athlétisme (qui s'étendra sur toute une semaine) rassemblera champions nationaux et internationaux (de nombreuses « médailles d'or » des Jeux olympiques sont attendues). Ici, un match de hockey sur glace se disputera ou bien ce sera du patinage artistique : une patinoire de quatre mille places a été aménagée. Au théâtre de verdure se succéderont des démonstrations de karaté, d'aïkido, de tennis de table, et le théâtre de l'Unité interprétera un « football-drame » : « Phénomène football ». Enfin, le thème de l'opposition, cette année, sera « les hommes, leur image et le sport ».

● Le jazz sera également prépondérant, avec Archie Shepp, Max Roach, Charlie Mingus et d'autres. Maurice Réjart viendra avec son Ballet du XX^e siècle : la grande scène lui appartient à deux reprises, le samedi soir et le dimanche soir, pour « la Golestan », « l'Océan de feu » et une improvisation sur une musique de Pierre Henry. Sur la grande scène aussi, un programme international de chansons, qui réunira José Afonso, Louise Forestier, Julien Clerc, Claude Nougaro, le groupe Quilapayún et Mercedes Sosa. Il y aura d'autre part un chapiteau exclusivement consacré aux artistes d'humour, où viendront Zeno, Dimitri, le mime Marcel, quelques-uns encore.

Et puis le cirque, et puis du folklore, yougoslave, sud-américain, et d'autres chanteurs, et puis du théâtre : le Volksbühne de Berlin-Est, dont on vient de voir « Comme il vous plaira » à Avignon, montrera deux pièces de Brecht, « Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny », et « la Mère ». Quelque part aussi, le palais de la moto, la cité du livre, six cents stands, dont celui du comité central.

Cette année, le prix de la victoire qui donne droit à tous les spectacles a augmenté : il passe de dix à douze francs.

* Parc paysager de la Courneuve, les 11 et 12 septembre.

(1) Couronnement, au bulletin de 19 heures, jeudi 5 août, sur France Inter, la seule information concernant cette manifestation était l'annonce du défilé de Guy Druet, « en raison d'engagements antérieurs ».

Images d'une révolution sur le sommet du Kochersberg

Le sommet du Kochersberg. Des amis s'interpellent, des familles se rassemblent, une foule qui parle d'abord l'alsacien ou l'allemand que le français s'installe sur les gradins montés par les élèves du stage national d'art dramatique, que dirige Paul Sonnendruker.

C'est dimanche soir, le ton et les manières sont gaies. C'est « la fête », comme le souligne la présence de la fanfare locale. Pour tant ce n'est pas une festivité ordinaire à laquelle on s'apprête à participer dans les fossés de ce château, qui depuis longtemps n'est plus qu'une silhouette à l'allure suggestive : ce soir on va au théâtre — ce théâtre cher à la tradition rhénane — pour se distraire, pour se retrouver, pour voir aussi ce que font ces jeunes qui ont fait tant de bruit dernièrement dans le pays.

La fanfare s'éloigne, les lumières s'éteignent et dans la nuit à peine tombée s'élèvent les échos des temps troubles de la République naissante.

Un sermon en allemand introduit le drame murmuré dans la foule. Puis des fidèles sortent de la cathédrale de Strasbourg et commentent l'événement. Nous sommes en 1792, au moment où le Bas-Rhin est particulièrement troublé sur la question religieuse car la plupart des ecclésiastiques ont rejoint la « constitution civile du clergé ». Le prédicateur est, Euloge Schneider, moine allemand, ardent défenseur de la jeune constitution et vicaire épiscopal. Il se déclare ennemi tout à la fois de la violence et du cultisme des prêtres, il provoque de ce fait admiration, scandale et fanatisme.

Dans une scène pittoresque et animée, les délégués du département sont réunis pour élire des représentants. Deux groupes s'affrontent : les Feuillants (« Allez-vous envoyer à Paris des va-nu-pied et des franc-maçons, dont certains sont venus de l'étranger pour brader notre chère Alsace ? ») et les Jacobins (« Croyez-vous sincèrement que des hommes comme moi veulent pactiser tout d'un coup avec les hommes de la contre-révolution ? »). Après la victoire des Jacobins, l'ennemi est dénoncé : c'est la chasse aux contre-révolutionnaires qui commence. Scène de marché aux puces de Strasbourg (le public s'amuse, s'écroule aux planches, en alsaciens). Le crieur interrompt ce brouhaha familial : il annonce que la patrie est en danger, que les hommes sont régu-

sionnés. Puis le cloche de Strasbourg sort de l'ombre pour annoncer à sa concorde de Priebourg, à l'autre bout de la colline, que la tête de Louis XVI est tombée.

Nous sommes maintenant en 1793 et la guillotine grandeur nature, plantée sur le sommet de la colline, fait — ne contre-éclairage — passer les sentiments d'effroi et d'angoisse qu'elle du inspirer. Dans les collines du Kochersberg, les paysans du Bas-Rhin ont pris le maquis (la scène est entièrement en alsacien, le public applaudit). Un officier venu parlementer avec les rebelles jette un « Vous l'aurez vu » : on a compris.

Petit à petit, Euloge Schneider devient un tyran odieux et lui il fait régner « la terreur » ce qui est exprimé par une grande fuite traitée avec les moyens d'un réalisme épique, qui n'est jamais ridicule parce que l'espace est totalement envoyé.

Par des scènes familiales (le bavardage des lavandières) des scènes politiques (discussions entre Jacobins) par des tableaux frappants (montrés à l'échafaud des trente-et-un condamnés à mort), on suit la mort d'Euloge Schneider, est inévitable. Il sera arrêté, envoyé à Paris, condamné à mort par une justice expéditive qui le condamne non pas pour ses fautes politiques, mais pour avoir échappé au contrôle de ceux qui entendaient posséder l'exacte conception du droit chemin. Lui qui avait soutenu une justice totale, implacable, incorruptible, voilà qu'il va mourir par le jugement d'une justice injuste, sourde et corrompue.

Quand l'histoire est racontée comme une épopée, elle est vécue comme un mouvement et non plus comme un regard. Elle prend la dimension du lieu tout en s'appropriant pour le temps d'une soirée l'imaginaire de ceux à qui

elle s'adresse. La mise en scène en vingt-trois tableaux favorise la vie parce qu'elle permet d'analyser une situation à partir de multiples points de vue, lieux qui permettent une diversité des interprétations aussi grande que la diversité des regards à porter. La représentation des mouvements populaires a acquis, depuis 1789, 1793, le caractère d'un bonnet rouge, une esthétique qui emporte l'adhésion immédiate de publics nouveaux au théâtre, et s'inscrit de ce fait pleinement dans les préoccupations d'animateurs socio-culturels.

« Si je me suis mis à écrire, dit Paul Sonnendruker, c'est pour exprimer ce désir profond de parler de l'Alsace à ceux qui ont hérité de ce passé riche et contradictoire. Depuis plus de dix ans, je m'attache à l'animation culturelle de cette région et à la formation des jeunes. Lorsqu'on se déplace pour mes spectacles, que l'on s'y amuse, que l'on y réfléchit, et que l'on y revient, alors j'ai le sentiment de ne pas me tromper. »

Il fait froid maintenant sur le sommet du Kochersberg. Les résonances de cette histoire ancrée dans la transmission orale (plus de 45 de la population locale conservent le souvenir du « despotisme de la liberté », nous apprend une enquête menée par les élèves du C.E.G.) se perdent un peu dans la torpeur du vin chaud alsacien servi à l'entracte. Mais il reste l'entraide des jeunes acteurs dansant sur l'air de « Ce sera, ce sera, les aristocrates à la lanterne », et l'énorme travail de Paul Sonnendruker qui a su si justement mettre en scène, à travers cet épisode de l'histoire alsacienne, la phrase de Jean-Paul Saint-André : « Il faut savoir si, sous prétexte de liberté, on peut tuer la liberté elle-même. »

LAURE DEBREUIL

Formes

Du nouveau sous le soleil

Le soleil méditerranéen renoué, depuis dix ans et plus, à Saint-Tropez, semble briller par son absence dans les tentes où s'enfonce Ammi Clavé. C'est méconnaître le pouvoir destructeur, le cauchemar magique d'un art que les peuples les plus exposés à ses rayons lui attribuent, avec d'excellentes raisons. De là pousser à lui donner le bon rôle dans l'évolution actuelle de l'art, à prétendre qu'il a aboli toute figuration dans une œuvre aussi diversifiée au cours des années mais animée de la même sombre ardeur, serait peut-être juger trop influencé par des contingences climatiques le tempérament propre de Clavé. « Ma peinture est toujours la même, seulement les thèmes ont changé », disait-il naguère à Gérard Xuriguera (Pintores españoles de la década de París).

Ses récents collages (1), qui s'achèment vers le bout de la nuit, nous apportent au moins la joie sensorielle d'une riche matière. Des transparences rugueuses salissent des fragments de vieux ou se dressent en filigrane le dessin de quelque brocard. Tous combinés avec des flèches de peinture, des papiers froissés, des bouts de carton ondulé, voire des citrons-pores, qui apportent une lueur d'espoir dans une obscurité bouchée, comme ces taches de couleur, ces minuscules taches rouges, ces traces bleues. Un unique petit point rouge fait parfois vibrer les masses endormies, ou alors deux boules rouges et une bleue sont posées sur un rectangle plus clair, l'arcure ouverte sur un monde aussi clos. Pas de figuration, « avons-nous laissé entendre ? Sans doute, si les empreintes de mains humaines ou d'arcs de poissons, gaffés sur ces parois carcérales, doivent de préférence être interprétées comme des signes. Signes de mort plutôt que de vie, pour-on objecte. Mais l'homme qui a combiné ces contours du hasard, qui a organisé ces chaos, est bien vivant, lui, et même pour qui réponde à considérer leur enlacement comme un exercice, sa

prodigieuse vitalité, qui se heurte de vous parus aux parois qu'il a lui-même édifiées, empêche de croire à une telle certitude.

La même galerie Tallien, préservée par une garde de plus, de laudateurs roses et d'autres écans aromatiques, au flanc d'une colline, accueille — les locaux sont vastes — deux autres artistes : l'indien Campigli et le Yougoslave Marko.

Pourquoi de tels contrastes, qui d'ailleurs ne jurent pas entre eux ? Parce que, parler de la nuit, c'est Saint-Tropez, comme point d'ancrage et y ont pensé la majeure partie de leur existence. Parce qu'une solide amitié les unissait tous les trois. Les uns et les autres. Massimo Campigli est mort il y a quelques années. Ses fameuses « femmes-amphores », icônes impassibles, figures souvent polymorphes comme autant d'apparitions dans leurs alvéoles individuelles, se détachent sur des fonds pâles, imprimés par ceux des tracées peintes, vert jade, beige, rose. D'une présence obsédante, et pas seulement par leur répétition, ces silhouettes simplifiées se confondent souvent avec les motifs décoratifs qui eux aussi rappellent les images archaïques.

Rien de commun, à première vue, avec le dynamisme informel, passionné, de Clavé, ni avec le réalisme sensible, naïf, muet, lyrique, de Marko Celibovic. On sera d'abord séduit, ravi, par le métier de ce dernier, par la plus à la fois généreuse et fluide de ses grandes compositions. On sera attiré par ses nuances mortes où les blancs jouent et gagnent parce qu'ils clarifient l'espace qui circule autour des objets les plus quotidiens, tables, verres, vases, etc., de nuances violentes et raffinées, excentrique des dimensions blanches. Il se construit d'un érudition les variantes lorsque ces toiles se présentent sous deux ou trois versions juxtaposées.

Mais Marko va plus loin que l'hédonisme pur, que la représentation savoureuse des objets qu'il a sous les yeux. Et c'est là que, en dépit des divergences, il rejoint ses deux compères. Par une plongée dans le rêve, par un décollage dans un univers « métaphysique ».

Le rêve, le rêve sans frontières, on le retrouve dans le premier hommage que la galerie Alphonse Chave (2) rend à son regretté fondateur : Les Amis d'Alphonse Chave. Certes, comme le rappelle Madeleine Chave, il « s'agit pas un marchand de tableaux ordinaire », et j'en puis témoigner personnellement. Ce rendez-vous inaugural rassemble quatre des artistes qu'il a choisis et aimés (il ne se préoccupait guère de leur notoriété, il ne connaissait que son plaisir), Manou Ponderon, Paul Lambert, Hélène Ranger et Peter Deldack, qu'il avait aussi exposé à Paris. Tous réunis à happen le surréel.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie Tallien, Saint-Tropez.
(2) Galerie Alphonse Chave, Venise.

Profitez de Paris au mois d'août : allez chavirer le tango dans les dernières académies.

Un film de
STANLEY KUBRICK
ORANGE MECHANIQUE
Distribué par Warner-Columbia Film. INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS
FRANCE-ÉLISÉES TO HOUTEFUILLÉ TO IMPERIAL V
MONTFARNASSE PATHE V CARAVELLE V
MARLY/Enghien / CLUB Maisons Affair / VÉLIZY N/Vélizy
P. B. Cergy Fontaine

Profitez de Paris au mois d'août : allez surveiller les travaux des Halles.

FESTIVAL
ESTIVAL
DE PARIS
Faculté de Droit -
Assas
11 Août
à 20 h 30
soirée MOZART
avec l'Orchestre de la B.R.T.
direction Fernand Terby
PHILIPS
Concerts disque n° 6500 773

Profitez de Paris au mois d'août : vous partirez au Club en Septembre.

Club Méditerranée
80, rue de la Harpe, Paris 5
Place de la Bourse, 75003 Paris Cedex 02
Tél. 266.52.52
1000 Bruxelles, rue Ravenstein, 58
Genève 28, quai Général Guisan
Agence Héros Voyages de votre ville

Profitez de Paris au mois d'août : allez dîner au Club à Neuilly.

interdit aux moins de 13 ans

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

ENTENDU

Des histoires en tranches

En « pilant » un peu, en sacrifiant parfois une fin ou un début, l'auditeur-télé spectateur pris d'ennui pourrait jouer à la marelle du feuilleton du matin au soir. D'autant plus si l'on considère que tout programme renvoie à son prolongement : une émission régulière, un débat, l'information, sont « à suivre » — la vie elle-même n'étant pas autre chose qu'un mille-feuilleton.

Rien que sur France-Culture, deux rendez-vous quotidiens ont reçu le label : le tour de la France par deux enfants à 9 h. 7 et Ramona à 19 h. 30. Moby Dick et la Véritable Histoire de Grégoire, l'un à 13 h. 30, l'autre à 14 h. 20, ayant été dotés d'« épisodes », ce sont également, de toute évidence, des feuilletons.

Chaque fois que ces émissions ont été adaptées d'un texte qui a déjà vécu sa vie propre, en effet, le respect, il s'imposait, en effet, de conserver la voix originale, lorsque l'intérêt était d'ordre historique. Ramona, dont France-Culture a fait une des quatre composantes de la série « L'Amérique des pionniers », a été écrite par une Américaine, Helen Jackson. Elle s'était émue des conditions de vie imposées aux Indiens de Californie, qu'on

l'avait chargée d'étudier vers 1850. Moby Dick est un « bon sauvage » sympathique : « Quel noble garçon », soupire le jeune maître de l'école. C'est de l'histoire pour minidettes (Ramona aime l'Indien; elle n'en a pas le droit; elle l'aime assez pour valoir les préjugés, et d'ailleurs, tant mieux, elle apprend qu'elle a du sang indien dans les veines), mais c'est tout de même un témoignage, sinon sur l'exploitation des Indiens, du moins sur la manière dont on les considérait quand on n'était pas raciste.

L'adaptation de Madeleine Ricard et la réalisation d'Evelyne Frémy ont leurs faiblesses, mais le plaisir romanesque est là, grâce aux acteurs, et elles ont dépassé la simple lecture. En revanche, le parti pris de Sylvie Albert pour le voyage d'André et Julien autour de la France a été de s'y tenir; elle a voulu garder au livre de classe son caractère, « sans dramatisation ». Et alors c'est vraiment triste. Michel Bouquet était sans doute mieux à sa place dans l'Amanieu anglaise que dans le rôle de l'instituteur-récitant.

Le Tour de la France par deux enfants, c'est très excitant à lire aujourd'hui parce qu'on y trouve toute la III^e République,

parce que le message est limpide : il n'y a pas de « gouvernement » mais une « patrie » à qui l'on doit tant, il y a l'insurrection qu'elle dispense, le travail, il y a Dieu mais pas trop, la revanche mais on ne la nomme pas — on se contente d'être Alsacien, donc Français —. La lire à haute voix n'apporte rien — pire, un tel manque de distance fatigue et inquiète.

Moby Dick procure, au contraire, les joies d'un grand feuilleton. On le doit à Jean Thibaudau, qui a adapté le roman d'Herman Melville, et à René Jantet, le réalisateur. Il y a la transposition d'un langage à un autre, une mise en ondes comme Eric Rohmer a fait une mise en scène de la Marquise d'O : il ne s'agit pas d'une interprétation (en revanche, c'est une rediffusion).

Quant à la Véritable Histoire de Grégoire, que George Sand écrit, paraît-il, pour ses petits-enfants, elle bénéficie d'une réalisation sans prétention mais efficace : Rosy Varte est sans doute une marâtre très convaincante pour n'importe quel gamin qui s'entraîne avec des délices dans les tourments infligés au pauvre Grégoire.

CLAIRE DEVARIEUX.

VENDREDI 6 AOUT

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Monsieur Silence », de J. Guillon, mise en scène Ch. Alers, avec Ch. Alers, A. Jean, E. Bulx. Des touristes égarés sont recueillis par les moines silencieux de Notre-Dame des Guettes. Chaque passage se confie tour à tour au Frère Placide, qui raconte mais ne répond pas, et au dialogue de la soirée.

22 h. 35. Hommage à Fritz Lang : « Lilom » (1934), avec Charles Boyer, Madeleine Ozeray, Florelle.

Condamné à seize ans de purgatoire, un malheureux malheureux obtient une journée de permission sur la Terre. Tourné en France, Lilom est un film un peu à part dans l'œuvre de Fritz Lang.

23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

20 h. 30 (R.). Feuilleton : Molière pour rire et pour pleurer, de Cl. Brulé, réal. M. Camus, avec J.-P. Darvas, 21 h. 35, Magazine littéraire : Ah! vous écrivez, de E. Pivrot.

22 h. 30. Série : L'Amérique des pionniers, Suzanne Prox (Miroirs d'Edmée), François Régnier (La Panthère du voyageur), Trois romanciers parlent d'eux et de leur métier.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Retransmission lyrique : « Mac-

A l'émission de BERNARD PIVROT Ah! vous écrivez FRANÇOIS-REGIS BASTIDE auteur de La fantaisie du voyageur 320 pages 39 F SEUIL

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Série : Erreurs judiciaires. Le manteau de panthère; 20 h. 55, Histoire : Les grandes batailles du passé, d'H. de Turenne et D. Costelle... Panipat (1526); 21 h. 50, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 11 y a cent ans naissait M. de Falla (suite); 22 h. 30, Entretiens avec G. Ungerer; 23 h. Réver pour l'hiver.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Ne se retourne pas, j'ai l'impression qu'on nous suit; 20 h. 30, Festival de la musique de Paris... En direct de l'église Saint-Séverin : « Motets nos 1, 2, 3, 4, de Bach, par le Bach Collegium de Stuttgart, dir. H. Rilling; 23 h. Jazz forum; 24 h. 5 partitions sportives.

SAMEDI 7 AOUT

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 30 à 20 h., programme ininterrompu avec, à 13 h. 55, Les musiciens du soir.

20 h. 30. Variétés : Si ça vous chante; 21 h. 35, Série : L'Amérique des pionniers (Chaudron d'office); 22 h. 30, Catch; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 15 h. à 20 h., programme ininterrompu avec, à 15 h. 10, le feuilleton : Jean-Roch Coignet.

20 h. 35. Téléfilm : « La Loi ». Bataille juridique autour d'un grand procès.

22 h. 30. Show Théodorakis; 23 h. 15, Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Retransmission lyrique : « Mac-

beth » de G. Verdi, livret de F.-M. Piave et A. Maffei. Réalisation D. Heather. Par l'orchestre philharmonique de Londres, direction J. Pritchard.

Avec les chœurs du Festival de Glyndebourne et le Glyndebourne Ballet, et K. Farkas (Macbeth), J. Morris (Banquo), J. Burston (Lady Macbeth).

FRANCE-CULTURE

De 14 h. à 21 h. 30, « Arrière-voies »; 20 h. Théâtre musical : « Les Troubadours », de R. Arnaud et A. Dubanel; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

21 h. En direct du Festival de Salzbourg : le violoniste G. Kremer et le pianiste O. Neuenhaus interprètent : Strauss, Webern, Schoenberg, Chostakowitch, Beethoven; 23 h. Villes d'été; 24 h. 5 partitions sportives.

FRANCE-CULTURE

21 h. En direct du Festival de Salzbourg : le violoniste G. Kremer et le pianiste O. Neuenhaus interprètent : Strauss, Webern, Schoenberg, Chostakowitch, Beethoven; 23 h. Villes d'été; 24 h. 5 partitions sportives.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Les opéras de Janáček : « La Renarde russe », par M. Caillou et M. Kundera; 22 h. 30, Instruments rares; 23 h. Black and Blue; 24 h. 50, Poésie.

FRANCE-CULTURE

20 h. 15, Studio 107 : Schumann, Schubert, Brahms; 21 h. 30, En direct du Festival de Salzbourg : Mozart, Paderewski, Brahms, par le Staatskapell de Dresde, dir. S. Ozawa; 24 h. 5 partitions sportives.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 15, Studio 107 : Schumann, Schubert, Brahms; 21 h. 30, En direct du Festival de Salzbourg : Mozart, Paderewski, Brahms, par le Staatskapell de Dresde, dir. S. Ozawa; 24 h. 5 partitions sportives.

TRIBUNES ET DÉBATS

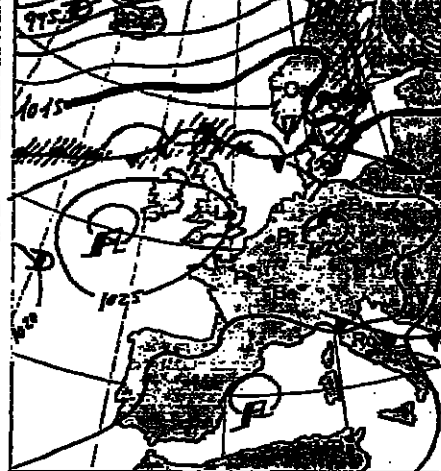
SAMEDI 7 AOUT

— Eric Tabarly sera l'invité de Jean-Pierre Elkabbach à l'émission de France-Inter 12/14, réalisée en direct de Dinard. M. Yvon Bourges, ministre des armées et maire de Dinard, sera également présent.

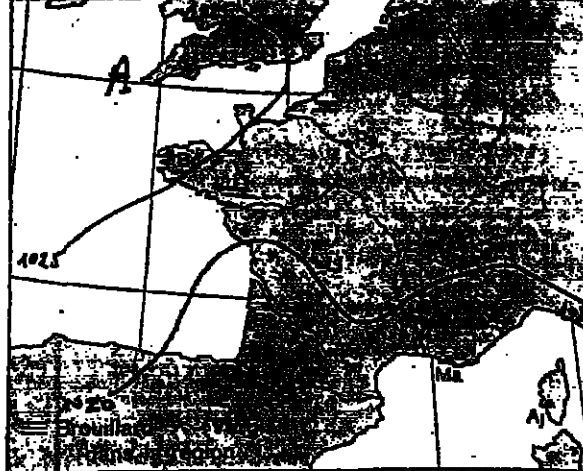
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-8-76 À 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 7/8-76 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 6 août à 6 heures et le samedi 7 août à 24 heures.

Le champ de pression varie peu sur l'Europe occidentale; on notera toutefois un affaiblissement de l'anticyclone sur le sud-ouest de la France. Le courant perturbé atlantique qui circule de l'océan à l'Espagne et à la Scandinavie éparpillera la France.

Samеди 7 août, le temps sera ensoleillé sur la totalité du pays et les températures seront généralement en hausse. Il y aura des brumes mati-

nales, surtout sur la moitié nord de la France. Dans l'après-midi, le temps deviendra plus instable sur les Pyrénées et le Sud-Ouest et quelques rares orages éclateront. Les vents seront faibles et de direction variable, sauf très localement sous les orages.

Vendredi 6 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 021,5 millibars, soit 764,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 août; le

second, le minimum de la nuit du 5 au 6): Alger, 37 et 27 degrés; Biarritz, 32 et 18; Bordeaux, 32 et 18; Brest, 31 et 10; Caen, 32 et 17; Clermont-Ferrand, 37 et 9; Dijon, 36 et 12; Grenoble, 33 et 8; Lille, 32 et 9; Lyon, 38 et 10; Marseille, 30 et 17; Nancy, 22 et 7; Nantes, 29 et 14; Nice, 35 et 15; Paris-Le Bourget, 32 et 10; Pau, 32 et 12; Perpignan, 36 et 18; Rennes, 27 et 10; Strasbourg, 32 et 9; Tours, 28 et 13; Toulouse, 32 et 12; Poitiers-Pierre, 32 et 12.

LOTO TIRAGE DU 4 AOUT 1976 n° 11

4 6 25 37 45 47

NUMERO COMPLEMENTAIRE 42

RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1)

| | |
|--|--------------|
| 6 bons numéros | 106 319,30 F |
| 5 bons numéros + numéro complémentaire | 53 159,60 F |
| 5 bons numéros | 22 149,80 F |
| 4 bons numéros | 206,80 F |
| 3 bons numéros | 12,60 F |

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT

374 113,50 F

PROCHAIN TIRAGE LE 11 AOUT 1976

VALIDATION JUSQU'AU 10 AOUT 1976 APRES-MIDI

REGISTRAR GENERAL DE LA LOTERIE NATIONALE

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 6 août 1976 : UN DECRET

Relatif au premier concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ouvert en 1976.

Le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses publiés par l'Etat en vertu d'un décret accordant une récompense pour actes de courage et de dévouement; décret et arrêtés conférant la médaille pénitentiaire; arrêté portant attribution de la médaille de l'éducation surveillée; décret portant attribution de la médaille d'honneur des douanes; citations à l'ordre de l'armée; arrêté portant attribution de la médaille de la gendarmerie; décision portant attribution d'une récompense pour actes de courage et de dévouement; décrets portant promotion et nomination dans l'ordre des palmes académiques; arrêté portant attribution de la médaille d'honneur des eaux et forêts; arrêté portant attribution de la médaille d'honneur du travail; décrets portant promotion et nomination dans l'ordre du mérite maritime; arrêtés portant promotion et nomination dans l'ordre des arts et des lettres.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1528

HORIZONTALEMENT

I. Ouverture d'une exposition; Ont plusieurs arcs pour une seule flèche; II. Facilité une audition; Annonce une restriction; Fragment de vase; III. Lettres d'amour; Est idéal pour couper la poire en deux; IV. Quel désordre!; V. Un point dans l'eau; Possessif; Bonde à être ramassée; VI. Précise une possession; Agréable ou contraire; Fuit; VII. A généralement une bonne tête; Dans la boîte d'un vieillard généreux; VIII. Sano-tisme une défaite sportive; Prend les angles; Terme musical; IX. Court dans le désert; X. S'éteint dans un XIV soufflé ultime; Sait donc ce qu'elle veut; Ce n'est pas sans raison qu'on les jette; XI. Permet de fixer; Ebranlée; Désigne une personne de haut rang; XII. Se classent donc parmi les primates; Les larmes en sont une solution; XIII. Résume collectivement un programme de réfection salubre; Expression de boudoir; XIV. Etroitement surveillé; Ne s'attendrissent pas; XV. Ecœuré; Pour eux, la vie n'est pas chère.

VERTICALEMENT

1. Parti ou revenu; Où bien des hommes se sentaient irrésistiblement attirés par des fillettes; 2. Terme musical; Un brillant problème; Profère par Alcibiade; à l'adresse de son chien; Morceau de pain; 3. Ebouit; Introduit; Pronom; 4. Mesure; Tissus; Court; bouillon; 5. En Amérique; Contre les rues; 6. Dépourvu; Préfixe; 7. Canton de France; Ne retranche pas; Fonça; 8. Le rocher tout autant que les côtes; Concourent à un embellissement; 9. Pronom; Pas livré; Pour s'en servir, il faut savoir régler; 10. Bête à cornes; Réjouissances mythologiques; Possessif; 11. Hantait les bois; A l'écart; Heureux par définition; 12. Ne se font pas prier pour suivre le bœuf; Chances de pièce; 13. Coule en de vertes régions; Stige virginal; Grecque; 14. Pronom; Au bout du monde; Leur royaume n'était pas de ce monde; 15. Titre d'affaire; Peu durables.

Le Monde

Service des Abonnements

75427 PARIS - CEDEX 09

G.C.P. 4297 - 23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)

90 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE

165 F 310 F 455 F 600 F

ETRANGER par messageries

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE

215 F 218 F 307 F 400 F

II - TUNISIE

125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

ODOUL

Garde-meubles

208 10-30

مكتبة الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

DANS LE MIDI DE LA FRANCE

La grève des agents de conduite S.N.C.F. est très largement suivie

À la direction régionale de la S.N.C.F. de Marseille, comme de source syndicale, on indique que la grève des agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. des régions de Marseille, Montpellier et Toulouse, déclenchée pour protester contre la création d'un nouveau grade (le Monde du 5 août), est très largement suivie.

Selon les syndicats, le pourcentage de grévistes atteint presque 100 % dans un grand nombre de dépôts, comme à Avignon et Miramas. La direction générale annonce pour sa part 90 % de grévistes à Marseille et Narbonne. Huit trains sur la ligne Paris-Vintimille ont été livrés à Marseille et onze sur la ligne Marseille-Avignon - Montpellier - Bordeaux, ainsi que plusieurs trains omnibus ont été supprimés.

Le mouvement des agents de conduite, qui a commencé jeudi 5 août à 20 heures dans la région de Montpellier et vendredi 6 août à 4 heures dans les régions de Marseille et de Toulouse, doit se terminer samedi 7 août à 6 heures. Mais les fédérations des cheminots C.G.T. et C.F.D.T., si elles n'ont pas de la grève dans l'immédiat un mot d'ordre national, n'excluent pas l'hypothèse de voir ce conflit toucher d'autres

régions de France. Des réunions syndicales ont lieu actuellement dans de nombreux dépôts, notamment à Lyon et à Dijon.

Les représentants de ces deux fédérations devaient être reçus ce vendredi matin 6 août au secrétariat d'Etat aux transports, mais le rendez-vous a été annulé. A ce propos, la fédération des cheminots C.F.D.T. a publié un communiqué dans lequel elle « soutient l'action des agents de conduite de Marseille, Montpellier et Toulouse qui s'opposent à l'aggravation des disparités de rémunérations pour cette catégorie » et affirme : « Ces travailleurs en lutte ont accepté les discussions des meetings à prendre pour l'achèvement des enfants de colonies de vacances. A l'inverse, le secrétariat d'Etat aux transports vient d'annuler la rencontre prévue avec les fédérations C.F.D.T. et C.G.T. Ce refus de concertation démontre l'incohérence entre les déclarations et les actes du pouvoir. Cette attitude démontre l'insincérité de la direction de l'entreprise qui profite des vacances pour tenter d'imposer aux agents de conduite ce qu'ils ont massivement refusé. Les responsables des cheminots du conflit et de ses conséquences pour les usagers apparaissent donc clairement : c'est celle du pouvoir patronal et gouvernemental ».

Le directeur de la Chambre de l'horlogerie fait passer sa rancune contre Lip avant les intérêts de la profession déclare l'intersyndicale de Palente

Après les déclarations de M. Michel Dalin, directeur général de la Chambre française de l'horlogerie, qui a notamment assuré, au cours d'une conférence de presse tenue lundi dernier (le Monde du 4 août), que « Lip est une affaire qui n'est pas et ne peut pas être rentable », l'intersyndicale C.F.D.T.-C.G.T.-G.C.C. de l'entreprise de Palente a publié un long communiqué dans lequel elle « exprime la violence de Lip et son importance dans un plan horloger régional nécessaire et qui n'existe pas actuellement ».

« M. Dalin, poursuit-elle, doit savoir que l'ensemble des rapports sur Lip est largement positif. Il est curieux de voir le président de la Chambre française de l'horlogerie dénigrer la première marque française de montres, la plus vendue en France, et faciliter par là son départ à l'étranger ».

« M. Dalin prétend que l'horlogerie régionale se porte bien, dit encore le communiqué. Les travailleurs de cette branche et bien des patrons doivent être surpris de sa méconnaissance de la réalité. M. Dalin utilise des chiffres qui ne correspondent pas à la réalité que voici : 1) en 1975, il s'est écoulé en France un million de montres de moins qu'en 1974 ; 2) en 1976, pour les six premiers mois de l'année, les exportations françaises de l'horlogerie (53 % de la production totale) ont chuté de 15 % en volume par rapport à 1975 ; 3) les fabricants de pièces détachées subissent durement la crise. (...) Des déclarations ont lieu un peu partout. Les chômeurs de Besançon peuvent témoigner qu'il n'y a pas d'emballement dans l'horlogerie ».

« Il faut bien reconnaître, conclut l'intersyndicale, que M. Dalin a une animosité personnelle contre Lip, qui date de ses relations avec Fred Lip. M. Dalin fait passer cette rancune avant les intérêts de la profession qu'il est censé défendre ».

D'autre part, les cadres G.C.C. de Lip ont fait savoir que « compte tenu des grandes déclarations de M. Michel Dalin », ils se rendront lundi 9 août à Paris « afin d'y rencontrer les responsables de leur fédération ».

AFFAIRES

La France obtient un contrat de 3,7 milliards de F en Arabie Saoudite

Des sociétés françaises viennent de se voir confier la réalisation des réseaux de télévision couleur de l'Arabie Saoudite. C'est l'un des plus importants contrats jamais obtenus par la France à l'étranger : 3,7 milliards de francs.

Un accord a été signé à Riyad il y a quelques jours entre les autorités saoudiennes et l'Agence française pour le développement de la télévision en Arabie Saoudite (ADETE). Aux termes du contrat, cette dernière est chargée d'abord de la coloration de l'ancien réseau noir et blanc d'Arabie Saoudite, avec un démarrage prévu pour le 24 septembre 1976. L'ADETE assurera ensuite la modernisation et l'extension de ce réseau ainsi que la création d'un deuxième réseau couleur couvrant la totalité du territoire saoudien. Cette réalisation, prévue pour 1981-1982, entraînera la création de six centres de production situés à Djeddah, Ryad, Dammam, Kassim, Médine et Tabuk. Elle assurera la formation des personnels saoudiens et construira et équipera par la suite un centre de formation pour l'ensemble des personnels des télévisions de la péninsule arabique.

L'ADETE est une filiale de la S.C.E.T. internationale (contrôlée par la Caisse des dépôts et consignations) et de la SOFRATEV

(filiale de la Télédiffusion de France). Aux côtés de l'ADETE, on trouve pour ce contrat les entreprises françaises suivantes : Bacri pour le génie civil, la SODETEG pour l'ingénierie, et Thomson-C.S.F. qui fournira les matériels nécessaires (studios, émetteurs, caméras, etc.). L'ensemble du contrat porte sur un montant de 3,7 milliards de francs, dont la majeure partie reviendra à des sociétés françaises.

L'Arabie Saoudite avait choisi le procédé SECAM de télévision en couleur en novembre 1974, après de longues discussions. On y avait vu à l'époque un « geste amical » du roi Fayçal à l'égard du gouvernement français.

C'est le premier contrat important que la France obtient en Arabie Saoudite. Jusqu'à présent, nos émissaires avaient été nombreux dans ce pays qui entretient des liens privilégiés avec les Etats-Unis. Les seules commandes significatives obtenues par l'industrie française concernaient des travaux de génie civil, et surtout la vente de chars AMX.

● LA COMMISSION EUROPÉENNE vient de remettre au gouvernement de Washington un aide-mémoire pour attirer son attention sur les pratiques des industriels américains du phosphate : le carburéacteur, qui vend à l'exportation son produit, comme le Maroc, à 33 dollars la tonne, offre celui-ci aux producteurs américains d'engrais à 15 dollars la tonne. Ce double prix permet aux engrais américains de pénétrer facilement le marché européen, et les industriels de la C.E.E. se plaignent d'une concurrence déloyale : les exportations américaines d'engrais dérivés du phosphate vers les Neuf sont passées de 287 000 tonnes en 1974 à 637 000 tonnes en 1975. Selon la Commission, en outre, les producteurs américains de phosphates offrent des participations croisées à des affaires européennes d'engrais, qui obtiennent alors du phosphate américain à 15 dollars la tonne. Une enquête de la division de la concurrence de la C.E.E. est ouverte. — (A.F.P.)

(PUBLICITE)

TUNNEL ROUTIER DU FRÉJUS

Communiqué, interviews et commentaires largement diffusés dans la presse au cours du mois de juillet ont donné des faits et des événements une version tendancieuse qui est celle de la S.P.T.R.F. (Société française de l'entreprise du Fréjus), et qui rend nécessaire aujourd'hui une mise au point d'ensemble de la part du groupement d'entreprises évitant du chantier de façon brutale et injustifiée.

DES ENTREPRISES QUALIFIÉES...

Les entreprises françaises Soris (chef de file) et Durand, associées à deux entreprises italiennes, Giro de Milan et Vianini de Rome, totalisent des centaines de kilomètres de galeries, tunnels et ouvrages souterrains, tous réalisés par le même groupe : le Mont-Blanc, de la Croix-Bouasse, de Fourvière, de Cimex, galeries de Roseland, d'Isère-Arc, métro de Paris, métro de Lyon, etc., pour ne citer que les plus connus en France, et en face de ces entreprises, on trouve un maître d'œuvre (SITCO) qui n'a jamais creusé de galeries, mais qui ne veut pas tenir compte de l'expérience des hommes.

DES ÉTUDES INSUFFISANTES...

La S.P.T.R.F. s'est félicitée de l'importance des études préalables qui devaient la mettre à l'abri de toute « surprise géologique ». Qu'en est-il réellement ? Une galerie de reconnaissance de 5 m² de section dans les terrains de l'entrée n'atteint même pas le cœur des schistes lustrés. Aucun agrandissement n'a été fait, contrairement à l'usage pour tester le comportement en section réelle (80 m²).

Dans les schistes, des essais ont été faits en laboratoire sur deux sondages... et c'est tout ! Elles étaient tellement insuffisantes que, dans les études, que l'action des entreprises a déclenché d'autres séries d'essais que le maître d'œuvre n'avait pas faites.

MAIS LE MAÎTRE D'ŒUVRE NIE LES DIFFICULTÉS

À la fin du tunnel du Mont-Blanc, un géologue suivait en permanence la déformation du tunnel du Fréjus, le maître d'œuvre en a fait l'économie. Depuis mars 1976, le creusement a été contrarié par la présence inattendue de certains gaz : hydrogène, méthane, gaz carbonique, etc. Mais la principale difficulté est venue du comportement du rocher. Premières manifestations décelées par les ingénieurs de l'entreprise vers 1 500 mètres, et signalées au maître d'œuvre qui les conteste même qu'il a contesté auparavant la présence de méthane décelée par les analyses des Charbonnages de France.

À partir de 1 700 mètres la tenue des parois se dégrade et les soutènements ordonnés par le maître d'œuvre, trop nettement insuffisants, mettent en danger la sécurité des ouvriers. Pour la première fois dans l'histoire des grands ouvrages, devant l'opposition du maître d'œuvre, et pour défendre cette sécurité dans le travail, l'entreprise va devoir employer le seul moyen à sa disposition : s'adresser au juge.

QUE SE PASSE-T-IL ?

Ce tube de 80 m² qui sera le tunnel a tendance à se reformer ; mais il le fait plus ou moins vite, en absorbant des pressions plus ou moins fortes. Les parois se déforment, et, si on les laisse se déformer de trop, la roche se dégrade, elle se détruit à l'extérieur de la roche et perd toute stabilité. Depuis le kilomètre 1 700, le resserrement atteint sur le côté droit, et de façon permanente, plus de 30 centimètres d'épaisseur de roche s'effondre sur le béton qui doit revêtir les parois. Et les déformations continuent : Et les études préalables ne les avaient pas prévues.

Le soutènement par bouloins d'ancrage dans un rocher qui se déforme est insuffisant ; il doit être complété : le grillage s'y suffit pas. Les calculs qui sont aux « premières lignes » le savent. Pour se défendre, ils ont finalement employé, le 3 juin 1976, le grout.

VERITÉ AU-DELA, ERREUR EN DEÇA DES ALPES

La première question qui vient à l'esprit, puisque l'ouvrage est construit à frais partagés entre la France et l'Italie, est de savoir ce qui se passe sur le chantier italien. On a pu lire dans la presse une déclaration de l'ingénieur en chef italien : « Notre retard est dû à des questions techniques... Nous avons constaté des compressions telles que nous avons dû exécuter des soutènements plus importants que prévu... nous avons six mois de retard pour le revêtement ».

Il est difficile de faire des prévisions. Vous savez bien que dans le bâtiment les imprévus viennent des fondations. Or ici, nous sommes par définition dans les fondations depuis le début et nous y resterons jusqu'à la fin des travaux. »

En Italie, les déformations sont de l'ordre de 5 centimètres ; le soutènement comporte 15 centimètres de béton projeté ; la voûte en béton a 60 centimètres d'épaisseur ;

En France, les déformations dépassent 30 centimètres (et, fois plus) ; le maître d'œuvre refuse le béton projeté ; la voûte a 35 centimètres d'épaisseur.

DES EXPERTS ONT ÉTÉ DÉSIGNÉS...

Pour éviter tout malentendu, les entreprises veulent préciser que le juge a désigné pour établir un rapport technique trois experts judiciaires qu'il ne faut pas confondre avec les ingénieurs-conseils cités par la S.P.T.R.F. dans ses communiqués.

De leur côté, les entreprises s'étaient adjointes deux ingénieurs-conseils de réputation mondiale, M. Kerviel, président de la Société internationale de mécanique des sols et fondations, et M. le professeur Müller, spécialiste des grands tunnels.

Ces ingénieurs ont notamment écrit : « Ce serait une attitude irresponsable de continuer l'excavation du tunnel sans évaluer les risques de séisme... ».

Messieurs les experts judiciaires ont entendu, le 8 juillet 1976, l'accès vers l'avancement et fait placer une barrière.

À la fin du mois de juillet, le 22 juillet, le délégué de la S.P.T.R.F. a dû reconnaître — avec cinq mois de retard — que sur un point capital la technique proposée par les entreprises n'avait pas tenu compte des déformations constatées.

Mais les entreprises ne peuvent admettre comme argument celui avancé par le maître d'œuvre pour justifier son retrait : « Jusqu'à présent, nous n'avons eu que des déformations de 5 à 10 cm. Ce type de soutènement n'a pas été mis en défaut puisque aucun éboulement n'est produit entre le front de taille et la zone revêtue. »

On nous épargnera de citer des ouvrages où tout va bien tant, pour le moment.

LA PAUVRETÉ DES MOTIFS DE LA RÉSILIATION...

LES RETARDS. — Au 23 juillet 1976, le creusement est effectué jusqu'au kilomètre 1 320 et le revêtement bétonné jusqu'au kilomètre 1 500. Le chantier du puits est installé, le dernier matériel arrivait : au moment de la résiliation 60 mètres ont été creusés.

En Italie, le creusement est réalisé sur 1 750 mètres et le revêtement sur 750 mètres. Le puits n'est pas commencé.

Le chantier français n'est donc pas en retard. Le bulletin d'information numéro 10 publié par la S.P.T.R.F. en mars 1976 notait le respect des coûts et des délais conformément aux prévisions.

Braconnement, quatre mois plus tard, on voudrait justifier la résiliation en anticipant sur des retards « à venir ».

LES COÛTS. — « Défense des deniers publics », dit le président de la S.P.T.R.F. Bravo ! Tout le monde ne peut qu'applaudir. Mais augmentation du coût des travaux ? Par rapport à quel ? Par rapport à une estimation insuffisante ? Pour-il ajouter des vies humaines au montant de l'addition que s'est vus à priori la S.P.T.R.F. comme à priori et le variateur son maître de l'œuvre s'est risqué sur une épaisseur de voûte ?

Car il ne faut pas oublier que les soutènements doivent être payés par la S.P.T.R.F. et que les économies recherchées sont au détriment de la sécurité.

Mais les entreprises ne proposent pas, pour soutenir les parois du tunnel, autre chose que ce qui existe déjà, qui se trouve employé dans de nombreux pays qui creusent au moins autant de tunnels routiers que la France : Suisse, Italie, Allemagne, Autriche.

Les soutènements dont les entreprises dépendent la mise en œuvre sont d'ailleurs prévus au marché, qu'il s'agisse des cintres ou du béton projeté.

CONSEQUENCES

Soit de faillitables prétextes, qui ont pu pousser certains, le maître d'œuvre a réussi à obtenir de la S.P.T.R.F. qu'elle prononce la résiliation du contrat. Les entreprises qui avaient mis en œuvre un matériel moderne, très important et parfaitement adapté, puisque, comme elle le déclare son bulletin numéro 10 : « L'avancement dans des terrains de bonne qualité est en moyenne de 12 mètres/jour (plus de 250 mètres/mois) », se voient ainsi rattrapés.

Au temps perdu depuis le 3 juin, va s'ajouter le temps perdu pour la reprise du chantier par d'autres entreprises. Ce sont là des pertes de temps réelles qu'on pouvait éviter et la résiliation ne changera rien au comportement de la montagne ; serait-il possible d'accorder d'autres ce qu'on vient de refuser à ceux que l'on chasse ?

Par la résiliation, s'en vont punir des entreprises parce que leurs ingénieurs ont agi en personnes responsables de la vie de leurs ouvriers, et qu'elles ont osé s'adresser au juge : « Ce n'est pas la réponse qu'attendait la S.P.T.R.F. », a écrit un journal.

Il reste posé un problème immédiat, essentiel, celui de l'emploi de la main-d'œuvre.

L'œuvre subsiste, l'activité demeure : les ouvriers doivent demeurer aussi.

La résiliation prononcée alors que les experts judiciaires n'ont pas encore donné leur rapport, la version tendancieuse qui en a été donnée par la S.P.T.R.F., causent un très grave préjudice aux entreprises.

En fait, cette mise au point indispensable étant faite, les entreprises refusent désormais d'entretenir une polémique.

AGRICULTURE

Les conséquences de la sécheresse

LE DISPOSITIF D'AIDE AUX AGRICULTEURS SERA PRÊT LE 29 SEPTEMBRE

déclare M. Pierre Méhaignerie

Au cours d'une conférence de presse tenue le jeudi 5 août à Paris par le Centre des députés socialistes (C.D.S.), M. Pierre Méhaignerie, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et membre du bureau politique de cette formation, a notamment déclaré à propos des problèmes posés par la sécheresse, que le gouvernement avait tenu à ne pas dramatiser la situation, afin d'éviter les spéculations sur les matières premières et sur le franc. Il a ajouté qu'il ne serait pas sérieux d'envisager de maintenir en chiffres ce qui concernerait les conséquences de la sécheresse.

M. Méhaignerie a assuré que le gouvernement « mettrait en place le dispositif nécessaire pour le 29 septembre prochain ». Le système retenu comporterait trois éléments : des mesures d'aide directe et de crédit, la caisse de Crédit agricole soit en mesure d'accorder des prêts. Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture a précisé que la prudence et la justice imposaient actuellement de recueillir le maximum d'informations, ce qui empêche de prendre des mesures immédiates.

Pour sa part, la commission rurale du C.D.S. a proposé des aides de deux ordres pour les agriculteurs : les unes, « directes et forfaitaires », affectées à toutes les familles jusqu'à un certain niveau de revenus, les autres, « à l'exploitation agricole, versées sur la réalité des pertes subies et accordées dans les conditions les plus décentralisées possibles » ; cela pour éviter « les énormes différences d'intérieur d'un même département ».

La grogne des arboriculteurs

DEUX CAMIONS TRANSPORTANT DES PÊCHES ITALIENNES SONT INTERCEPTÉS

Le contenu de deux camions anglais transportant des pêches italiennes a été déversé sur le sol par un commando d'une vingtaine d'arboriculteurs de la Drôme et de l'Ardèche, au nord de Mâcon, au cours de la nuit de jeudi 5 à vendredi 6 août. Les arboriculteurs qui continuent ainsi leurs actions contre les importations de fruits ont « mis en panne » les deux véhicules qui stationnaient sur l'aire de Saint-Albin de l'autoroute A 6.

Des « contrôles » ont également été exercés par les arboriculteurs sur la route de Bourg-en-Bresse (Ain) à Tournus (Saône-et-Loire).

Pour le week-end, faites-vous plaisir. louez une voiture chez europcar 645.21.25

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
Société Nationale des Industries des Peaux et Cuirs
SONIPEC
AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

Il est porté à la connaissance des sociétés et entreprises intéressées par l'appel d'offres portant sur la création d'une « Tannerie » que le délai fixé au 31 juillet est prorogé au 1^{er} septembre 1976.

LA CHINE : UNE GRANDE PREMIÈRE

Daphné, premier navire de croisière à faire escale dans un port chinois, vous permettra de séjourner à Canton.

Pour la Chine : de Bangkok à Djakarta par Hong Kong, Whampoa, Bali... du 29 janvier au 19 février 1977.
Pour les Emirats Arabes : de Gênes à Bahrein par Suez, Abu Dhabi, Bushire... du 8 au 29 janvier 1977.
Pour la route des Indes : de Bahrein à Bangkok par Bombay, Colombo, Singapour... du 29 janvier au 19 février 1977.



CROISIÈRES CARRAS

Pour tous renseignements : votre agence de voyages ou agent général Voyages MATHEZ, 14, avenue de Verdun, 06 NICE tél. 88.52.64 VIAZUR, 15, rue de Bassano 75016 PARIS tél. 723.55.14

هنا من الأهل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
- 2-3. EUROPE
- 3-5. AFRIQUE
6. POLITIQUE
- MÉDECINE
- ENVIRONNEMENT
- FEUILLETON
7. ÉDUCATION
- RELIGION
8. JUSTICE
- SPORTS

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 9 A 12

- A LA MER : « Respectez-la », par Alain Bombard ; la Méditerranée entre terre et eau ; Cannes et ses lieux.
- PLAISIRS DE LA TABLE : l'heure pour quelques heures.
- MAISON : mode ; brocante ; hippisme ; jeux ; philatélie.

- 13-14. ARTS ET SPECTACLES
15. PRESSE
17. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 17-18. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (16)
- Annuaire classé (15) ; Au-
jourd'hui (16) ; Carnet
« Journal officiel » (16) ; Méteo-
rologie (16) ; Mots croisés (16) ;
Loto (16) ; Bourse (16).

LE SAUVETAGE DE GRIFFET A MARSEILLE

Les pouvoirs publics tardent à cautionner le plan Génoyer

Dans une déclaration faite à la presse, jeudi 5 août, M. Maurice Génoyer, l'industriel marseillais qui a présenté, le 25 mai, un plan de redémarrage de l'usine de grès Griffet, à Marseille — mise en règlement judiciaire, le 27 novembre 1974, et occupée depuis février 1975 — a annoncé que

s'il n'obtenait pas de réponse positive des pouvoirs publics d'ici au lundi 9 août, il renoncera à solliciter leur concours financier. M. Génoyer, qui a vivement déploré le « temps perdu », a précisé qu'il continuerait néanmoins à rechercher d'autres solutions, sans dissimuler cependant que sa tâche serait alors beaucoup plus difficile.

De notre correspondant régional

Marseille. — « A Marseille, tout est prêt », annonçait M. Génoyer le 25 juin en présentant les derniers détails de son plan de reprise. Ce plan, qui prévoit dans sa première phase de dix-huit mois la réaffectation progressive de cent cinquante salariés sur les deux cent quinze restant inscrits au chômage, avait été approuvé dans ses grandes lignes, début juin, par l'ensemble du personnel de l'entreprise. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.O.C. ont, d'autre part, signé avec M. Génoyer, le 30 juillet, un protocole d'accord d'une validité d'un an touchant aux problèmes de salaires et d'embauchage (1).

Sur le plan juridique, les actifs immobiliers des anciens établissements Griffet seraient rachetés par une société d'économie mixte animée par la ville de Marseille et l'établissement public régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui les loueraient pour une somme symbolique à la nouvelle société créée par M. Génoyer, la compagnie industrielle des engins Griffet. En attendant que soit prononcée la liquidation des biens, M. Génoyer a, de plus, obtenu du tribunal de commerce de Marseille de prendre provisoirement l'entreprise en gérance.

Sur le plan financier, l'industriel marseillais proposait initialement d'apporter un capital social de 6 millions de francs en deux tranches et sollicitait un prêt du F.D.E.S. à long terme d'un montant équivalent. Il ne

demande plus désormais qu'un prêt de 3 millions de francs, mais ne s'engage lui-même contractuellement que pour la même somme, et espère, d'autre part, une aide au redémarrage sous la forme d'une subvention de 500 000 à un million de francs, ainsi que l'attribution par la délégation à l'aménagement du territoire des primes à la création d'emplois (2 millions de francs).

Le ministre de l'Industrie a jugé pour sa part « acceptable » le plan soumis par M. Génoyer, mais le comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (C.I.A.S.I.) a déjà repoussé à deux reprises la réponse qu'il devait rendre le 12, puis le 19 juillet, et dont il est évident qu'elle dépend du « feu vert » du ministère des finances. S'interroge-t-on encore Rue de Rivoli sur la crédibilité de M. Génoyer ? La réussite rapide de celui-ci ne devrait pas a priori constituer pour lui un handicap. Spécialisé dans la distribution d'accessoires de tuyauterie et de robinetterie industrielles, le groupe de la Phocéenne de métallurgie, dont il est le président fondateur, comprit en plus de la société mère implantée à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), trois usines de production toutes filiales à 100 %, ainsi que douze sociétés de commercialisation en association

La recherche d'un règlement du conflit rhodésien

M. Ian Smith souhaite des discussions directes avec Washington

M. Ian Smith a lancé, jeudi 5 août, un appel indirect à des discussions directes entre Washington et Salisbury pour résoudre le conflit rhodésien. Dans une allusion aux entretiens Kissinger-Callaghan, qui venaient de prendre fin à Londres, le premier ministre rhodésien a déclaré : « Au moins, les Américains pensent à nous, parlent de nous, et s'ils osent venir nous parler alors nous aurons la possibilité de leur dire quels sont les faits et quelle est la vérité ».

Un « petit déjeuner de travail » entre le premier ministre britannique et le secrétaire d'État américain avait porté, jeudi, sur les moyens « de donner une forme plus concrète et plus pratique » au projet de règlement présenté, en mars dernier, par M. Callaghan, lorsqu'il était encore secrétaire au Foreign Office, pour l'accession au pouvoir à Salisbury de la majorité africaine en l'espace de deux ans.

On précise, au 10 Downing Street, que le premier ministre britannique a manifesté un « grand intérêt » pour les idées de M. Kissinger. Mais, selon

l'A.F.P., l'entourage du secrétaire d'État aurait eu l'impression que les Britanniques « résistent » à l'égard du projet américain de création d'un fonds d'indemnisation des Européens de Rhodesie quittant le pays avant ou après l'accession de la majorité africaine au pouvoir.

Tout en souhaitant visiblement engager le dialogue avec Washington, M. Smith s'est prononcé pour une nouvelle fois contre ce qu'il qualifie d'avènement « prématuré » du pouvoir noir en Rhodesie, une solution qui, a-t-il dit, conduirait à l'indépendance en chaos et à des conflits bien plus graves que la situation actuelle en raison des « profondes divisions tribales et idéologiques des politiques africains et des groupes terroristes ».

Dans une dépêche de son correspondant à Salisbury, le Times rapporte de son côté qu'une faction de l'African National Congress aurait fait acclamation pour créer un « A.N.C. réformé » dont le chef pourrait être M. Robert Mugabe, l'un des dirigeants noirs les plus influents de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe).

Pour protester contre l'augmentation des assurances-maladie

DES MILITANTS DU CID-UNATI S'EMPARENT D'AVIS DE COTISATIONS

Des militants du CID-UNATI ont pénétré, jeudi 5 août, au début de l'après-midi, dans une dizaine de centres micrographiques de diverses régions et se sont emparés d'avis d'appel de cotisations. Ceux-ci devaient être incessamment expédiés aux assurés cotisants de la Caisse nationale d'assurance-maladie (C.A.N.A.M.) des travailleurs indépendants.

Un communiqué du CID-UNATI précise que ces documents ont été « déposés en un lieu sûr » et que cette action a été entreprise pour protester contre le décret du 15 juillet qui « augmente sensiblement les cotisations d'assurance-maladie des commerçants sans amélioration des prestations ». « Le président du Comité Général Nicoud entendait réagir », conclut le communiqué.

DES LICENCIEMENTS SONT ENVISAGÉS A AIR ALPES

La section locale du Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) indique que la compagnie aérienne régionale Air Alpes, dont le siège social est à Chambéry, envisage — dans une perspective de survie — un licenciement collectif affectant quarante-deux personnes, dont quinze pilotes.

La direction de la compagnie reconnaît que la récente fusion d'Air Alpes avec les compagnies Air Champagne-Ardenne et Air Limousin doit entraîner certaines « mesures de réorganisation », l'abandon de certaines lignes de moindre rentabilité et donc des réductions d'effectifs, mais elle n'en précise pas l'ampleur.

6 000 HECTARES DE FORÊTS ET DE GARRIGUES ONT BRÛLÉ DEPUIS LE DÉBUT DE LA SEMAINE

Six mille hectares de forêts, de pinèdes et de garrigues ont été détruits par le feu depuis le début de la semaine.

Le sud du pays a été particulièrement touché. Dans le Vaucluse, les habitants d'un quartier de Beaumes-de-Venise ont dû être évacués jeudi 5 août. L'armée est intervenue pour aider les sapeurs-pompiers, qui ne disposaient que de moyens terrestres. Les Canadiers ont utilisé leurs avions. Plusieurs autres incendies se sont déclarés dans la région, affectant notamment la crête rocheuse connue sous le nom de Dentelles de Montmirail, et les environs immédiats de Carpentras. Dans les Bouches-du-Rhône, le feu a pris naissance jeudi au nord de Marignac et s'est développé en direction de Port-de-Bouc. Dans le Gard, au nord-ouest de Nîmes, 1 300 hectares de garrigues ont été détruits depuis lundi. Le feu paraissait circonscrit jeudi soir. Plus de 1 200 hectares de résineux ont brûlé en divers points de la forêt ardéchoise. Près de 1 500 hectares de garrigues ont été détruits près de Montredon-Corbières (Aude), où, jeudi soir, l'incendie s'étendait sur un front de 15 à 20 kilomètres. En Dordogne, près de 1 000 hectares de bois ont été brûlés dans la région de Lèches.

Sans donner de bilan du séisme

PÉKIN RECONNAÎT QUE LA VILLE DE TANG-CHAN « DOIT ÊTRE RECONSTRUITE »

Cent mille personnes auraient été tuées et neuf cent mille autres blessées à Tang-Chan par le tremblement de terre qui a dévasté la ville le 28 juillet, a affirmé, jeudi 5 août, à Taipei un responsable des services de renseignements du gouvernement. Les deux tiers de la population totale de la ville auraient donc été victimes de la catastrophe.

Selon Taipei, les installations militaires et industrielles de la région auraient été gravement endommagées. Il y aurait eu nombreux morts parmi le personnel militaire stationné autour de Tang-Chan.

Jeudi, pour la première fois, la presse chinoise a confirmé implicitement que Tang-Chan avait été presque entièrement détruite. L'agence Chine nouvelle écrit en effet que la population de Tang-Chan est estimée de « penser les plaies provoquées par le tremblement de terre (...) et de reconstruire Tang-Chan, plus belle qu'auparavant ». Les autorités chinoises n'ont cependant pas encore publié de bilan officiel, se bornant à évoquer des « pertes extrêmement sévères en vies humaines » et de « lourds dégâts matériels ». Les estimations les plus faibles, les mieux documentées, de la capitale chinoise font état de plusieurs dizaines de milliers de morts.

Un territoire d'une superficie voisine à celle de la France a été déclaré en « état d'alerte » à la suite du séisme, a déclaré à l'A.F.P. un voyageur chinois. Il a précisé qu'à 460 kilomètres de Tang-Chan, il se trouvait l'épicentre du tremblement de terre, le parti avait donné l'ordre d'évacuer les maisons en raison des dangers de nouvelles secousses. L'ensemble de la région est restée en alerte pendant six jours avant que les habitants des secteurs les plus éloignés de Tang-Chan soient autorisés à rentrer chez eux.

La Chine continue à recevoir des propositions d'assistance et des messages de sympathie. C'est ainsi que, mercredi 4 août, la Commission des Communautés européennes a offert son aide par l'entremise de la délégation chinoise auprès de la C.E.E. Israël, pour sa part, a adressé à Pékin un message de sympathie que le gouvernement chinois lui a retourné. De source israélienne, on précise que la Chine a fait savoir qu'elle ne pouvait accepter un message d'un pays avec lequel elle n'entretient pas de relations diplomatiques. — (A.F.P., Reuters).

● L'attaque, le 4 août, par un groupe armé, d'un hôtel à Moyale en Ethiopie, près de la frontière érythréenne (le Monde du 6 août), a entraîné la mort de cinq personnes, quatre Ethiopiens et une institutrice française, Mme Elisabeth Buzat. Celle-ci faisait partie d'un groupe de coopérants français qui s'étaient arrêtés pour la nuit à Moyale, avant de gagner le Kenya pour y passer leurs vacances. Le 4 août à l'aube, un commando armé de fusils-mitrailleurs et de grenades a fait irruption dans l'hôtel pour rançonner les voyageurs. Au cours de la fusillade, Mme Buzat a été tuée sur le coup, tandis que deux autres Français, M. et Mme Jean-Claude Cavalat, étaient blessés par balles. Ils sont hospitalisés à Nairobi. Un quatrième Français, M. Alain Galaup, a disparu, et pourrait avoir été enlevé par le commando qui, selon certaines sources, appartiendrait à une ethnie somalienne en dissidence. — (A.F.P., Reuters, A.P.).

Le numéro du « Monde » daté 5 août 1976 a été tiré à 485 599 exemplaires.

A B C D F G H

A Jérusalem

AFFRONTEMENTS ENTRE MILITANTS NATIONALISTES ET JUIFS ORTHODOXES

Des affrontements se sont produits à Jérusalem, non loin du Mur des lamentations, entre de jeunes nationalistes israéliens et un groupe de hassidim (juifs orthodoxes). Le mouvement Betar avait invité ses sympathisants à se recueillir sur le « mont du Temple » à l'occasion de l'anniversaire de la destruction du temple de Salomon. Or la prière publique n'est pas admise dans l'enceinte sacrée. Les autorités ont interdit aux fidèles de se recueillir en groupes, afin de ménager les sentiments religieux des musulmans, pour lesquels ce site est également sacré.

Là se dressent, en effet, les mosquées d'El-Aqsa et d'Omar. Un groupe d'une vingtaine de militants du Betar, voulant passer outre, s'est heurté aux forces de l'ordre ainsi qu'à de jeunes juifs orthodoxes qui avaient demandé aux nationalistes « de ne pas profaner le Saint des saints ». La police a dispersé les manifestants.

Des incidents ont également éclaté, le jeudi 5 août, à Naplouse, où de jeunes Arabes ont endommagé des automobiles et un autobus. Les commerçants de la ville refusent toujours de verser la T.V.A. de 8 % imposée par les autorités et poursuivent, malgré la grève, leurs activités commerciales. — (A.F.P., Reuters).

WASHINGTON CONCLUT DES ACCORDS NUCLÉAIRES AVEC ISRAËL ET L'ÉGYPTE

Un accord nucléaire entre les États-Unis et Israël a été paraphé par l'ambassadeur d'Israël à Washington le jeudi 5 août. Cet accord, qui prévoit la fourniture à l'État hébreu de deux réacteurs d'une puissance totale de 1 900 mégawatts, est identique à celui qui avait été signé avec l'Égypte. Par souci d'équité, l'accord avec l'Égypte stipule que Le Caire sera autorisé à acquérir un ou plusieurs réacteurs supplémentaires, d'une puissance de 750 mégawatts, afin de combler la différence avec Israël.

La fourniture de ces réacteurs, valant plus d'un milliard de dollars chacun, avait été promise par le président Nixon lors de son voyage au Proche-Orient en 1974. Elle provoque une certaine inquiétude au sein de la commission de l'énergie atomique des deux chambres du Congrès dans la mesure où Israël et l'Égypte n'ont pas signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires. La commission dispose d'un délai de soixante jours pour interdire les deux transactions. — (A.F.P., Reuters).

JEUNES

DU 1^{er} AU 15 SEPTEMBRE
Ne restez pas déçus
TOUT UN VILLAGE
VOUS ATTEND EN TUNISIE
Forfait tout compris : 1 295 F
Renseignements et inscription :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. 325.11.61 et 326.60.87

Breguet

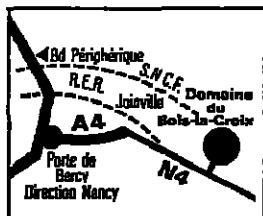
DEUX PRESTIGIEUX DOMAINES A L'EST ET AU NORD DE PARIS



« Séquoia » (à St-Witz), 278 m², 8 pièces, 7 autres modèles plain-pied ou étage.

Domaine de Bois la Croix

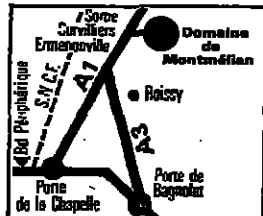
A Pontault-Combault même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins. Il possède son parc privé de 18 ha et ses tennis. Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, toutes dans de vastes jardins.



A 18 KM DE PARIS
A 12 MN A PIED DE LA GARE

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au Nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : jardins de 700 à 1 800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces. Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, idéalement luxueuses.



A 25 KM DE PARIS
A 2 KM D'UNE SORTIE DE L'A1

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER 6 MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ LES ADRESSES
DOMAINE DE MONTMÉLIAN 95470 ST-WITZ (Tél. 47.56.55)
DOMAINE DU BOIS LACROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 028.53.56 & 028.64.63).

هنا من الأمل